



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

**Exercice social : du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010**

---

## **RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2010**

# SOMMAIRE

---

Attestation du responsable du rapport financier 2010 .....	4
Rapport de gestion du conseil d'administration .....	6
Comptes consolidés 2010 .....	51
Comptes sociaux 2010 .....	95
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2010 .....	116
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels 2010 .....	120



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

## **Attestation du responsable du rapport financier 2010**

---



**DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER  
EXERCICE 2010**

J'atteste conformément aux dispositions de l'article 222.3 du règlement général de l'AMF, qu'à ma connaissance, les comptes au 31 décembre 2010 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation du Groupe STEF-TFE et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Paris, Le 19 avril 2011

Francis LEMOR  
Président Directeur Général



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

## **Rapport de gestion du conseil d'administration**

---

## **L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU GROUPE**

### **Le contexte général : une économie européenne convalescente**

En Europe, l'amélioration de l'environnement économique constaté fin 2009 s'est confirmée en 2010, mais d'une façon souvent inégale selon les Etats. Le contraste entre les différentes situations économiques est demeuré parfois très marqué, notamment entre le Nord et le Sud. Ainsi, la croissance européenne, forte en Allemagne, a progressé dans une moindre mesure en France, elle est restée hésitante en Italie, et atone en Espagne. Les disparités ont été parfois significatives, notamment dans le domaine de l'emploi, le taux de chômage s'échelonnant de 4,3% aux Pays Bas à 20,4% en Espagne.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB de la zone euro a augmenté de 1,7%. Après une progression relativement soutenue au premier semestre (+0,4% au premier trimestre et 1% au second trimestre), l'activité de la zone euro a ralenti au second semestre (respectivement +0,3% aux troisième et quatrième trimestres).

### **L'environnement économique et sectoriel de STEF-TFE**

Alors que 2010 s'annonçait comme une année de retour progressif à un modèle d'avant crise, les coûts des matières premières ont enregistré des hausses très marquées. Le prix du carburant a augmenté de plus de 12%, en moyenne sur l'année, pour s'établir à près de 91 dollars le baril au mois de décembre, soit la plus forte hausse sur les 26 derniers mois. De leur côté, les matières premières agricoles, qui ont un impact sur l'activité des principales filières clientes du groupe, ont vu leurs cours s'envoler, parfois de façon substantielle.

Dans le même temps, plusieurs Etats européens, dont l'Italie, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni, ont mis en place des plans d'austérité visant à réduire leurs dettes publiques dont l'un des effets à court terme a été de peser sur le pouvoir d'achat des ménages et par conséquent, sur la consommation alimentaire.

Enfin, l'année 2010 a marqué la fin de la tendance baissière sur le marché des taux d'intérêts. Après un point bas historique de l'Euribor 3 mois en mars (0,6%), les taux ont repris une très légère inflexion à la hausse sur la fin de l'année.

## **LES TENDANCES DU MARCHE EN FRANCE**

Le groupe STEF-TFE intervient principalement dans l'agroalimentaire, secteur au sein duquel il traite deux types de produits :

- les produits transformés par l'industrie, en frais et en surgelé ;
- les produits de cueillette (produits de la mer, fruits et légumes, fleurs).

Ses clients se répartissent en quatre grandes catégories :

- Producteurs ;
- Distributeurs ;
- Grossistes ;
- Enseignes de restauration.

En France, les signes d'amélioration constatés à partir du second semestre 2009 se sont amplifiés en 2010, le redémarrage des investissements des entreprises ayant contribué à cette reprise.

Le PIB a progressé en moyenne de 1,6% sur l'ensemble de l'année (source Eurostat), la meilleure performance ayant été atteinte au second trimestre (+0,6%) pour être suivie de deux trimestres de croissance plus faible.

Ce redressement s'observe à l'identique dans le secteur des industries agroalimentaires (IAA). Après une chute en 2008, suivie d'une consolidation progressive en 2009, le volume de la production des IAA s'est rapproché au deuxième trimestre 2010 de son niveau de 2007. Cette évolution a essentiellement résulté de la remontée de la consommation des ménages et de la demande extérieure, l'agroalimentaire restant l'un des points forts du commerce extérieur de la France.

Selon l'indice INSEE, la consommation des ménages s'est redressée en 2010, pour s'établir à +1,7%, la progression étant plus marquée sur la fin de l'année et ce, malgré la hausse de certaines denrées, notamment les produits frais.

Le chiffre d'affaires des acteurs du secteur de la grande distribution a bénéficié de l'amélioration de la consommation des ménages. Toutefois, malgré la hausse des prix des matières premières alimentaires, la grande distribution a orienté sa stratégie sur une politique de baisse des prix de ses produits (-0,3%), réduisant ainsi ses marges. Les évolutions notables sur ce secteur sont :

- une progression de +2,1% des ventes alimentaires en grande et moyenne surface, la croissance étant équilibrée à la fois en volume et en valeur, notamment sur les produits frais et surgelés ;
- une reprise de parts de marché pour les hypermarchés, par rapport aux autres formats de magasins ;
- une meilleure tenue des marques nationales par rapport aux marques de distributeurs,

Le segment de la restauration hors foyer a bénéficié de l'entrée en vigueur de la TVA au taux réduit de 5,5% pour le service de restauration à table, entraînant un léger rebond du taux de fréquentation, qui avait accusé un repli de -1,2 % en 2009.

Le secteur du transport routier français, quant à lui, semble avoir retrouvé un certain dynamisme en 2010 après une année 2009 délicate. Le volume de transport routier de marchandises a augmenté de 7% à fin septembre alors qu'il affichait -19% à la même période un an plus tôt (indice CNR).

## ACTIVITE DU GROUPE

L'année 2010 marque le retour à la croissance du chiffre d'affaires avec une progression de 3,7% par rapport à 2009, même s'il reste en deçà du niveau d'activité atteint en 2008.

L'amélioration du résultat net part du groupe (+20,1% vs 2009 et + 6 % vs 2007, dernier exercice précédant la crise) confirme la reprise du plan de marche du groupe, après deux années de baisse consécutives.

Cette amélioration globale des performances tient d'abord à l'amélioration des activités domestiques, tant de la logistique, que du transport qui a enregistré des hausses de volumes tout au long de l'année et a bénéficié en année pleine des mesures de diminution des coûts de production initiées en 2009.

L'activité internationale a été également un facteur déterminant de la performance opérationnelle du groupe en 2010, tous les pays, sans exception, ayant amélioré leur rentabilité.

En revanche, le maritime diminue sa contribution au résultat d'ensemble, principalement en raison d'une pression concurrentielle forte, créée par l'arrivée, en avril 2010, d'un nouvel opérateur sur la desserte de la Corse.

Millions d'euros

	Chiffre d'affaires 2010	Progression vs 2009
Transport France	1.061,9	+1,9%
Logistique France	371,2	+2,9%
Activité européennes	386	+4,9%
Maritime	87,6	-0,2%
Autres	150,7	+19,8%
<b>Total</b>	<b>2.057,4</b>	<b>+3,7%</b>



## ACTIVITE PAR SECTEURS

Le groupe est organisé autour de quatre secteurs opérationnels distincts :

- **le Pôle Transport France** regroupe dans un réseau unique (**STEF-TFE Transport**) l'ensemble des activités transport frais et surgelés sous l'enseigne « **TFE** », le transport des produits de la mer sous l'enseigne « **Tradimar** » et l'organisation des transports internationaux sous l'enseigne « **TFE International** ».
- **le Pôle Logistique France** gère, sous une marque unique, **STEF**, les prestations logistiques frais et surgelés pour les industriels, la grande distribution et la restauration hors foyer.
- **le Pôle STEF-TFE International** regroupe la plupart des activités domestiques hors France, c'est-à-dire l'Italie, l'Espagne, le Portugal, le Benelux, la Suisse et la Grande-Bretagne. Le pôle international couvre, par ailleurs, les principales structures opérant sur les flux européens (EFF et Stefover).
- **le Pôle Maritime**, autour de **La Méridionale**, regroupe également les activités de courtage maritime de la filiale **SATA-MINFOS**.

Deux pôles d'expertise complètent cette organisation :

- **le Pôle Systèmes d'Information**, **AGROSTAR**, regroupe l'ensemble des équipes informatiques opérant sur l'informatique métier et l'informatique client.
- **le Pôle Immobilier**, **IMMOSTEF**, gère l'ensemble du patrimoine immobilier, d'exploitation et locatif.

L'activité de STEF-TFE Transport consiste en l'exploitation d'un réseau de transport et de distribution sous température dirigée de produits frais, de produits de la mer et de surgelés.

Le réseau Transport France dispose de 78 plates-formes sous température dirigée, permettant d'offrir la meilleure couverture possible du territoire. Les moyens de transport mis en œuvre comportent un parc de véhicules détenus en propre de 1.900 moteurs (tracteurs et porteurs) et autant de véhicules affrétés.

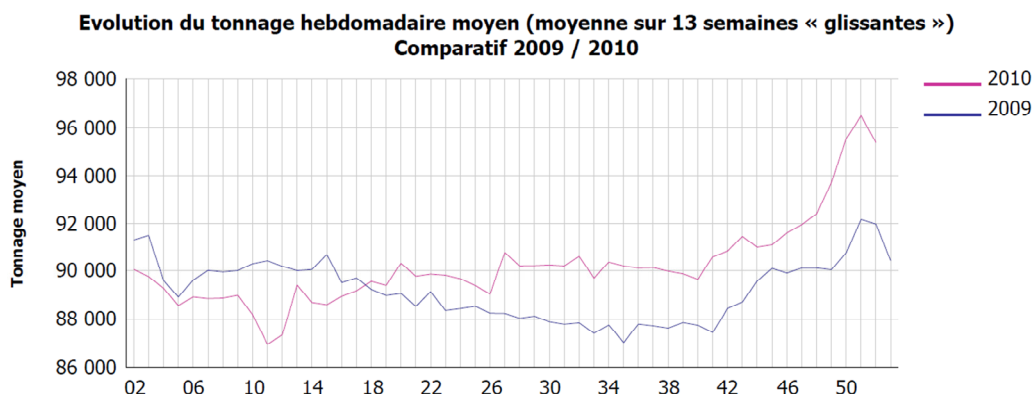
### Evolution de l'activité

STEF-TFE Transport a transporté, en 2010, 7,3 millions de tonnes de marchandises, soit 29.000 tonnes par jour vers 54.000 points de livraison.

L'année 2010 a connu deux semestres contrastés. Le premier semestre a été caractérisé par des tonnages transportés en recul par rapport à l'année précédente et par des prix de vente orientés à la baisse du fait de la systématisation des appels d'offres des chargeurs. Le second semestre a présenté une tout autre tonalité, avec une augmentation des volumes, résultante de l'efficacité de la stratégie de reconquête de parts de marché, aidée par l'amélioration tendancielle de la production industrielle constatée sur l'ensemble des filières.

En dépit d'intempéries exceptionnelles en décembre 2010, le réseau transport a été de nouveau en croissance de volume (+4%) et de chiffre d'affaires au quatrième trimestre.

### Courbe des tonnages du réseau STEF-TFE Transport



Tous les secteurs sur lesquels opère STEF –TFE Transport ont renoué avec une évolution positive.

- Produits laitiers – produits carnés – autres produits frais

Les offres de services novatrices et les propositions de massification régionale, associées à la politique commerciale de proximité entretenue avec les clients industriels, ont permis à STEF-TFE Transport de bénéficier pleinement de la remontée des volumes, notamment sur le marché des produits laitiers et carnés.

- Surgelés

En 2010, le groupe s'est adapté à l'évolution de la demande de ses clients en proposant systématiquement une offre globale, logistique et transport, et des schémas de livraison jour A / jour B, cinq à six jours par semaine, permettant ainsi de renouer avec une croissance de plus de 10% sur les volumes opérés. Il est à noter que l'accélération des flux semble être un phénomène durable, tant en France, que dans le reste de l'Europe.

- Produits de la mer

L'adossement du réseau Tradimar au réseau TFE, réalisé en 2009, s'avère être un succès. Le management de proximité des équipes régionales de STEF-TFE Transport, le retour de la qualité de service et l'élargissement de l'offre de transport sur les ports et les aéroports, en France et en Europe, ont permis de regagner la confiance des clients. Il en résulte un retour à des résultats positifs.

- Produits thermosensibles

Du fait de sa compétence reconnue en matière de maîtrise des températures et de la qualité de son plan transport, STEF-TFE Transport a affiché un développement très marqué sur ce segment, qui se caractérise par des accroissements de tonnages très significatifs pour une clientèle très exigeante.

### Activité Transport dans les régions

Afin de répondre à une logique de proximité avec les implantations de ses clients et d'améliorer la couverture du réseau tout en optimisant les ressources, STEF-TFE Transport a mis en place une nouvelle organisation managériale. Chaque structure régionale est désormais limitée à un périmètre de dix filiales, certaines pouvant compter plusieurs sites d'exploitation. Le territoire a été reconfiguré en sept régions, de taille équivalente. Au total, le réseau STEF-TFE Transport gère 78 sites et compte 8280 salariés.

Dans le même temps, STEF-TFE Transport a veillé à maintenir sa politique d'intégration et de formation de jeunes cadres en « pépinière » : 80 recrutements ont été réalisés sur les deux derniers exercices.

Confortés par la situation de concurrence exacerbée dominant le marché au cours des neuf premiers mois de l'année, les chargeurs ont modifié leurs usages en systématisant les recours aux appels d'offres. Dans ce contexte, le réseau STEF-TFE Transport s'est fortement mobilisé pour défendre ses parts de marché et maintenir la qualité de service caractérisant son réseau de groupage.

La qualité de service s'est révélée excellente, à un niveau inégalé jusqu'alors (0,75 % du chiffre d'affaires).

La performance de la région **Nord-Ouest** s'est révélée très contrastée selon les sites. Le territoire de la région étant très étendu, il a été décidé de rattacher les sites d'Orléans et de Bourges à la région Pays de Loire, nouvellement créée au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Par ailleurs, un secteur spécifique à la région Ile-de-France a été constitué.

Dans le Nord, le rapprochement des activités de groupage des produits frais et surgelés a favorisé une meilleure productivité des outils.

Le dispositif opérationnel en **Bretagne** a été profondément restructuré et les moyens adaptés à la nouvelle configuration du marché. Cette réorganisation aura entraîné des charges très importantes sur l'exercice, notamment sur le site de Vannes. Le site de Laval a été affecté aux activités d'une enseigne de la distribution dans le cadre d'un projet de constitution d'une plate-forme dédiée.

La région Bretagne - Pays de Loire étant très vaste, une partie des sites a été rattachée à la nouvelle région Pays de Loire.

Pour la région **Sud Ouest**, 2010 se présente comme une année satisfaisante, marquée par le renforcement des liens avec des clients traditionnels du groupe, notamment dans le domaine des produits festifs, issus de la filière gras.

TFE Brive s'affirme comme un point de massification stratégique avec l'ouverture d'une plate-forme dédiée à un grand industriel et le développement du plan de transport national GMS à partir de ce site. L'ouverture d'une plate-forme à Tarbes vient compléter le réseau TFE.

La performance d'ensemble de la région **Sud Est** a été satisfaisante. Le bassin méditerranéen confirme la pertinence de son modèle économique, basé sur le transport des produits thermosensibles sur une zone géographique où la production agroalimentaire n'est pas très importante.

De son côté, le secteur Rhône-Alpes a retiré les bénéfices attendus des dispositifs de massification mis en place et ce, en dépit d'une concurrence exacerbée sur la région lyonnaise. L'année 2011 devrait conforter cette évolution positive.

La région **Est** confirme dans la durée sa forte dynamique de développement, notamment grâce à l'augmentation des flux en provenance d'Allemagne.

Par ailleurs, un important projet immobilier, visant le redéploiement des activités TFE et Tradimar dans la région de Dijon, sera opérationnel fin 2011.

Le pôle logistique pilote les activités logistiques et les prestations associées de STEF-TFE en France sous la marque STEF.

Le pôle logistique gère 2.900.000 m<sup>3</sup> d'entrepôts sous température négative et 1.270.000 m<sup>3</sup> de plates-formes logistiques en produits frais et à température ambiante.

### **L'évolution du secteur**

Après une année 2009 très perturbée par le ralentissement économique, 2010 ressort comme une année de transition dans un environnement globalement plus porteur, marqué par un renforcement de certaines tendances de marché.

Les industriels de l'agroalimentaire ont abordé l'année 2010 avec une prudence qui s'est manifestée par une recherche de diminution du coût de portage de leurs stocks ; le rebond de la consommation constaté en cours d'année a généré des situations de ruptures de stock, provoquant des ajustements erratiques.

L'environnement déflationniste du secteur n'a pas permis d'envisager une revalorisation tarifaire pendant l'année et la remontée des coûts de l'énergie (électricité et carburants) au second semestre a amplifié les tensions sur les prix des prestations pour finalement peser sur la rentabilité.

A l'inverse, le marché s'est montré plus ouvert à de nouvelles organisations logistiques et à des solutions plus flexibles, qui ont permis aux équipes commerciales de se démarquer de la concurrence, principalement sur le segment du frais et de la restauration.

Par ailleurs, les concentrations se sont poursuivies à un rythme soutenu, impactant parfois de façon aléatoire le fonds de commerce de STEF.

### **Activité par filière**

Le plan d'adaptation des moyens opéré en 2009 et le repositionnement commercial ont permis d'aborder 2010 sur des bases solides pour préparer un retour à la croissance, dont les prémices ont été perceptibles au second semestre avec des démarrages de dossiers structurants.

### **Logistique des produits surgelés**

2010 a été une année en demi-teinte pour cette activité historique de STEF-TFE. Le marché de l'entreposage surgelé traditionnel, déjà plutôt décroissant en demande de stockage et très stable en flux, s'est montré moins réactif que prévu par rapport aux projets de massification de flux amorcés en 2009, limitant l'ambition de développement de STEF sur ce secteur. Le taux de remplissage ressort à 82,5%, contre 85 % en 2009. Cela étant, des succès significatifs semblent illustrer l'amorce d'une reprise d'activité au second semestre.

L'enjeu de STEF reste d'accroître ses volumes en froid négatif sur un marché peu porteur et dans le même temps, d'affronter la concurrence de nouveaux entrants, dotés de très importantes capacités.

### **Logistique des produits frais**

L'évolution naturelle du marché a favorablement soutenu la croissance du chiffre d'affaires, renforcée par l'effet en année pleine des contrats démarrés courant 2009. La réorganisation managériale menée en 2009 a porté pleinement ses fruits en termes d'amélioration de la performance. La signature de dossiers majeurs permettra de soutenir l'activité en 2011.

Par ailleurs, les équipes techniques et commerciales s'orientent vers de nouvelles offres de service, telles que le pilotage des approvisionnements, les opérations de différenciation retardée et le copacking (constitution de lots promotionnels).

Enfin, le positionnement actif sur les produits thermosensibles (15-18°) et les succès rencontrés avec le concept d'« offre globale » laissent envisager des perspectives prometteuses.

### **Logistique restauration**

Cette activité dynamique a été regroupée avec l'activité de logistique des produits frais en 2010, du fait de leurs synergies en termes de procédés industriels, d'approche commerciale et de gestion managériale.

2010 reflète un tassement relatif de la croissance mais révèle une très bonne performance opérationnelle.

Les perspectives sont très encourageantes avec, notamment la signature d'un contrat emblématique avec l'un des principaux acteurs mondiaux de la restauration du transport aérien.

### **Logistique GMS**

Cette activité traite les contrats clients GMS sur sites dédiés (flux tendus pour les produits frais et flux stockés pour le surgelé). 2010 se révèle être un cru satisfaisant sur le plan opérationnel, grâce à la maîtrise des leviers de performance économique et à la généralisation des principes « d'amélioration continue ».

La filière GMS continue d'innover, tant en termes de processus que d'outillages. A cet égard, les équipes ont notamment initié une démarche novatrice concernant les supports de livraison en magasins, qui sera testée courant 2011.

## **STEF-TFE INTERNATIONAL**

En 2010, le groupe a conforté son périmètre d'activités en Europe, principalement en poursuivant sa montée au capital de la société SGF (Société des Gares Frigorifiques de Genève), désormais détenue à 98,42%. Cette filiale s'adresse à un marché où le savoir-faire du groupe est sollicité par les plus grands acteurs, avec des attentes fortes de croisement de compétences sur l'évolution des technologies du froid embarqué pour la livraison urbaine.

Hormis le renforcement du groupe en Suisse, le périmètre du pôle STEF-TFE International n'a pas subi d'évolution notable en 2010, à l'exception de la fermeture de la filiale anglaise TFE International Ltd (3M€ de CA en 2009) dont le fonds de commerce est désormais exploité par des filiales françaises du groupe.

L'année 2010 du pôle international a été marquée par le retour à la croissance du chiffre d'affaires (+ 4,9%) et par une amélioration des résultats.

### **Italie**

L'Italie, dont la récession a été l'une des plus fortes en Europe en 2009 (-5,1%) a connu en 2010 une reprise modérée de la croissance (+ 1,1% selon Eurostat).

Le groupe est implanté en Italie au travers de trois sociétés, Cavalieri Trasporti (transport domestique et produits frais), Tradimar Milano (produits de la mer, surgelés) et TFE DA (flux internationaux).

Le chiffre d'affaires de Cavalieri Trasporti a progressé de 4,8%, notamment grâce aux succès remportés auprès des entreprises du mid market. La mise en place d'une organisation par métier a porté ses fruits dans le domaine de la logistique, mais pas encore dans le transport.

L'année a été marquée par la mise en place du logiciel TMS qui a mobilisé les équipes et dont le déploiement complet sur la totalité des sites sera finalisé en juin 2011.

Le chiffre d'affaires de la filiale de groupage international, TFE DA, s'est stabilisé et ses résultats d'exploitation mensuels sont positifs sur le second semestre de l'année. Le résultat de la filiale est grevé par la dépréciation d'actifs incorporels acquis en 2007.

### **Espagne**

STEF-TFE est implanté en Espagne et au Portugal au travers de ses filiales SDF Iberica et SDF Portugal qui exploitent plus de 507 000 m<sup>3</sup> d'entrepôts frigorifiques et 362 000 m<sup>3</sup> d'entrepôts frais.

L'Espagne est, parmi les pays où le groupe est implanté, celui où la crise financière a eu le plus d'impact. La croissance du PIB a été encore négative en 2010 (-0,1%) et le taux de chômage supérieur à 20%.

Dans le secteur de la grande distribution, il est à noter le développement des marques de distributeurs, créneau sur lequel l'Espagne est en pointe, aux côtés de l'Allemagne, avec 40% des ventes.

Malgré cet environnement difficile, la filiale espagnole SDF Iberica a enregistré de bonnes performances avec un accroissement de ses ventes de plus de 3%, ce qui confirme, à la fois la stabilité de son fonds de commerce existant et la qualité de l'action commerciale.

En 2011, le défi de SDF Iberica sera de réussir le démarrage de la plate-forme SDF Madrid, deuxième plate-forme du groupe, de par sa taille. Cette plate-forme constituera le hub central sur le territoire espagnol pour les opérations de groupage des produits frais et surgelés. Elle traitera également la logistique de produits frais et de restauration pour la partie centrale du pays.

## **Portugal**

En 2010, le gouvernement portugais s'est engagé dans un plan drastique d'ajustements visant à réduire le déficit public : hausse de la TVA, baisse des salaires des fonctionnaires, hausse généralisée des impôts. Le taux de chômage a atteint un taux historique de 11,2% de la population active.

Malgré cet environnement extrêmement morose, SDF Portugal a su se démarquer, notamment au plan commercial : la progression du chiffre d'affaires de 7,7% en 2010 atteste du bon positionnement de l'offre commerciale et de la qualité de ses équipes.

Le résultat est en progression et laisse envisager des perspectives encourageantes en raison des capacités disponibles de l'extension de la plate-forme logistique frais de Lisbonne.

En 2011, les équipes seront mobilisées par la réalisation d'un projet d'envergure : la construction d'une plate-forme à Porto dont la mise en service interviendra en 2012.

## **Benelux**

L'économie des Pays-Bas a bénéficié de la reprise mondiale. La nette augmentation des exportations et de la demande intérieure ont permis au pays de retrouver le chemin de la croissance.

Malgré les difficultés institutionnelles de l'année 2010, la Belgique a enregistré une croissance de 2% en 2010, les dépenses de consommation progressant, pour leur part, de 1,5%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires du Benelux a progressé de 7,2% et le résultat s'est amélioré, grâce au retour à la rentabilité des deux filiales logistiques.

Au plan managérial, l'année a été marquée par la mise en place d'une organisation unique STEF-TFE Benelux, avec une équipe commerciale rassemblée et la création d'une direction des ressources humaines.

## **Suisse**

L'économie suisse, moins touchée par la récession de 2009 que d'autres Etats européens, s'est démarquée par une reprise soutenue en 2010, avec une croissance estimée à +2,6% (Source Eurostat). Le taux de chômage représente en moyenne 3,9% de la population.

La filiale suisse SGF a réalisé une année satisfaisante avec une progression du chiffre d'affaires de 26,5% (dont effet de change 9%). Le taux de remplissage moyen des entrepôts est très élevé (plus de 90%) et l'activité transport a connu une progression, tant en volume qu'en résultat.



## Flux européens

**EFF.** La filiale EFF est spécialisée dans le traitement des flux en provenance d'Allemagne et à destination de la France et de la Péninsule Ibérique. L'année 2010 a été un bon cru sur le plan de la croissance de l'activité.

La nouvelle plate-forme de 8.500 m<sup>2</sup> sur les bords du Rhin se révèle être un outil particulièrement efficace. Ses capacités étant déjà saturées, l'exploitation du site sera facilitée par la location, début 2011, de surfaces supplémentaires à proximité.

**Stefover.** Cette filiale est spécialisée dans les flux entre l'Europe et le Maghreb (essentiellement Tunisie) via le port de Marseille. L'année 2010 a été satisfaisante, grâce à la progression de 10% des flux de produits frais en provenance de Tunisie et aux chargements à destination de l'Algérie, nettement plus conséquent que les années précédentes.

La situation politique du pays ne semble pas avoir d'impact significatif sur le niveau d'activité du début d'année 2011.

## MARITIME

STIM d'Orbigny regroupe les activités maritimes de STEF-TFE. Elle possède 100 % de la holding Compagnie Méridionale de Participation (CMP), cette dernière détenant la quasi-totalité de la participation dans La Méridionale, aux côtés du fonds commun de placement des salariés.

La Méridionale assure un service régulier de transport maritime de passagers et de fret, dans le cadre d'une délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de la Corse, pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 31 décembre 2013. La Méridionale fournit également une desserte régulière de la Sardaigne.

Ces liaisons maritimes sont réalisées avec 3 navires rouliers mixtes (KALLISTE, GIROLATA, SCANDOLA), dont la capacité totale est de 5800 mètres linéaires, soit l'équivalent de 450 remorques et de 1.300 passagers avec leurs voitures.

Pour la desserte de la Corse, l'année 2010 marque la reprise de la croissance du fret et la poursuite de la hausse du trafic passagers avec une augmentation de 5,6%, étant précisé que la croissance de l'offre de places en saison estivale est importante (+16,4%). Cet environnement porteur a profité au port de Toulon qui a accueilli un nouvel opérateur à compter d'avril 2010, alors que le port de Marseille continue de voir baisser sa part de marché, tant en fret qu'en passagers.

Dans ce contexte de concurrence exacerbée et de surabondance de l'offre passagers, La Méridionale a transporté 207000 passagers (-6,9 % par rapport à 2009) et 739000 mètres linéaires de fret (+1,7 % par rapport à 2009). Malgré la baisse des volumes de transports de passagers, la Méridionale a réussi à maintenir un chiffre d'affaires stable grâce au pilotage de sa recette unitaire et à sa stratégie de différenciation de l'offre commerciale.

Au cours de l'année, « La Compagnie Méridionale de Navigation » a recentré son image sur sa seule marque commerciale « La Méridionale ». Elle a modifié son logo et la livrée de ses navires et signe ainsi sa complète appartenance au groupe.

En 2011, interviendra la mise en service du PIANA, un cargo mixte neuf d'une capacité de 750 passagers et de 2.500 mètres linéaires de roll, lequel remplacera le SCANDOLA. Cet investissement répond aux engagements résultant de la convention de délégation de service public et renforcera le positionnement « premium » de la marque « La Méridionale ».

## AUTRES ACTIVITES

### SYSTEMES D'INFORMATION

Agrostar est en charge des systèmes d'information et intervient comme maître d'ouvrage délégué pour le compte des sociétés du groupe.

En 2010, Agrostar a poursuivi ses activités d'édition de logiciels, d'intégration et de maintenance des systèmes d'information du groupe et de ses clients.

Pour le secteur du **transport**, Agrostar a développé des fonctionnalités dédiées à l'organisation transport sur l'ensemble des filiales. Ainsi, les applications de service après vente et de facturation générale du logiciel de gestion TMS ont été déployées en Italie. L'installation du module de groupage en Italie, courant 2011, marquera l'achèvement de la mise à niveau de l'ensemble des filiales européennes dans ce domaine.

Un module de suivi de rentabilité des positions au sein du pôle Transport France a été mis en place. De même, les programmes de centralisation des tarifs internes et de suivi des coûts de sous-traitance ont été déployés. L'application de gestion des litiges a été réactualisée sur l'ensemble de l'Europe.

Le programme « Infoquai » relatif à la gestion informatisée de l'activité de quai a été déployé sur les sites de transport en France et en Espagne. La solution d'informatique embarquée et de géo-localisation « MasterNaut » a été implantée sur l'ensemble des véhicules du parc roulant en France.

Enfin, les actions de sécurisation de l'accès aux applications liées au pôle Transport se sont poursuivies (dédoublage des lignes de secours de télécommunications et renforcement des capacités du réseau).

En **logistique**, la plupart des sites STEF, et plus particulièrement les sites d'entreposage surgelé, ont procédé à une mise à niveau du logiciel de gestion d'entreposage WMS, favorisant l'unification des méthodes opérationnelles et la réduction des coûts de maintenance. Une nouvelle solution européenne de gestion de l'activité de restauration (Agrorest) a été déployée dans le cadre de dossiers clients.

Par ailleurs, le déploiement de solutions au service des fonctions de **gestion et d'administration** s'est poursuivi. Il contribue à l'amélioration de la productivité administrative avec, notamment, la dématérialisation sécurisée des factures intra-groupe désormais effective sur l'ensemble des activités, la dématérialisation des factures fournisseurs en péninsule ibérique, la gestion du recouvrement des créances clients et l'élaboration d'une solution de portail achats. En matière de pilotage et de contrôle, des travaux de mise à niveau des outils d'informatique décisionnelle ont été réalisés.

Agrostar a également réalisé des solutions métier pour des clients/partenaires de STEF-TFE.

## **IMMOBILIER**

### **Patrimoine immobilier**

STEF-TFE a pour stratégie de détenir la propriété de ses actifs immobiliers. Cette politique constante répond à une démarche patrimoniale mais aussi stratégique, la spécificité des activités de STEF-TFE étant très dépendante de la qualité et de l'adaptabilité des outils immobiliers. Par ailleurs, l'offre d'entrepôts et de plates-formes réfrigérés sur le marché est très rare.

Le groupe exerce ses activités en s'appuyant sur un dispositif de 215 entrepôts et plates-formes logistiques en Europe, pour un volume total d'entrepôts de 5.766.000 m<sup>3</sup> et 415.700 m<sup>2</sup> de surfaces de quai. La quasi-totalité de ces bâtiments est la propriété du groupe STEF-TFE qui possède également des immeubles à usage de bureaux, notamment son siège social.

Une partie des immeubles appartenant au groupe est logée dans une structure dédiée, détenue à 100%, IMMOSTEF, qui assure, par ailleurs, la gestion de la totalité du parc immobilier.

### **Gestion immobilière**

Outre sa vocation patrimoniale, IMMOSTEF a pour fonction de regrouper également les effectifs et les compétences dédiés à la construction, à la maintenance et à la gestion technique, notamment environnementale, des outils d'exploitation utilisés par les sociétés du groupe.

La politique sélective relative aux investissements immobiliers, initiée en 2009, s'est poursuivie en 2010. Celle-ci est orientée sur deux axes :

- la consolidation du dispositif immobilier existant avec la réalisation de travaux nécessaires au maintien à niveau et à l'amélioration des performances des sites. Dans ce contexte, sont à signaler :
  - l'extension de la plate-forme Produits de la Mer de Glasgow (chambre négative de 5.500 m<sup>3</sup>) ;
  - l'extension de l'entrepôt de Brive – Donzenac (nouvelle chambre de 11.000 m<sup>3</sup> et chambre ambiante de 21.600 m<sup>3</sup>) ;
  - La rénovation complète d'une partie du site STEF de Lyon-Corbas (62.000 m<sup>3</sup> de froid négatif).
- l'accompagnement de la croissance du groupe avec :
  - l'aménagement et l'extension du site de Strasbourg-Port du Rhin (5.000m<sup>2</sup> sous froid en tri-température), destiné à accueillir les activités de STEF Santé ;
  - l'acquisition et le réaménagement d'un entrepôt à Vire (surface construite de 12.800 m<sup>2</sup>), destiné en partie à l'affinage de fromage avec chambres multi-température ;
  - la construction d'un site Transport et Prestations à Madrid – Torrejon (14.500 m<sup>2</sup> sous froid positif et négatif) ;
  - l'engagement de la construction d'un site Transport à Dijon – Fauverney (6.000 m<sup>2</sup> de quai et chambre réfrigérés).

Les fluides frigorigènes HCFC – R22 utilisés dans certains entrepôts en froid négatif sont progressivement remplacés par des fluides naturels, tels que l'Ammoniac et le CO<sub>2</sub> (site STEF de Lyon-Corbas).

Enfin, la politique de valorisation du patrimoine immobilier s'est poursuivie en 2010 avec la cession de bâtiments en fin d'exploitation, la vente d'un terrain avec droits à construire à Perpignan et la cession d'un immeuble locatif de bureaux à Suresnes.

## ASPECTS SOCIAUX DE L'ACTIVITE

### A) Evolution des effectifs

En 2010, les effectifs du groupe (CDI et CDD) ont évolué de la façon suivante :

	31/12/2009	31/12/2010
Transport (STEF-TFE Transport)	7 867	7 617
Logistique France (STEF)	3 057	2 935
Activités Européennes (STEF-TFE International)	2 172	2 252
Maritime (La Méridionale, STIM, Sata Minfos)	504	464
Autres activités et fonctions centrales	527	525
<b>TOTAL Groupe</b>	<b>14 127</b>	<b>13 793</b>

	31/12/2009	31/12/2010
Effectifs France	11 942	11 543
Effectifs hors France, dont	2 185	2 250
Espagne	1 195	1 186
Portugal	282	312
Italie	332	361
Belgique	249	265
Royaume-Uni	55	51
Suisse	72	75
<b>TOTAL Groupe</b>	<b>14 127</b>	<b>13 793</b>

Au 31 décembre 2010, les effectifs (CDI + CDD) représentent 13793 personnes, soit une diminution de 2,36 % par rapport à décembre 2009.

Ces chiffres ne prennent pas en compte les contrats aidés (contrats d'apprentissage et de professionnalisation principalement) qui représentaient 219 personnes au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2010, la ventilation des effectifs était la suivante :

CDI : 13.096 personnes, soit 95 % des effectifs totaux ;

CDD : 697 personnes, soit 5 % des effectifs totaux.

À cette même date, le nombre d'intérimaires employés dans le groupe STEF-TFE s'élevait à 2756. Les effectifs précaires sont très sollicités en fin d'année pour répondre aux surcroûts d'activité en transport et logistique. Cette particularité a été amplifiée du fait de l'augmentation des activités en décembre 2010, comparativement à décembre 2009.

La répartition des effectifs France, par catégorie, est la suivante :

Catégories	2009	2010
Cadres	9,59%	10,59%
Maîtrise et Haute maîtrise	19,38%	20,65%
Employés	11,35%	8,96%
Ouvriers	59,68%	59,79%
- dont roulants	25,17%	27,09%
- dont sédentaires	34,51%	32,71%

Il est à noter que des gains de productivité ont été réalisés sur les fonctions administratives, ce qui explique la baisse des effectifs Employés par rapport à 2009.

Les effectifs des ouvriers sédentaires se sont adaptés à l'activité.

Par tranche d'âge, les effectifs, en France, se présentent comme suit :

Tranches d'âge	2009	2010
Les moins de 25 ans	6,22%	4,18%
Les 25-40 ans	47,54%	44,93%
Les 41-55 ans	41,65%	45,44%
Les plus de 55 ans	4,59%	5,44%

Le turn-over en 2010 s'est révélé moins important que les années précédentes, contribuant au déplacement de la pyramide des âges légèrement vers le haut, les plus de 40 ans passant de 46,24 % à 50,88 %.

Les femmes représentent 18,14 % des effectifs, soit une légère diminution par rapport à 2009, celles-ci étant davantage présentes dans les fonctions administratives concernées par les mesures de productivité.

A l'instar de 2009, la France enregistre une baisse des effectifs sensible, très majoritairement en raison de départs non remplacés (retraites/démissions). Cette baisse a concerné aussi bien le pôle Transport (-243 personnes, malgré l'intégration de 14 salariés de la société Transports Frigorifiques des Alpes) que le pôle Logistique (-122 personnes).

L'évolution des effectifs hors de France est globalement en augmentation, révélatrice de la progression des activités du pôle international (+ 70 personnes, soit +3,2%).

## B. Développement des hommes

STEF-TFE conduit de longue date une politique volontariste en matière de ressources humaines, tant en matière d'intégration et de formation que de politique sociale avec, notamment, la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, la prise en compte de la pénibilité au travail, l'emploi des séniors.

En 2010, les priorités définies au cours des années précédentes se sont renforcées.

## **Formation**

Celle-ci a fait l'objet d'actions ciblées :

- poursuite du développement de l'Institut des Métiers du Froid et labellisation de l'ensemble de ses formateurs ;
- déploiement d'une solution de gestion administrative de la formation commune à toutes les entités du groupe ;
- enrichissement du référentiel de formation ;
- mise en place de partenariats avec des organismes de formation externe ;
- mise en place d'une politique de formation de tuteurs au sein de l'ensemble du groupe ;
- formalisation de parcours professionnels de formation, spécifiques à chaque fonction.

L'Institut des Métiers du Froid (IMF), organisme de formation du groupe, a triplé son activité par rapport à 2008. Ainsi, plus de la moitié des collaborateurs formés ont suivi une formation via l'IMF.

Enfin, un plan d'actions visant à renforcer les savoirs fondamentaux (lecture, écriture et calcul) a été déployé en 2010 et prendra de l'ampleur en 2011 dans l'ensemble des entités du groupe en France.

## **Recrutement et gestion des carrières**

Le ralentissement économique observé en 2009 a freiné la dynamique de recrutement, lequel a amorcé une légère reprise à partir du dernier trimestre 2010.

Au cours de cette période, le recrutement de jeunes diplômés a été maintenu dans les pays européens où le groupe se développe. Une centaine de jeunes diplômés suivent, en permanence, un cycle de formation de deux ans au sein des filiales du groupe, appelé « programme pépinière ». Grâce à ce travail de fond impliquant les fonctions opérationnelles et les équipes des ressources humaines, la plupart des postes de management sont pourvus sans recourir à des recrutements externes.

Cette période a été mise à profit pour renforcer la réalisation de bilans de développement, initiés à partir de 2008. Près de 150 ont été réalisés à ce jour, ils ont visé, dans un premier temps, les fonctions d'encadrement supérieur, à savoir les directeurs de filiales, leurs adjoints, les directeurs de sites, les chefs d'établissement et aussi, les collaborateurs issus des « pépinières ». Le périmètre a été récemment élargi aux fonctions d'encadrement de production (responsables d'exploitation, fonctions commerciales). Ce processus se poursuivra en 2011 pour les deux pôles, transport et logistique.

Véritable révélateur de talents, le bilan de développement est aujourd'hui considéré comme un outil incontournable de gestion de potentiels, favorisant la promotion interne en permettant aux collaborateurs d'accéder à d'autres responsabilités, qu'elles soient transverses ou hiérarchiques.

Cet outil est associé aux entretiens annuels d'évaluation, ou aux entretiens professionnels qui font partie de la responsabilité des managers. L'évaluation de la performance, via un diagnostic des compétences managériales et techniques des collaborateurs, complète les dispositifs d'accompagnement et de gestion des carrières.

## **C. Relations sociales**

### **Représentativité des organisations syndicales**

Des discussions sont intervenues en 2010 avec les organisations syndicales au sujet de la représentativité des organisations syndicales au sein des entreprises, suite à l'adoption de la loi du 20 Août 2008, modifiant les critères de représentativité des organisations syndicales, chaque syndicat devant désormais faire la preuve de sa représentativité

L'accord de droit syndical de STEF-TFE organisant la représentation syndicale au niveau du groupe ayant été conclu sous l'empire des dispositions antérieures, d'un commun accord avec les organisations syndicales, les modalités d'application de la nouvelle réglementation chez STEF-TFE ont été traitées en priorité avant la poursuite des négociations.

### **Pénibilité**

Dans le prolongement de la conclusion de l'accord concernant l'emploi des séniors de décembre 2009, des discussions sur la pénibilité au travail ont été engagées au premier semestre 2010, concomitamment aux négociations relatives à la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC).

Les discussions auraient dû se poursuivre à un rythme plus soutenu sur l'année 2010, mais l'actualité sociale, notamment les négociations relatives à la loi sur la réforme des retraites, ont contraint les partenaires sociaux à modifier leur calendrier.

### **Diversité et Qualité de Vie au Travail**

Le service « Diversité et Qualité de Vie au Travail », créé en 2009 au sein de Direction des Ressources Humaines, comprenant deux ergonomes, a pour mission de veiller à l'amélioration du bien-être des salariés (santé, sécurité, amélioration des conditions de travail) et à l'application des engagements pris dans les accords de groupe, notamment Séniors et Handicap.

Ainsi, dans le cadre de l'accord portant sur l'emploi des séniors, des actions visant le maintien dans l'emploi, le développement de plans de formations à la sécurité au poste de travail, l'accompagnement en matière de transitions et la mise en place d'une politique de formation de tuteurs, ont débuté.

En 2010, un projet visant la réduction du bruit sur les plates-formes a été initié. Après un premier travail d'identification des principales sources de bruit dans les métiers, un groupe de travail dédié a été constitué pour veiller à la prise en compte de cette problématique dès la conception des plates-formes et également dans la politique d'achats, notamment par l'expérimentation de nouveaux matériels.

### **Emploi des travailleurs handicapés**

La politique du groupe en faveur de l'emploi des travailleurs en situation de handicap s'est renforcée en 2010 avec le renouvellement de l'accord de groupe pour une nouvelle durée de 3 ans.

Fin 2010, STEF-TFE affichait un taux d'emploi de travailleurs handicapés de 4,34 % (contre 4,04 % en 2009).

Ces chiffres reflètent l'implication de tous les sites qui, accompagnés de la Mission Handicap, réalisent au quotidien des actions en faveur des salariés en situation de handicap. A titre d'exemple, la création des « Relais Handicap » en 2010 permet d'identifier et de traiter plus efficacement les cas de figure rencontrés sur le terrain. La sensibilisation des équipes au handicap s'est appuyée sur des actions de communication innovantes (organisation d'un challenge inter-sites au profit de l'association « Les Bouchons d'Amour »).

### **Protection sociale**

A la suite de l'examen des comptes des régimes « frais de santé » et « prévoyance », la direction du groupe et les partenaires sociaux se sont concertés afin de mettre en œuvre un plan visant à rétablir l'équilibre du régime de la protection sociale existante, tout en préservant la qualité de couverture.

Le groupe étant attentif à l'optimisation des garanties, le dispositif en vigueur est analysé régulièrement afin de vérifier son adéquation avec les évolutions du marché et les besoins des salariés. Dans cette logique, un appel d'offres devrait être lancé en 2011.

### **D. La sécurité et la prévention des risques au travail**

La sécurité et la prévention des risques au travail constituent une préoccupation permanente de la direction et ont été confirmés comme faisant partie des axes majeurs de la stratégie du groupe.

L'année 2010 a été marquée par la volonté de structurer et d'accompagner des plans d'actions à l'échelle du groupe et un groupe-projet a été créé au niveau national afin d'homogénéiser et de coordonner les thématiques spécifiques et les initiatives propres à chaque réseau.

Dans le même temps, le groupe a poursuivi en 2010 ses actions préventives structurées, au travers de plans de formation, tels que la formation des responsables techniques immobiliers et des directeurs d'établissements en matière de protection contre les explosions, en application de la directive européenne ATEX (Atmosphère Explosive). Les travaux de formalisation des supports visant à diffuser, le plus largement possible, les prescriptions en matière de sécurité se sont poursuivis (référentiel « Hygiène, Sécurité, Environnement » harmonisant les modes opératoires dans ces domaines).

### **E. Systèmes d'Information Ressources Humaines (SIRH)**

L'année 2010 marque une étape importante dans la définition de la stratégie de cette fonction au service du pilotage des ressources humaines et de l'amélioration de son efficacité.

Le centre d'expertise SIRH a pour objectif de structurer et de renforcer la fonction ressources humaines tant dans son organisation, que dans ses outils et ses méthodes de production.

Il apporte son expertise métier relative aux processus de gestion des ressources humaines, son expertise outils pour doter les ressources humaines des applications qui lui sont nécessaires et enfin, ses compétences en matière d'organisation, méthodes et projets.

L'année 2010 a été consacrée, en particulier, à l'élaboration d'outils de reporting en matière d'optimisation du temps de travail et au projet « Pôle Production Partagé », lequel a consisté en une refonte complète des outils et méthodes de production pour la fonction ressources humaines. La démarche, limitée dans un premier temps au pôle logistique, a conduit à la création d'un centre de service chargé de la production complète des paies.



## **F. L'actionnariat salarié**

Les salariés du groupe STEF-TFE détiennent une participation dans le capital de la société par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise dédié, qui détient 15,78 % du capital de STEF-TFE.

L'attrait des salariés en faveur du Fonds Commun de Placement d'Entreprise STEF-TFE est resté très marqué en 2010, en dépit d'un environnement boursier peu porteur. Ainsi, malgré le recul sensible des fonds issus de la participation (-18 %) et la faculté offerte depuis 2009 d'opter pour son versement immédiat, les versements des salariés dans le FCPE ont progressé de 28,83 % par rapport à 2009. L'abondement total versé par l'entreprise a atteint un montant inégalé jusqu'alors de 4,1 M€, soit +18,40%, le maintien d'un haut niveau d'actionnariat salarié étant considéré comme un facteur déterminant de cohésion sociale chez STEF-TFE.

Au 31 décembre 2010, le solde positif des entrées et des sorties du FCPE a permis de compenser la baisse de valorisation des titres STEF-TFE détenus en portefeuille (-10% par rapport au cours de clôture 2009) et ainsi de limiter à 7% la diminution de valeur de l'actif net du FCPE STEF-TFE, qui ressort à 89,2 M€.

## L'ENVIRONNEMENT

Les principes majeurs de la politique de développement durable du groupe sont centrés sur l'anticipation des réglementations, l'innovation technologique dans la maîtrise de la chaîne du froid, l'accroissement de l'efficacité énergétique des équipements, la mise en place d'outils d'exploitation et de pratiques opérationnelles qui améliorent les performances économiques et environnementales des activités.

En 2010, STEF-TFE a défini les trois axes d'engagement prioritaires qui font désormais partie de son plan stratégique à moyen terme. Ces axes sont les suivants :

- La mesure et la réduction des impacts environnementaux du transport et de la logistique du froid
- Le développement des solutions métiers innovantes, performantes et durables
- La consolidation des pratiques sociales et citoyennes du groupe<sup>1</sup>.

### Une organisation dédiée au développement durable

La stratégie de développement durable est pilotée par un comité stratégique développement durable, composé d'un représentant de chaque direction métier et fonction support concernée. Ce comité est présidé par un membre du comité exécutif. Un coordinateur développement durable groupe anime et alimente les travaux de ce comité dont la mission est de proposer les orientations, de définir les plans d'actions et les projets prioritaires et également de suivre leur déploiement et les résultats obtenus.

### MESURE ET REDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE DU FROID

#### Mesure de l'empreinte carbone transport et logistique

STEF-TFE a élaboré un outil de mesure de l'empreinte carbone pour les prestations de transport, à partir de son système d'information TMS et un outil de mesure de l'empreinte carbone des prestations logistiques. Grâce à ces calculateurs, le groupe est désormais en mesure d'évaluer l'empreinte carbone des solutions transport et logistique fournies à ses clients et a conduit plusieurs expérimentations de cette nature auprès d'un panel de clients pilotes.

En 2010, ces calculateurs CO<sub>2</sub>, transport et logistique, ont été soumis à l'expertise d'un tiers indépendant, spécialiste européen des études et du conseil dans l'information environnementale des produits, Bio Intelligence Service. Ils sont également en cours de certification par Bureau Veritas Certification.

Ainsi, ces calculateurs ont permis de conduire, en 2010, auprès d'un panel de clients pilotes, plusieurs expérimentations de mesure de l'empreinte carbone transport et logistique.

---

<sup>1</sup> La politique sociale du groupe est développée au chapitre précédent « Aspects sociaux de l'activité »  
STEF-TFE - Rapport Financier Annuel 2010

La mesure de l’empreinte carbone transport fait l’objet de travaux constants, tant à l’échelle nationale, avec l’Observatoire Environnement Energie et Transport, qu’au niveau européen avec le Comité européen de normalisation en vue de l’élaboration d’une norme « CEN/TC320 Transport – logistique et service ». STEF-TFE apporte son expertise technique, par le biais de ses instances professionnelles, pour étayer les réflexions conduites dans le cadre de ces instances et adaptera ses calculateurs en fonction des normes issues de ces travaux.

**Empreinte carbone des activités transport et logistique** (périmètre France), concernant les facteurs d’émission suivants : carburants, fluides, électricité :

	2008	2009	2010
Total KT de CO <sub>2</sub> (carburants, fluides, électricité)	442	428	421
Millions de km parcourus (périmètre France y.c. sous-traitance)	320	315	314

STEF-TFE est signataire de la Charte ADEME, charte d’engagements volontaires de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> des transporteurs routiers de marchandises, élaborée par le ministère des transports, de l’équipement, du tourisme et de la mer et les organisations professionnelles, en collaboration avec l’ADEME.

Les actions associées à cet engagement, décrites ci-après, doivent permettre à STEF-TFE d’atteindre son objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, au titre de ses activités de transport routier, de 7% à la t.km pour la période 2010-2012.

### **Réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants du parc de véhicules**

La poursuite des actions visant à réduire la consommation de carburant et la modernisation de la flotte de véhicules sont deux leviers majeurs dans la politique de réduction des gaz à effet de serre et des polluants.

#### Renouvellement de la flotte de véhicules

En 2010, la Direction du groupe a réaffirmé sa volonté de disposer d’un parc de tracteurs conforme aux normes les plus exigeantes et a décidé d’accélérer le renouvellement du parc de tracteurs dédié à la distribution en EURO V pour disposer des nouvelles générations de motorisation. Le taux de renouvellement initialement fixé à 65% pour 2010 a été porté à 85%. Fin 2011, 100 % du parc de tracteurs affecté à la distribution seront équipés en EURO V. STEF-TFE disposera ainsi de l’un des parcs les plus modernes et les plus respectueux de l’environnement en Europe.

#### Réduction de la consommation de carburant

Les aménagements techniques des véhicules et la formation à l’éco-conduite sont les deux plans d’actions complémentaires mis en œuvre par STEF-TFE pour réduire les consommations énergétiques des véhicules. Ainsi, à fin 2010, la consommation moyenne du parc tracteurs s’établit à 33 litres/100 kilomètres. STEF-TFE s’est fixé l’objectif d’atteindre une consommation de 31,5 litres/100 kilomètres à fin 2012.

### Aménagements techniques des véhicules

Ces actions visent à équiper les véhicules neufs ou ceux faisant déjà partie de la flotte, d'éléments permettant d'améliorer le rendement moteur et de réduire la résistance à l'air. L'amélioration de la chaîne cinématique des tracteurs, de l'aérodynamisme avec des déflecteurs latéraux et/ou de toit (80% de la flotte équipée), la pose de nouvelles pneumatiques, l'équipement de groupes de froid moins énergivores, figurent au rang de ces aménagements. Ces travaux sont conduits en partenariat avec des constructeurs et des équipementiers et représentent plus de 50 % des gains réalisés au niveau des réductions de consommations énergétiques.

L'utilisation de semi-remorques double étage permet d'améliorer le taux de remplissage des véhicules et, par conséquent, de réduire les consommations. En 2010, STEF-TFE a opté majoritairement pour l'acquisition de semi-remorques double étage.

### Plans de formation à l'éco-conduite

En 2010, la formation à l'éco-conduite devient systématique et est intégrée dans le cursus des conducteurs. Des formateurs, équipés de boîtiers d'analyse de la consommation, sensibilisent les conducteurs sur des attitudes et modes de conduite visant à utiliser efficacement l'énergie. En 2011, le groupe expérimentera les boîtiers embarqués permettant de suivre les paramètres de conduite.

## **Réduction de l'empreinte carbone des plates-formes et entrepôts**

### Réduction des consommations d'électricité

La réduction des consommations d'électricité constitue également un levier majeur pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Celle-ci a été érigée en objectif prioritaire en 2009 et 2010. STEF-TFE a réduit, sur l'ensemble de ses sites, ses consommations d'électricité de 5,5 % en volume sur deux ans.

Ce progrès résulte de l'amélioration de la performance énergétique des installations frigorifiques, mais aussi du déploiement à l'échelle du groupe d'un programme interne « J'ÉCO ENERGIE », lequel intègre neuf volets, dont l'optimisation du pilotage des installations frigorifiques, le développement des éco-comportements et aussi, une démarche partenariale avec les sous-traitants de la maintenance froid.

### Limitation de l'impact des fluides frigorigènes

STEF-TFE est confronté, de même que les industriels de l'agro-alimentaire, à la problématique de la reconversion des installations frigorifiques qui fonctionnent avec des fluides HCFC, dont le R22. Ces fluides, longtemps privilégiés en France par les autorités, ont, cependant, des effets négatifs sur l'environnement (couche d'ozone et effet de serre).

Le groupe a anticipé le remplacement de ces fluides et/ou des installations concernés (le R22 en particulier) et a lancé un programme de reconversion de ses installations en privilégiant l'emploi des fluides naturels et pérennes (le NH<sub>3</sub> et le CO<sub>2</sub>). Depuis 2006, 200 000 m<sup>3</sup> de constructions neuves et extensions ont été réalisées en utilisant des fluides naturels.

## Tri sélectif des déchets et recyclage

### Déchets non dangereux

La structuration de la démarche en matière de tri sélectif des déchets non dangereux se poursuit, l'objectif étant que l'intégralité des sites STEF-TFE ait totalement intégré le processus à fin 2011.

Chaque site d'exploitation a été doté du « pack déchets », lequel rassemble les pratiques et les outils à mettre en œuvre pour assurer le tri sélectif des déchets courants et ainsi améliorer leur taux de recyclage et leur valorisation.

En complément du déploiement du tri sélectif pour les principaux déchets non dangereux générés par les exploitations, tels que le carton, les films d'emballage et le bois, des procédures de traitement spécifiques sont mises en place pour d'autres types de déchets, tels que le cuivre, le bronze, le laiton, le fer, l'acier et enfin, le papier de bureau.

Par ailleurs, des collectes sont organisées pour les matériels électriques et électroniques, en vue de leur recyclage.

### Déchets dangereux

Le traitement des déchets dangereux fait l'objet, depuis plusieurs années, d'une gestion via des filières agréées.

Désignation	Estimation annuelle	Modalités de traitement
Fluides frigorigènes R22, R404 A, R407A, R410A, R134a	<b>2,5 tonnes</b>	Récupération et élimination en filières agréées lors des opérations de démantèlement d'installations et de maintenance (principalement du HCFC-R22)
Fluides frigorigènes Ammoniac, CO2	<b>20 tonnes d'alcali 3,5 tonnes de HH3 gazeux</b>	Récupération sous forme d'ammoniac (NH3) ou d'alcali (NH4OH) lors des opérations de démantèlement d'installations et élimination en filières agréées
Liquide de refroidissement	<b>environ 26 000 litres</b>	Circuits fermés avec vidange tous les trois ans
Lubrifiants usagés	<b>130 000 litres</b>	118.500 l. pour véhicules + 11.500 l. groupes froids. Récupérateur agréé
PCB/PCT	<b>3 tonnes</b>	Elimination en filière agréée avec bordereau de suivi des déchets

## **Politique d'achats durables**

Afin de déployer sa politique à l'ensemble de ses process et des moyens utilisés, STEF-TFE a décidé d'associer ses partenaires et fournisseurs à sa politique de développement durable et intègre désormais des critères de nature environnementale et sociale dans sa politique d'achats.

Les équipes internes d'acheteurs ont été formées à la politique d'achats responsables du groupe et un plan d'action « achats durables » a été élaboré, dont l'une des composantes est l'association des principaux partenaires et fournisseurs aux projets visant la mise en place de solutions techniques plus durables.

## **DEVELOPPEMENT DE SOLUTIONS METIERS PERFORMANTES, INNOVANTES ET DURABLES**

Le deuxième axe d'engagement du groupe en matière de développement durable concerne le développement de solutions transport et logistiques permettant de faire progresser la supply chain « verte », tant au niveau de l'organisation des flux, que des solutions techniques.

### **Optimisation du transport**

L'un des leviers majeurs pour réduire les kilomètres parcourus et par conséquent, les émissions de gaz à effet de serre et autres polluants, réside dans l'optimisation et la massification du transport. STEF-TFE met en œuvre des pistes d'amélioration dans ce domaine.

#### Développement de la mutualisation des stocks

L'objectif poursuivi est de regrouper les stocks de plusieurs industriels dans un même entrepôt pour réaliser un transport massifié à la sortie. Ce nouveau type de schéma d'organisation logistique procure, outre des avantages compétitifs en termes de qualité de service (augmentation des fréquences de livraison sans augmentation de stock, diminution des ruptures en magasins) et d'optimisation des coûts, l'avantage de réduire significativement les kilomètres parcourus.

#### Stabilisation du réseau de points de massification transport

Le réseau transport STEF-TFE a consolidé son dispositif de points de massification (hubs transport) vers les plates-formes de la grande distribution (GMS) en France. Celui-ci consiste à regrouper les flux d'une même région pour les massifier vers les plates-formes GMS d'un même secteur. Le réseau est maintenant en capacité de proposer des offres de prestations de groupage en ligne ou optimisé sur tout le territoire français.

#### Systemes embarqués

Le déploiement sur l'ensemble du parc de véhicules de systèmes embarqués offrant les fonctions de géo-localisation est effectif. Ce dispositif permet d'optimiser les circuits et notamment de réduire les kilomètres à vide. Des expérimentations sont en cours pour mettre en œuvre une interopérabilité avec d'autres systèmes, notamment ceux des principaux sous-traitants, afin d'optimiser le transport sur un périmètre plus large.

## **Solutions techniques alternatives et innovantes**

La mise au point de nouvelles solutions techniques plus performantes et plus respectueuses de l'environnement nécessite une démarche d'innovation que STEF-TFE a renforcée en 2010.

### **Transport multimodal**

STEF-TFE explore les opportunités de développement du ferroutage et expérimente certains segments de rail, en partenariat avec des clients. Le groupe est, de longue date, actionnaire de la société Froid Combi qui opère en transport multimodal entre Avignon et Perpignan, jusqu'à Paris et Lille en utilisant des caisses mobiles.

En 2010, STEF-TFE a étudié la mise en œuvre de frets routiers pour des industriels sur de nouvelles lignes en transport combiné, notamment le basculement de frets routiers sur la ligne ferroviaire Rennes-Lyon qui sera effectif au premier trimestre 2011.

### **Froid cryogénique**

Le remplacement à grande échelle des fluides frigorigènes synthétiques utilisés par les groupes frigorifiques des véhicules, par de l'azote liquide, non émetteur de CO<sub>2</sub>, représente un progrès indéniable. Depuis 2007, STEF-TFE mène, dans le cadre d'un partenariat industriel, des campagnes d'essais et de mise au point de groupes frigorifiques fonctionnant à l'azote. Une semi-remorque de présérie sera testée en exploitation en 2011, en situation d'exploitation réelle.

### **Véhicules électriques et hybrides**

STEF-TFE participe à la mise au point de véhicules frigorifiques « verts », électriques ou hybrides, en partenariat avec des constructeurs. En 2010, STEF-TFE a intensifié les tests et les expérimentations sur ce type de véhicules, se situant encore au rang de prototypes. En 2011, dans le cadre de son projet « logistique urbaine », STEF-TFE expérimentera, en partenariat avec des distributeurs et autres parties prenantes, l'utilisation de véhicules électriques pour des tournées de livraisons en centre ville.

### **Immobilier**

STEF-TFE pilote régulièrement, au travers de sa filiale dédiée, IMMOSTEF, des chantiers de construction en France et en Europe pour son propre compte et celui de ses clients.

Cette expertise a amené STEF-TFE à contribuer, dans le cadre de la commission développement durable de l'AFILOG, à l'élaboration de l'addendum au référentiel HQE® des bâtiments frigorifiques, publié en avril 2010.

Dans le cadre d'une opération pilote relative à ce nouveau référentiel, STEF-TFE a testé et obtenu la certification HQE pour l'entrepôt de STEF les Essarts en Vendée, (25000 m<sup>3</sup> en froid négatif). Les nouvelles constructions de STEF-TFE intégreront, au travers d'un référentiel groupe, les principaux critères de ce premier référentiel HQE ® spécifique aux bâtiments frigorifiques.

## La politique de développement durable de La Méridionale

Le 24 novembre 2010, sur le chantier de Brodosplit (Croatie), le nouveau navire roulier de La Méridionale, « *PIANA* », a été mis à l'eau.

Pour ce navire, dont la mise en service interviendra courant 2011, La Méridionale a choisi un classement volontariste « Navire Propre », imposant le respect des critères environnementaux les plus rigoureux, en particulier, le contrôle et la réduction des émissions polluantes dans la mer et dans l'air. Ces critères sont établis et vérifiés par la société de classification Bureau Veritas.

A l'identique des trois navires actuels de la flotte de La Méridionale, le « *PIANA* » sera certifié ISM, ISO 9001 et ISO 14001. Les spécifications de ce nouveau navire sont inédites :

- un dessin d'hélices et de carène optimisé pour la vitesse commerciale ;
- un revêtement de coque en silicone réduisant les frottements ;
- l'intégration de technologies pointues optimisant la combustion, afin de réduire les consommations d'énergie fossile ;
- un dispositif de traitement des eaux de ballasts pour éviter la dissémination accidentelle d'organismes aquatiques ;
- des outils de collecte et traitement des déchets et effluents ;
- un système de partage des observations quant au repérage des cétacés dans le cadre de la préservation de cette espèce.

Il s'agit du premier navire neuf qui réponde aux nouvelles exigences françaises sur l'accessibilité à bord.

Par ailleurs, dans la prolongation des actions engagées pour sa certification ISO 14001 obtenue en 2009 concernant la mise en place de son Système de Management Environnemental (SME), la Méridionale poursuit son programme environnemental et maintient ses efforts sur la diminution de sa dépendance aux énergies fossiles, la prévention des pollutions et la protection des mammifères marins.

La Méridionale a réalisé son bilan carbone et a fixé un objectif global de réduction de 6,5% de ses émissions de CO<sub>2</sub>. En 2010, cet objectif a été atteint pour les consommations de combustible représentant 78% de la totalité des émissions.

Plus généralement, les actions et les choix stratégiques de La Méridionale sont guidés par une veille réglementaire permanente dans le domaine de l'environnement et par l'anticipation des évolutions technologiques.



## LES RISQUES DU GROUPE

### Les risques liés à l'activité

Le groupe de par son activité centrée sur les denrées périssables, est exposé à différents risques d'exploitation. Les principaux concernent la destruction des outils d'exploitation et la rupture de la chaîne du froid avec ses conséquences sur les marchandises confiées.

En cas de survenance d'un incident de cette nature, l'organisation du groupe et le maillage territorial de ses implantations, en particulier sur le territoire national, lui permettraient de faire face, dans un délai rapide, à l'impossibilité d'utiliser un ou plusieurs de ses outils d'exploitation.

Ainsi, les conséquences d'un risque incendie paraissent limitées à l'échelle du groupe, le nombre d'entrepôts et de plates-formes exploités lui permettraient de basculer rapidement, si besoin, les flux affectés par l'incident vers un autre site.

Cette problématique est particulièrement sensible pour l'activité de groupage, avec un fonctionnement en réseau se situant au cœur même du dispositif. C'est pourquoi, en permanence, la Direction d'Exploitation est chargée de prévoir et de mettre en œuvre des solutions pour assurer la continuité de l'exploitation en dépit des aléas qui se présentent (climatiques, sociaux ou d'ordre accidentel).

Les outils immobiliers du groupe sont équipés de systèmes d'enregistrement de température pendant l'exploitation et de systèmes de télésurveillance pour les périodes hors exploitation, c'est à dire du vendredi soir au lundi matin pour les entrepôts frigorifiques et du samedi midi au dimanche soir pour les plates-formes de transport. L'objectif est donc de garantir le maintien de la chaîne du froid et de réduire au maximum les risques de destruction d'un bâtiment par suite du déclenchement d'un incendie.

STEF-TFE consacre chaque année un montant significatif d'investissements dans sa politique de prévention et de mise en sécurité de ses sites de façon à réduire au maximum les possibilités de survenance d'un sinistre et pour en minimiser la portée, s'il venait à se produire.

Conscient de sa dépendance aux flux d'informations qui circulent quotidiennement et à leur sécurisation, le groupe porte une attention particulière à la sauvegarde des données et à la mise en œuvre rapide de leur restauration en cas d'incident affectant les unités centrales. De la même manière, la sécurisation des données et le maintien de l'inviolabilité des systèmes d'information constituent un enjeu fondamental de la relation entretenue avec les clients du groupe.

Le groupe dispose, au travers de ses programmes d'assurances, tant en dommages/pertes d'exploitation qu'en responsabilité civile, d'une couverture aussi adaptée que possible aux responsabilités qu'il assume. Une politique prudente en matière de garanties et de franchises, revalidée périodiquement pour répondre aux évolutions des marchés et à la croissance du groupe, doublée d'une politique volontariste de prévention et de formation, réduit l'exposition du groupe aux conséquences d'un important sinistre.

## LES RISQUES DE MARCHE

### Risque de liquidité

Les besoins de trésorerie du groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. STEF-TFE dispose au 31 décembre 2010, de 19 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 129 millions d'euros. Elles sont utilisées à hauteur de 73 millions au 31 décembre 2010. Les tirages sont effectués pour des périodes comprises entre 10 jours et trois mois et portent intérêt au taux du jour du tirage. L'échéance de ces lignes de crédit s'établit de 3 à 5 ans.

STEF-TFE dispose également de crédits spot totalisant 22 millions d'euros, dont 17 millions d'euros utilisés au 31/12/2010 et d'autorisations de découverts, sans échéances convenues, totalisant 54 millions d'euros, dont 6 utilisées au 31 décembre 2010. Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découvert disponibles et crédits spot, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts (y compris l'emprunt OBSAAR) sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 (6,5 pour l'OBSAAR) et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,6 ou 1,7 (1,7 pour l'OBSAAR). Au 31 décembre 2010, le groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

### Risque de taux d'intérêt

L'endettement financier consolidé du groupe est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées ou de l'endettement en crédit-bail et en prêt long terme hypothécaire qui constituent les deux modes habituels de financement des immobilisations.

L'objectif du groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financements immobiliers. Cette politique de couverture doit permettre à terme d'optimiser l'adossement des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes, tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

**En France**, 3 nouveaux swaps de taux d'intérêts représentant un montant d'environ 17 M€ se sont ajoutés aux 8 swaps de taux souscrits entre 2008 et 2009, totalisant un notionnel cumulé de 65 M€ à fin 2010. Il s'agit de swaps de taux parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 10 et 12 ans.

**En Espagne**, la filiale SDF Iberica détient encore un instrument de macro-couverture mis en place en 2006, afin de couvrir un risque de taux inhérent à des contrats de financement de crédit-bail, indexés sur du taux variable. Il s'agit d'un swap représentant un notionnel de 6 M€, arrivant à échéance en janvier 2011.

**En Italie**, la filiale Cavaliere dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de la plate-forme de Tavazzano, pour un nominal de 12 M€, arrivant à échéance en 2022.

### **Risque de crédit-client**

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats du groupe. Fin 2009, le groupe STEF-TFE a étendu le périmètre de son contrat d'assurance-crédit à tous les pays européens où il est présent afin de se couvrir du risque de défaillance de ses clients.

### **Risque de change**

Les flux en devises hors Euro restent relativement équilibrés avec la zone Euro et ne créent donc pas de position de change à risque.

### **Risque sur le gazole**

En tant que consommateur important de gazole, STEF-TFE qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion de cette charge, le groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations.

## LES COMPTES CONSOLIDÉS

### LE CHIFFRE D'AFFAIRES

L'année 2010 se caractérise par une progression du chiffre d'affaires de +3,7%, représentant une croissance exclusivement organique mais qui a bénéficié de l'augmentation de la surtaxe énergie, représentant un peu plus d'un point de croissance.

La croissance de l'activité a connu une accélération au second semestre et concerne toutes les activités du groupe, à l'exception du maritime qui est resté stable sur l'année.

L'effet périmètre n'est pas significatif, il se limite à la prise en compte de la filiale suisse SGF sur 12 mois, au lieu de 11 mois en 2009.

(En M€)

Cumul annuel	2010	2009	%
▪ <b>Transport France</b>	1 061,9	1 041,9	+ 1,9%
▪ <b>Logistique France</b>	371,2	360,6	+ 2,9%
▪ <b>STEF-TFE International</b>	386,0	367,8	+ 4,9%
<b>Sous-total</b>	<b>1 819,1</b>	<b>1 770,3</b>	<b>+ 2,8%</b>
▪ <b>Maritime</b>	87,6	87,8	- 0,2%
▪ <b>Autres activités (dont</b>	150,7	125,8	+ 19,8%
<b>Total</b>	<b>2 057,4</b>	<b>1 984,0</b>	<b>+ 3,7%</b>

Le réseau **Transport France** enregistre une augmentation de chiffre d'affaires de 1,9%, malgré les intempéries, en début d'année et en décembre, où les épisodes neigeux ont entraîné des baisses de facturations et des surcoûts importants pour assurer le maintien d'un service de qualité.

Cette bonne performance globale tient au retour de la croissance des volumes (+1,3% de tonnages transportés, hors organisation transport) qui vient récompenser une politique commerciale de reconquête et un effort concédé aux clients sur les prix. Cette érosion des prix s'est estompée à partir de la fin de l'année 2010 avec la mise en œuvre d'une revalorisation tarifaire.

Le pôle **Logistique France** termine l'année sur une décroissance de l'activité d'entreposage surgelé traditionnel, qui affiche un taux de remplissage annuel de 82,5%, inférieur à 2009 (85%). L'environnement est toujours marqué par les effets de la mise en place de la Loi de Modernisation de l'Economie sur l'accélération des flux clients.

La logistique de flux dynamiques est, en revanche, très bien orientée, notamment pour les clients de la restauration hors domicile, dont le chiffre d'affaires négoce augmente sensiblement. La logistique pour les clients GMS affiche une progression des facturations, l'ensemble de ces activités de logistiques de flux tendus représente désormais près de 52% du chiffre d'affaires logistique total.

**STEF-TFE International** confirme son rôle de relais de croissance pour le groupe avec un chiffre d'affaires en hausse de 4,9% sur l'année, se décomposant ainsi qu'il suit :

	2010	2009
	M€	M€
<b>Chiffre d'affaires Total</b>	<b>2 057</b>	<b>1 984</b>
Chiffre d'affaires des filiales exclusivement dédiées à l'Export*	93,5	92,2
Chiffre d'affaires des filiales européennes	368,6	353,2
- dont péninsule Ibérique	165,4	160,3
- dont Italie	142,9	136,8
- dont Benelux	34,5	32,2
- dont Suisse	15,2	12,0
- dont Grande-Bretagne	10,6	11,9

*\*Certaines filiales dédiées à l'export sont intégrées dans le périmètre de STEF-TFE Transport*

Pour le pôle **Maritime**, l'année 2010 a été marquée par l'arrivée d'un nouveau concurrent au départ de Toulon et par une forte augmentation de l'offre de transport maritime entre la Corse et le continent.

Même si la Méridionale termine correctement l'année avec une hausse de 3,8% du nombre de passagers transportés en décembre 2010, le trafic annuel vers la Corse enregistre une baisse globale de 6,9% des passagers transportés et une hausse de 1,7% en fret par rapport à 2009. L'amélioration des recettes à bord des bateaux permet de conserver un chiffre d'affaires stable sur l'année.

Le **Négoce et autres activités** sont en augmentation de 20%, représentant un chiffre d'affaire global de 150,7 M€. La majeure partie de ce montant est constitué par le négoce de marchandises réalisé pour le compte des clients de la restauration hors foyer qui croît de près de 25% sur l'année, pour s'établir à 141,7 M€.

Les autres activités s'inscrivent en baisse, à l'instar de la diminution des recettes immobilières locatives, suite à la cession d'un immeuble de bureaux en cours d'année.

Agrostar a généré un chiffre d'affaires externe de 3,4 M€ contre 3 M€ en 2009.

## LES RESULTATS

	2010	2009	Variation
	M€	M€	En %
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 057</b>	<b>1 984</b>	<b>+3,7</b>
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>80,6</b>	<b>75,2</b>	<b>+7,2</b>
Résultat financier	(11,8)	(13,8)	+14,7
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>68,8</b>	<b>61,4</b>	<b>+12,2</b>
Charge d'impôt	(22,3)	(18,3)	
Part des sociétés en équivalence	+ 1,0	+ 0,4	
<b>Résultat net</b>	<b>47,6</b>	<b>43,5</b>	<b>+9,4</b>
<b>- dont part du Groupe</b>	<b>47,2</b>	<b>39,3</b>	<b>+20,1</b>
- dont intérêts minoritaires	0,3	4,1	

**L'amélioration progressive de l'environnement économique en cours d'année 2010 s'est rapidement ressentie dans les résultats qui affichent une hausse de 7,2% du bénéfice opérationnel et de 20,1% du résultat net part du groupe.**

**La progression du bénéfice opérationnel est liée à l'activité** mais tient également à un allègement de la fiscalité, le groupe réalisant des économies importantes avec le passage de la taxe professionnelle à la nouvelle Contribution Economique Territoriale. S'il contient des plus values de cessions immobilières à hauteur de 11,6 M€, le bénéfice opérationnel réalisé en 2010 a également été pénalisé par des charges exceptionnelles, notamment les coûts de mise en place du financement du nouveau bateau (-4,4 M€) et la dépréciation d'actifs incorporels à hauteur de -4,3 M€. Retraité des éléments exceptionnels, la marge opérationnelle courante (soit le résultat opérationnel retraité des autres charges et produits opérationnels) ressort à 76,4 M€ en 2010 (3,7% du chiffre d'affaires) contre 64,4 M€ en 2009 (3,2% du CA) en amélioration d'un demi-point de base. Cette amélioration est liée à l'effet en année pleine des différentes mesures de réduction de coûts mises en œuvre par le groupe en 2009 et se traduisent notamment par une meilleure productivité des équipes, les charges de personnel étant stables pour une activité en hausse.

**Le résultat financier s'est également amélioré de près de 2 M€** sur l'année grâce à deux éléments : l'optimisation du besoin en fonds de roulement, permise par une bonne qualité d'exploitation et un règlement rapide des litiges, et la poursuite de la baisse des taux d'intérêts, qui a bénéficié pleinement au groupe. La stratégie de couverture partielle de la dette du groupe initiée début 2009 a été poursuivie en 2010, permettant de contenir l'augmentation du coût des financements malgré le redressement des taux d'intérêts sur la fin de l'année.

**La charge d'impôts enregistrée au compte de résultat s'élève à 22,3 M€, en hausse de 21,8 %** par rapport à l'exercice précédent, qui intégrait des opérations non imposables (badwill et dépréciation de goodwill pour un montant net de 3,2 M€). Le taux effectif d'impôts remonte ainsi à 32,3% (contre 29,8% en 2009) en raison d'une baisse des bénéfices soumis à la taxe au tonnage et d'une dépréciation d'un actif d'impôts différés en Italie (1 M€), partiellement compensés par l'économie engendrée par l'amortissement fiscal du nouveau navire.

Après prise en compte des quotes-parts de résultat net des entreprises associées, le résultat net s'établit à 47,6 M€ à comparer à 43,5 M€ pour l'année dernière, soit une augmentation de 9,4%. Le résultat net part du groupe progresse de 20,1 % à 47, 2 M€ grâce à l'impact de la montée au capital de la CMN réalisée fin 2009 qui permet désormais de diminuer la part de résultat attribuée aux minoritaires.

**Le groupe a maintenu un programme d'investissement important en 2010** avec le versement de nouveaux acomptes de construction du navire PIANA (75 M€) et la construction de nouveaux entrepôts tant en France (Vire, Brive, Strasbourg), qu'en Europe (Madrid, Porto). Malgré ces développements, le groupe a réussi à maintenir un niveau d'endettement stable sur la période, grâce à l'amélioration de l'autofinancement (117,7 M€ contre 109,6 M€ en 2009) et la réalisation de plusieurs ventes d'actifs immobiliers pour 31 M€. Les fonds propres se sont renforcés en 2010 et permettent d'envisager, avec la baisse des investissements maritimes programmée, une baisse du taux d'endettement en 2011.

## LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Depuis la filialisation de ses activités opérationnelles en 2008, la société STEF-TFE est une holding pure ne détenant plus que des ensembles immobiliers donnés en location aux sociétés d'exploitation. Le chiffre d'affaires, constitué de locations et de prestations essentiellement internes au groupe, s'établit à 11,1 M€, contre 11,9 M€ en 2009. Les produits imputables à des tiers, reprises sur dépréciations et autres produits, représentent 18,8 M€ à comparer à 20,4 M€ pour 2009.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 33,2 M€ contre 35,3 M€ en 2009, cette diminution étant liée à des économies réalisées sur l'ensemble des frais généraux du siège. Les charges de personnel, intérim inclus, représentent 7,3M€, tandis que le poste des dotations aux amortissements et provisions passe de 8,5 M€ à 8,4 M€. L'augmentation des impôts et taxes pour 0,4 M€ tient à l'effet de décompensation de taxes refacturées aux filiales du groupe. Le résultat d'exploitation ressort avec un bénéfice de 0,2 M€ contre 4,5 M€ en 2009.

Les produits financiers, essentiellement composés de revenus de participations, représentent 23,1 M€ contre 20,2 M€ en 2009, en raison de la hausse des dividendes versés par les filiales du groupe. Les autres intérêts et produits assimilés augmentent de 2,7 M€, suite à la constatation d'un boni de fusion consécutif à la transmission universelle du patrimoine d'une filiale.

Les charges financières prennent en compte une provision pour engagement financier liée au financement du navire le « Piana » pour 4,3 M€. Au total, celles-ci s'élèvent à 12,1 M€ et conduisent à un résultat courant de 11,2 M€.

Le résultat exceptionnel qui s'élevait à 0,1M€ en 2009, passe à 2,2 M€, grâce à la plus-value réalisée sur la cession d'un terrain à Perpignan.

Alors qu'en 2009, la société avait une charge d'impôt de 0,9 M€ (STEF-TFE est tête de groupe fiscal), un produit de 3,4 M€ a été pris en compte au titre de 2010. En effet, le régime de l'intégration fiscale prévu par l'article 223 A du CGI permet notamment du fait du principe de compensation entre les différents résultats des sociétés du groupe, d'obtenir un produit d'impôt.

Au final, le résultat net de la maison mère est bénéficiaire de 17,2 M€, contre 18,9 M€ en 2009.

Proposition d'affectation du résultat bénéficiaire :

Résultat de l'exercice .....	17.169.935 €
Report à nouveau .....	57.554.574 €
<b>formant un total disponible de .....</b>	<b>74.724.509 €</b>

Sera affecté de la façon suivante:

### **A la distribution d'un dividende de 1,25 € par action**

soit une distribution globale de .....	16.894.561,25 €
Au report à nouveau à hauteur de .....	57.829.947,75 €

Il est précisé que si, lors de la mise en paiement, la société détenait certaines de ses propres actions, la somme correspondant au montant du dividende qui n'aurait pas été versé au titre de ces actions, serait affectée au compte de report à nouveau.

La distribution du dividende aura lieu à partir du 25 mai 2011.



Dividendes distribués au titre des trois précédents exercices :

Exercice	Dividende net par action	Revenu global par action
2007	1,00	1,00
2008	1,05	1,05
2009	1,05	1,05

Conformément à l'article 223 quinquies du CGI, il est indiqué qu'il n'y a pas eu de frais généraux ayant donné lieu à réintégration dans le bénéfice imposable au titre de l'article 39-5 du même code.

#### **TABLEAU DE SUIVI DES SOLDES FOURNISSEURS PAR DATE D'ECHEANCE**

Solde Fournisseurs au 31.12.2010	dont échéance			
	échue	de 1 à 31 jours	de 32 à 61 jours	au-delà
17.086.867	777.056	15.850.090	412.389	47.332

#### **EVOLUTION DU PERIMETRE - PRISES DE PARTICIPATION ET DE CONTROLE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

##### **Création de société :**

- Constitution de la SNC PIANA, dénommée initialement SNC ROPAX 468, dont l'objet social est la détention du cargo mixte « PIANA » qui sera affrété par la Compagnie Méridionale de Navigation, « La Méridionale » et détenue à hauteur de 45% par STEF-TFE (le solde étant détenu par certains établissements bancaires participant au financement du navire).

##### **Restructuration interne en France et en Europe :**

- absorption de la Compagnie Frigorifique Française SAS (C.F.F.) par la société STEF-TFE SA,
- absorption de la société Cryologistic SAS par la société Cryologis Développement SAS, suivie de l'absorption de celle-ci par la société STEF-TFE SA,
- absorption de la SCI Vendargues le Serpolet par la société STEF-TFE Transport SAS,
- Espagne : absorption des sociétés Immostef Alcala SL et Immostef New Torrejon SL par la société Immostef Espana SL (anciennement Immostef Los Olivos SL).

##### **Modification de participation :**

- Suisse : poursuite de la montée au capital dans la Société des Gares Frigorifiques et Ports Francs de Genève SA (S.G.F.), désormais détenue à 98,42 %.

## GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

### MODIFICATIONS INTERVENUES AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par suite de la fusion absorption de la société Atlantique Participations, la société Atlantique Management a été cooptée en tant qu'administrateur par le Conseil d'Administration le 27 janvier 2010. Cette cooptation a été ratifiée par l'Assemblée générale des actionnaires du 19 mai 2010.

Le mandat d'administrateur de M. Alain Bréau a été renouvelé pour une durée de 6 ans lors de cette même Assemblée.

En janvier 2011, est intervenu le décès de M. Henri Bouvatier.

### MANDATS ET FONCTIONS EXERCES PAR LES ADMINISTRATEURS

Durant l'exercice écoulé, **M. Francis Lemor**, Président Directeur-Général, administrateur depuis 1983, a exercé les mandats suivants :

- Administrateur de la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN)
- Administrateur de SDF Iberica
- Administrateur de la société UEF
- Représentant permanent de la société UEF au conseil d'administration de la société Atlantique Management
- Administrateur de la Société Immobilière du Palais des Congrès (SIPAC)
- Président du Conseil d'administration de Comexposium

Durant l'exercice écoulé, **M. Bernard Jolivet**, Vice-président et Directeur Général Délégué, administrateur depuis 1996, a exercé les mandats suivants :

- Président Directeur Général d'Atlantique Management
- Président Directeur Général d'Immostef
- Président de STEF-TFE Transport SAS
- Président d'Atlantique SA et administrateur de SDF Iberica (Espagne)
- Administrateur de TFE Benelux
- Administrateur de Cavalieri Trasporti Spa et de Cavalieri Fin Srl (Italie)
- Administrateur de TFE International Limited (Grande-Bretagne)
- Représentant permanent de STEF-TFE au conseil d'administration d'E.F.L. (Entrepôts Frigorifiques du Léon) et de STEF-TFE Transport au conseil de Transcosatal Finances

Durant l'exercice écoulé, **M. Jean-Charles Fromage**, Directeur Général Délégué, administrateur depuis 2005, a exercé les mandats suivants :

- Directeur Général Délégué de STEF-TFE Transport SAS
- Administrateur d'Atlantique Management, Compagnie Maritime de Navigation (CMN) et de Transcosatal Finances (France),
- Président du Conseil d'administration de SDF Iberica (Espagne), Gérant de SDF Portugal
- Président du Conseil d'administration de TFE Benelux et administrateur de STEF Benelux
- Président du Conseil d'administration de Cavalieri Fin Srl, Cavalieri Trasporti Spa et administrateur de TFE DA Spa (Italie)
- Administrateur de TFE International Limited (Grande Bretagne) et de SGF (Suisse)
- Représentant permanent de STEF-TFE Transport au conseil d'administration de Froid Combi et de STEF-TFE au conseil d'administration d'Immostef.

Les fonctions et mandats des membres du Conseil d'administration, autres que MM. Lemor, Jolivet et Fromage, sont, pour les fonctions hors la société STEF-TFE S.A., les suivants :

**M. Gilles Bouthillier**, administrateur depuis 1997

Président de Worms Management Services, Administrateur de Worms Services Maritimes et de Financière de Services Maritimes, Administrateur de Worms Asia Limited

**M. Alain Bréau**,

Administrateur depuis 2004

Président Directeur Général de Mory SA, Président de CFSIS SAS, Gérant de la SCI du 4, rue du Hoguet

**M. Robert de Lambilly**, administrateur depuis 2007

Président de STIM d'Orbigny, Président du Conseil d'administration de Compagnie Méridionale de Navigation (CMN).

**M. Eric Giully**, administrateur depuis 1992

Gérant de Clai SAS, Administrateur de Socoma (coopérative de manutention portuaire de Marseille), Administrateur de Groupe Moniteur Holding

**M. Christian Guilbert**, administrateur depuis 1996

Président de la SAS ITS, Administrateur de CIEH, Gérant de la SNC FFSG et de ST Germain Participations,

**M. Emmanuel Hau**, administrateur depuis 2007

Président du Conseil de Surveillance d'Autogrill Restauration Services, Membre du Conseil de Surveillance de Sterling Strategic Value et Administrateur de Aedian SA.

**M. Dominique Thénault**, administrateur depuis 2009

Président du Conseil de Surveillance du Fonds Commun de Placement des salariés de STEF-TFE.

**M. Dominique Nouvellet**, administrateur depuis 2003

Président de Siparex Associés et de Sigefi Services, Administrateur de l'ANSA, de Tuninvest Finance Group (Tunisie), de Morocco Capital Invest (Maroc) et de Beltone Financial (Luxembourg).

**M. Xavier Ogier du Terrail**, administrateur depuis 2001

Administrateur de Neville Gestion, Censeur de Cofitem.

**Allianz Vie**, représentée par M. Pier Riches, administrateur depuis 1997

**Monsieur Pier Riches** est Président du Conseil d'administration du GIE Allianz Investment Management Paris), Vice Président du conseil de surveillance d'AGF Private Equity (SA), Membre du Conseil de Surveillance d'Oddo et Cie SCA et d'Allianz Nederland Asset Management (Pays Bas), Administrateur de Coparc, d'Arcalis, d'AVIP, de Génération Vie, de W Finance et d'Allianz Banque, Président du conseil d'administration de la Società Agricola San Felice (Italie), Représentant permanent d'Allianz France SA au conseil d'administration de Sequana.

**Atlantique Management**, représentée par **M. François de Cosnac**, administrateur depuis 2010

M. de Cosnac (auparavant, représentant de la société Atlantique Participations) est administrateur d'Immostef, Président d'UEF, représentant légal de la société UEF (Présidente de la société Européenne de Logistique du Froid), Président du Directoire de Gerignac SA, Membre du Conseil de Gérance de SOMERVI, Gérant de FDC Conseil Patrimoine, Membre du Conseil de surveillance d'Auris Gestion Privée.

Quatre administrateurs peuvent être qualifiés d'indépendants au regard des critères du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées Afep-Medef, il s'agit de MM. Bréau, Hau, Nouvellet et du Terrail.

## **REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

La rémunération du Président-Directeur Général et celle des Directeurs Généraux Délégués sont fixées par le comité des rémunérations des mandataires sociaux, composé de MM. Bouthillier et Riches (M. Bouvatier étant décédé en janvier 2011), lesquels se déterminent chaque année en fonction des performances globales du groupe et d'éléments objectifs de comparaison.

M. Dominique Thénault, Directeur Commercial de l'activité logistique France, est rémunéré dans le cadre de son contrat de travail.

Les membres du Conseil d'Administration reçoivent des jetons de présence fixés, globalement, à 60 000 € par l'Assemblée Générale des actionnaires. L'Assemblée Générale des actionnaires du 19 mai 2010 a décidé d'attribuer une quote-part supplémentaire de jetons de présence de 12.000 euros, réservée aux administrateurs, membres du Comité d'audit.

Les rémunérations, nettes de prélèvements sociaux, versées aux mandataires sociaux en 2010 sont les suivantes :

En euros	Jetons de présence	Rémunération fixe	Rémunération variable	Avantages en nature
	2010	2010	2010 *	2010
<b>Administrateurs et membres des organes de direction</b>				
Francis Lemor - Président Directeur Général	6 339	229 391	152 794	5 016
Bernard Jolivet - Vice-Président, Directeur Général Délégué	7 089	200 998	128 410	4 870
Jean-Charles Fromage - Directeur Général Délégué	24 989	196 062	120 063	5 692
<b>Administrateurs</b>				
Gilles Bouthillier	4 839			
Henri Bouvatier	1 935			
Alain Bréau	1 935			
Xavier Ogier du Terrail	7 871			
Eric Giuily	2 903			
Christian Guilbert	2 903			
Robert de Lambilly	6 339	83 367	147 988	
Dominique Nouvellet	8 839			
Emmanuel Hau	8 839			
Dominique Thénault	4 839	78 876	12 166	2 615
ALLIANZ Vie représentée par Pier Riches	2 903			
Atlantique Management représentée par François de Cosnac	7 839			

\* versée en 2010 au titre de l'exercice 2009

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 3 du Code du Commerce, il est précisé que les contrats de travail de Messieurs Jolivet et Fromage contiennent des clauses particulières entrant dans le champ des engagements réglementés et conclues antérieurement.

L'un et l'autre, en cas de licenciement, bénéficient d'une indemnité égale à 18 mois de salaire, en ce comprise l'indemnité conventionnelle. Ils disposent également d'une clause de non concurrence dont le montant est égal à 50% de leur rémunération brute sur trois ans. S'ajoute une clause de conscience qui leur permettrait, en cas de changement actionnarial, de bénéficier d'un licenciement et donc de la mise en œuvre des mesures précédemment décrites. Monsieur Jolivet bénéficie, par ailleurs, d'un préavis de 12 mois en cas de licenciement. Monsieur Lemor ne bénéficie d'aucune clause relevant des dispositions de cet article.

Conformément à la loi, les engagements en faveur de Messieurs Jolivet et Fromage excédant les limites conventionnelles ont été soumis au respect de critères de performance qui sont la réalisation d'une croissance annuelle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel consolidés au moins égale à 3 %. Ces engagements ont été approuvés en assemblée générale par les actionnaires de la Société.

## INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE - PLAN D'OPTIONS

L'Assemblée Générale des actionnaires du 13 juin 2001 a autorisé la mise en place d'un plan d'options d'achat d'actions à hauteur de 1,5% du capital social actuel, soit un maximum de 49.723 actions (198.892 actions après multiplication par quatre du nombre d'actions), attribuées en totalité.

- Le 12 décembre 2001, le Conseil d'Administration a accordé 36.086 options d'achat d'actions à 36 cadres de direction du groupe pour un prix d'acquisition de 54,90 euros (soit 144.344 options d'achat à 13,73 euros, après division du nominal). La période d'exercice de ces options est expirée depuis le 12 décembre 2009.
- Le 10 décembre 2003, le Conseil d'Administration a attribué 13.637 options d'achat d'actions à 21 cadres de direction du groupe pour un prix d'acquisition de 65,11 euros (soit 54.548 options d'achat à 16,28 euros après division du nominal).

N.B. La valeur nominale des actions STEF-TFE a été divisée par quatre et leur nombre corrélativement multiplié par quatre par l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 décembre 2005.

Le nombre d'options d'achat d'actions de ce plan a été réduit à 49.341 options, compte tenu de la perte du droit d'exercice de certains bénéficiaires.

Le tableau ci-après résume la situation des options au 31 décembre 2010 :

Nombre d'options attribuées	Date de début d'exercice	Date de fin d'exercice	Prix de souscription	Options levées au 31 décembre 2010	Options annulées	Options restant à exercer
54 548	10/12/08	10/12/11	16,28 €	34 998	2 060	17 490

Conformément aux dispositions de l'article L.621-18-2 du Code monétaire et financier, il est précisé qu'aucun des dirigeants mandataires sociaux n'a bénéficié d'options d'achat d'actions lors de l'attribution décidée par le Conseil d'Administration du 10 décembre 2003.

Le nombre d'actions correspondant à l'exercice des options d'achat d'actions sera prélevé sur les actions auto-détenues par la Société et affectées à cet usage.

## RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL

Au 31 décembre 2010, le capital social s'élève à 13.515.649 €, composé de 13.515.649 actions d'une valeur nominale de 1 euro. Il n'a subi aucune variation au cours de l'exercice.

### Répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2010

Actionnaires	Capital	Droits de vote
	%	%
Atlantique Management	29,19	36,38
FCPE des Salariés du groupe	15,78	19,38
Société des Personnels de la Financière de l'Atlantique	5,98	7,30
Union Economique et Financière	5,98	6,00
Société Européenne de Logistique du Froid	5,43	3,39
Autres membres de l'action de concert	0,47	0,55
<b><i>Sous/total – action de concert</i></b>	<b>62,83</b>	<b>73,00</b>
Bestinver	11,62	7,26
Minosfin	5,53	6,90
Auto-détention	4,43	0,00
Autres (actionnaires détenant moins de 5% du capital)	15,59	12,84
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

Aucun franchissement de seuil n'a été réalisé durant l'année 2010.

Il est rappelé que le 23 décembre 2009, la société Atlantique Management a réalisé un franchissement à la hausse des seuils de 20 % et 25 % du capital et de 1/3 des droits de vote. A ce titre, l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a octroyé le 26 janvier 2010 à la société Atlantique Management une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique portant sur les titres STEF-TFE, considérant que le concert dont fait partie la société Atlantique Management détenait déjà la majorité des droits de vote de la société STEF-TFE.

## DELEGATIONS DE COMPETENCE EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Il n'existe pas, au 31 décembre 2010, de délégation de compétence en matière d'augmentation de capital. La délégation accordée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 mai 2008 est échue depuis le 13 juillet 2010 et n'a pas été mise en œuvre entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et la fin de sa période de validité.

## ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Résumé des opérations réalisées dans l'année par la société et portant sur ses propres actions :

Destination des titres détenus en autocontrôle	Comptes annuels au 31/12/2009	Titres acquis en 2010	Titres cédés en 2010	Titres transférés lors des levées d'options en 2010	Comptes annuels au 31/12/2010
Animation du cours par l'intermédiaire d'un contrat de liquidité	25 032	72 147	61 416		35 763
Couverture d'options d'achat d'actions	43 143			18 625	24 518
Couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions	501 661				501 661
Remise en paiement ou en échange dans le cadre d'une acquisition	37 373				37 373
Total	607 209	72 147	61 416	18 625	599 315

Depuis la clôture de l'exercice et au 28 février 2011, 30 bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR) ont été exercés, de même que 1.182 options d'achat d'actions.

### Programme de rachat d'actions 2010 :

Durant l'exercice 2010, deux programmes de rachat d'actions se sont succédés. Chaque programme, d'une durée maximale de 18 mois, a fait l'objet d'un descriptif de ses finalités et modalités, en application de l'article 241-2 du Règlement général de l'AMF.

- Programme de rachat voté par l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 mai 2009, aux termes de la 18ème résolution : le cours maximal à l'achat a été fixé à 55 €, pour une part maximale de capital à acquérir de 10 %.
- Programme de rachat voté par l'Assemblée Générale des actionnaires du 19 mai 2010, aux termes de la 9ème résolution : le cours maximal à l'achat a été fixé à 55 €, pour une part maximale de capital à acquérir de 10 % (soit à titre indicatif, 1 351 565 actions au 31 décembre 2010), étant précisé que les actions déjà auto-détenues par la Société devront être déduites de ce pourcentage.

Aucun titre STEF-TFE n'a été acquis durant l'exercice 2010, dans le cadre de ces deux programmes.



## **Contrat de liquidité**

Un contrat de liquidité sur Euronext Paris a été confié à la société de bourse Gilbert Dupont.

Ce contrat est conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association française des entreprises d'investissement approuvée par la décision de l'AMF du 22 mars 2005.

Le 8 juin 2010, il a été procédé à un apport supplémentaire de 300.000 euros.

Au 31 décembre 2010, le solde d'auto-détention au titre du contrat de liquidité s'établit à 35.763 actions.

Enfin, au 28 février 2011, la société détient 21.815 titres STEF-TFE acquis dans le cadre du contrat de liquidité.

## **COURS DE BOURSE**

Entre le 4 janvier 2010 et le 31 décembre 2010, le cours a évolué entre 37,51 € au plus bas et 44,50 € au plus haut.

Sur la même période, la moyenne des titres échangés quotidiennement s'établit à 1.363. Le cours moyen annuel s'établit à 40,76 €.

## **EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DANS LE GROUPE ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT : Néant**

## **PERSPECTIVES 2011**

A la suite du plan d'amélioration des performances engagé en 2009, dont la mise en œuvre s'est poursuivie en 2010, STEF-TFE a œuvré sur tous les leviers d'optimisation et de relance de ses activités. Le groupe a proposé à ses clients de nouvelles solutions de massification en transport et logistique et s'est employé à réduire les effets négatifs des aléas conjoncturels par l'adaptation de ses processus industriels et de son organisation à la configuration du marché.

Ces efforts se sont traduits par l'amélioration de la rentabilité opérationnelle et un rebond du résultat net en 2010.

En ce début d'année 2011, les signes d'une amélioration de la situation économique européenne sont encore insuffisants pour attester d'une réelle reprise de la croissance.

A l'instar de cette situation, le marché dans lequel évolue STEF-TFE ne manifeste pas encore de signes de reprise tangibles à moyen terme et l'environnement est de nouveau marqué par la hausse du prix des matières premières.

Néanmoins, STEF-TFE entend poursuivre son objectif de progression du taux de marge opérationnelle et améliorer les performances dans tous ses métiers et sur toutes ses implantations.

Par ailleurs, s'appuyant sur la solidité de son modèle économique, STEF-TFE pourra se montrer attentive à toute opportunité de croissance externe.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

## Comptes consolidés 2010

---



## Comptes consolidés

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2010	Exercice 2009	variation
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	4.1	2 057 437	1 983 965	3,7%
Consommations en provenance des tiers	4.2	(1 237 888)	(1 169 480)	
Impôts, taxes et versements assimilés		(42 898)	(47 264)	
Charges de personnel	4.3	(622 538)	(623 834)	
Dotations aux amortissements		(77 843)	(78 312)	
(Dotations) Reprises nettes aux dépréciations et provisions	4.4	173	(671)	
Autres produits et charges opérationnels	4.5	4 173	10 795	
<b>BENEFICE OPERATIONNEL</b>		<b>80 616</b>	<b>75 199</b>	7,2%
Charges financières	4.6	(13 004)	(14 050)	
Produits financiers	4.6	1 200	207	
<b>Résultat Financier</b>		<b>(11 804)</b>	<b>(13 843)</b>	14,7%
<b>RESULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>68 812</b>	<b>61 356</b>	12,2%
Charge d'impôt	4.7	(22 254)	(18 275)	
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	4.13	1 030	401	
<b>RESULTAT</b>		<b>47 588</b>	<b>43 482</b>	9,4%
<b>* dont part du Groupe</b>		<b>47 242</b>	<b>39 345</b>	20,1%
* dont intérêts minoritaires		346	4 137	
<b>EBITDA</b>	4.8	<b>162 548</b>	<b>150 973</b>	7,7%
<b>Résultat par action :</b>		(en euros)	(en euros)	
- de base :	4.19	3,66	3,05	
- dilué :	4.19	3,66	3,04	



**Comptes consolidés**  
**BILAN CONSOLIDÉ**  
(En milliers d'euros)

ACTIFS	note	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Actif non courant</b>			
Ecarts d'acquisition	4.9	96 239	96 911
Autres immobilisations incorporelles	4.10	21 049	23 671
Immobilisations corporelles	4.11	765 197	704 599
Actifs financiers non courants	4.12	16 808	13 518
Participations dans les entreprises associées	4.13	11 856	11 756
Actifs d'impôt différé	4.14	13 430	7 931
<b>Total de l'actif non courant</b>		<b>924 579</b>	<b>858 386</b>
<b>Actif courant</b>			
Stocks et en cours	4.15	22 538	22 435
Clients	4.16	345 752	334 964
Autres créances et actifs financiers courants		119 058	140 051
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	4.17	45 349	41 998
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4.11	715	973
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>533 412</b>	<b>540 421</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>1 457 991</b>	<b>1 398 807</b>
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS			
<b>Capitaux propres</b>			
Capital		13 516	13 516
Primes		4 284	4 284
Réserves		303 448	271 066
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	4.18	<b>321 248</b>	<b>288 866</b>
Intérêts minoritaires		4 823	6 195
<b>Total des Capitaux propres</b>		<b>326 071</b>	<b>295 061</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions non courantes	4.22	17 196	15 931
Passifs d'impôt différé	4.14	42 174	36 902
Dettes financières non courantes (b)	4.20	342 003	324 527
<b>Total du passif non courant</b>		<b>401 373</b>	<b>377 360</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes fournisseurs		266 225	251 526
Provisions courantes	15	15 214	14 278
Autres dettes courantes		275 702	312 742
Dette d'impôt courant		3 955	7 443
Dettes financières courantes (c)	4.20	169 224	140 062
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		227	335
<b>Total du passif courant</b>		<b>730 547</b>	<b>726 386</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>		<b>1 457 991</b>	<b>1 398 807</b>
<b>Endettement net (b) + (c) - (a)</b>		<b>465 878</b>	<b>422 591</b>
<b>Ratio Endettement net /Total des capitaux propres</b>		<b>1,43</b>	<b>1,43</b>

## Comptes consolidés

### ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ (En milliers d'euros)

	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>RESULTAT</b>	<b>47 588</b>	<b>43 482</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	1 384	310
Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture	(874)	(628)
Réévaluation d'immobilisations corporelles		184
Charge d'impôt sur les autres éléments du résultat global	39	136
<b>Total des autres éléments du résultat global, nets d'impôt</b>	<b>549</b>	<b>2</b>
<b>Résultat Global total de la période</b>	<b>48 137</b>	<b>43 484</b>
<b>* dont part du Groupe</b>	<b>47 791</b>	<b>39 347</b>
* dont intérêts minoritaires	346	4 137

### VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (En milliers d'euros)

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Réserve de juste valeur	Total attribuable aux actionnaires de STEF-TFE	Part des minoritaires	Total Capitaux Propres
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2008</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>271 665</b>	<b>(1 531)</b>	<b>(24 214)</b>	<b>(605)</b>	<b>263 115</b>	<b>56 275</b>	<b>319 390</b>
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(13 512)				(13 512)	(291)	(13 803)
Regroupement d'entreprises							0		0
Achats et ventes d'actions propres					(84)		(84)		(84)
Opérations avec les intérêts minoritaires (SGF/CMN)							0	(53 926)	(53 926)
<b>Total des transaction avec les actionnaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(13 512)</b>	<b>0</b>	<b>(84)</b>	<b>0</b>	<b>(13 596)</b>	<b>(54 217)</b>	<b>(67 813)</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39 345</b>	<b>239</b>		<b>(237)</b>	<b>39 347</b>	<b>4 137</b>	<b>43 484</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2009</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>297 498</b>	<b>(1 292)</b>	<b>(24 298)</b>	<b>(842)</b>	<b>288 866</b>	<b>6 195</b>	<b>295 061</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2009</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>297 498</b>	<b>(1 292)</b>	<b>(24 298)</b>	<b>(842)</b>	<b>288 866</b>	<b>6 195</b>	<b>295 061</b>
Augmentation de capital							0		0
Réduction de capital							0		0
Dividendes versés			(13 557)				(13 557)	(215)	(13 772)
Effet de la variation des taux de change							0	182	182
Achats et ventes d'actions propres					(231)		(231)		(231)
Opérations avec les intérêts minoritaires (SGF/CMN/SLF Sicilia)			(1 621)				(1 621)	(1 685)	(3 306)
<b>Total des transaction avec les actionnaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(15 178)</b>	<b>0</b>	<b>(231)</b>	<b>0</b>	<b>(15 409)</b>	<b>(1 718)</b>	<b>(17 127)</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>47 242</b>	<b>1 131</b>		<b>(582)</b>	<b>47 791</b>	<b>346</b>	<b>48 137</b>
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2010</b>	<b>13 516</b>	<b>4 284</b>	<b>329 562</b>	<b>(161)</b>	<b>(24 529)</b>	<b>(1 424)</b>	<b>321 248</b>	<b>4 823</b>	<b>326 071</b>



**Comptes consolidés**  
**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
(En milliers d'euros)

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Résultat de la période</b>	<b>47 588</b>	<b>43 482</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements, dépréciations d'actifs non courants et provisions	82 779	78 998
+/- Plus ou moins values de cession d'actifs non courants	(12 283)	(3 277)
+/- Quote-part de résultat des entreprises associées	(1 030)	(401)
+/- Variation en juste valeur des instruments dérivés	(213)	384
+/- Variation des écarts de conversion	(736)	207
+/- Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	1 667	(2 053)
- Impôts différés	(33)	(7 752)
<b>Capacité d'autofinancement (A)</b>	<b>117 739</b>	<b>109 588</b>
+/- Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité (B)	9 449	31 998
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (C)=(A+B)</b>	<b>127 188</b>	<b>141 586</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7 306)	(7 331)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(149 254)	(136 688)
+/- Variation des prêts et avances consentis + actifs financiers	(3 284)	(718)
- Acquisitions d'intérêts minoritaires et différés de paiement liés	(26 452)	(22 889)
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales nets de la trésorerie acquise (**)		(7 305)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	31 074	21 365
+ Dividendes reçus sur instruments de capitaux propres	959	567
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (D)</b>	<b>(154 263)</b>	<b>(152 999)</b>
+/- Achats et ventes d'actions propres	(140)	(84)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
- Sommes versées aux actionnaires lors de réductions de capital		
- Dividendes versés aux actionnaires de STEF-TFE	(13 557)	(13 512)
- Dividendes versés aux minoritaires des filiales	(176)	(291)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	161 587	113 640
- Remboursements d'emprunts	(90 666)	(90 160)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (E)</b>	<b>57 048</b>	<b>9 593</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	(18 874)	(17 054)
Trésorerie nette à la clôture	11 099	(18 874)
<b>= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (C+D+E)</b>	<b>29 973</b>	<b>(1 820)</b>
Montant de l'impôt versé dans la période :	<b>(12 860)</b>	<b>(21 221)</b>
	-	-
Les trésoreries nettes à la clôture s'analysent comme suit :	<b>31-déc-10</b>	<b>31-déc-09</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 349	41 998
Découverts bancaires et crédits spot	(34 250)	(60 872)
	<b>11 099</b>	<b>(18 874)</b>
	<b>31-déc-10</b>	<b>31-déc-09</b>
(**) Coût d'achat des titres des entreprises acquises		8 491
Trésorerie acquise		(1 186)
Décaissement net		<b>7 305</b>

# SOMMAIRE

1	Référentiel comptable.....	57
2	Principes comptables.....	58
2.1	Règles et modalités de consolidation.....	58
2.2	Écarts d'acquisition.....	58
2.3	Acquisition d'intérêts minoritaires.....	59
2.4	Autres immobilisations incorporelles.....	59
2.5	Immobilisations corporelles.....	59
2.6	Actifs financiers non dérivés.....	60
2.7	Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations.....	60
2.8	Stocks.....	60
2.9	Actifs non courants détenus en vue de la vente.....	61
2.10	Impôt sur les bénéfices.....	61
2.11	Avantages au personnel.....	61
2.12	Passifs financiers non dérivés.....	61
2.13	Instruments dérivés.....	62
2.14	Provisions.....	62
2.15	Actions propres.....	62
2.16	Paiements en actions.....	62
2.17	Contrats de location.....	63
2.18	Conversion monétaire.....	63
2.19	Produits des activités ordinaires.....	63
2.20	Information sectorielle.....	64
2.21	Options en matière de présentation.....	64
2.22	Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore applicables.....	64
2.23	Indicateurs non comptables.....	64
3	Périmètre de consolidation.....	65
3.1	Évolution du périmètre.....	65
3.2	Changements intervenus en 2010.....	65
3.2.1	Acquisitions, créations, cessions.....	65
3.2.2	Opérations internes.....	65
3.3	Changements intervenus en 2009.....	65
3.3.1	Acquisitions, créations, cessions.....	65
3.3.2	Opérations internes.....	66
3.4	Regroupements d'entreprises.....	66
3.4.1	Exercice 2010.....	66
3.4.2	Exercice 2009 (Rappel).....	66
3.5	Acquisition d'intérêts minoritaires.....	66

4	Notes explicatives sur les comptes .....	66
4.1	Information sectorielle.....	66
4.1.1	Informations par secteurs .....	67
4.1.2	Informations par zones géographiques.....	68
4.2	Consommations en provenance des tiers.....	68
4.3	Charges de personnel.....	68
4.4	Dotations (reprises) nettes aux dépréciations et provisions.....	69
4.5	Autres produits et charges opérationnels.....	69
4.6	Produits et charges financiers.....	69
4.7	Charge d'impôt sur les bénéfices .....	70
4.8	EBITDA .....	70
4.9	Écarts d'acquisition.....	71
4.10	Immobilisations incorporelles .....	72
4.11	Immobilisations corporelles .....	73
4.12	Actifs financiers non courants .....	74
4.13	Entreprises associées .....	74
4.14	Actifs et passifs d'impôt différé.....	75
4.15	Stocks .....	76
4.16	Clients.....	77
4.17	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	77
4.18	Capitaux propres.....	77
4.19	Résultat par action .....	77
4.20	Dettes financières .....	78
4.21	Avantages au personnel.....	79
4.22	Provisions .....	82
4.23	Instruments dilutifs.....	82
4.24	Gestion des risques.....	83
4.25	Présentation des instruments financiers par catégorie .....	85
4.26	Engagements hors bilan.....	86
4.27	Locations simples.....	87
4.28	Opérations avec des parties liées .....	87
4.29	Gestion du capital.....	88
4.30	Honoraires des Commissaires aux comptes .....	88
4.31	Passifs éventuels.....	88
4.32	Convention de délégation de service public .....	88
4.33	Événements postérieurs à la clôture .....	88
5	Liste des sociétés consolidées.....	89





## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE 2010

La société STEF-TFE et ses filiales (ci-après STEF-TFE ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous température contrôlée ainsi que le transport maritime.

La société mère, STEF-TFE S.A. est une société de droit français dont le siège est situé à Paris 8<sup>ème</sup> – 93, boulevard Malesherbes et dont les actions sont inscrites au compartiment B de NYSE Euronext Paris.

### 1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 de la société STEF-TFE sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le référentiel IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm#adopted-commission](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Les états financiers consolidés sont également conformes au référentiel IFRS édicté par l'IASB (International Accounting Standards Board), applicable à l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et des actifs financiers classés comme disponibles à la vente, qui sont évalués en juste valeur.

Le Groupe a appliqué pour la première fois les normes suivantes entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

- IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 « États financiers consolidés et individuels »

Le Groupe a appliqué, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les normes IAS 27 révisée « États financiers consolidés et individuels » et IFRS3 révisée « Regroupement d'entreprises » pour comptabiliser les acquisitions d'intérêts minoritaires et les regroupements d'entreprises, ces normes s'appliquant concomitamment. Le changement de méthode est appliqué prospectivement et n'a pas eu d'impact sur le résultat par action de la période. L'application d'IAS 27 révisée n'a eu qu'un impact peu significatif sur les capitaux propres.

Les autres normes, amendements aux normes publiées et interprétations d'application obligatoire à compter de l'exercice 2010 et qui concernent le Groupe n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés de l'exercice 2010.

Les normes, amendements et interprétations de normes adoptées par l'Union Européenne, et qui seront d'application obligatoire en 2011 et postérieurement, n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée au 31 décembre 2010 (note 2.22).

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite, de la part de la Direction, l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables, compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles. En raison du caractère incertain inhérent à ces estimations, les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques et les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées. L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière dans les domaines suivants :

- détermination des durées d'utilisation des immobilisations (note 2.5)
- détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (notes 4.10 et 4.11)
- qualification des contrats de location (note 2.17)

- ✚ évaluation des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 3.4)
- ✚ reconnaissance des impôts différés actifs (notes 2.10 et 4.14)

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 23 mars 2011. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 18 mai 2011. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de STEF-TFE, arrondi au millier le plus proche.

## 2 Principes comptables

Les méthodes comptables, présentées ci-après, ont été appliquées de manière constante à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers.

### 2.1 Règles et modalités de consolidation

#### Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF-TFE dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote d'une entité. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde, non seulement sur les droits de vote dont dispose le Groupe, mais également sur ceux susceptibles d'être obtenus grâce à l'exercice d'options, si ces options sont immédiatement exerçables. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

#### Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose, directement ou indirectement, d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

#### Elimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre filiales, sont intégralement éliminées. Les profits internes, réalisés à l'occasion de cessions d'actifs, sont également éliminés de même que les pertes internes, sauf si celles-ci sont indicatives de pertes de valeur.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

### 2.2 Écarts d'acquisition

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont égaux à la différence existant, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Pour les acquisitions survenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, plus
- le montant comptabilisé pour toute participation minoritaire de l'entreprise acquise ; plus, si l'acquisition est réalisée par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables et des passifs repris.

Quand la différence est négative un profit, au titre de l'acquisition avantageuse, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût, diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet, a minima, d'un test de dépréciation annuel ou dès survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur.

## 2.3 Acquisition d'intérêts minoritaires

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe applique IAS27 « États financiers consolidés et individuels 2008 » pour comptabiliser les acquisitions de participations minoritaires. Elles sont désormais comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et il ne résulte, en conséquence, aucun goodwill de telles transactions. Les ajustements de participations minoritaires sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

## 2.4 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement des logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsqu'il est démontré que ces logiciels généreront des avantages économiques futurs probables du fait d'une amélioration significative des processus d'exploitation, et que le Groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour le mener à bien et a l'intention de l'utiliser ou de le commercialiser.

## 2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes construits en France, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf, sauf dans le cas des immeubles du siège social, sont les suivantes :

🏗️ Entrepôts et plates-formes :	25 – 30 ans
🏗️ Extensions ultérieures :	20 ans
🏗️ Immeubles du siège social :	40 ans
🏗️ Matériel et installation de production :	10 ans
🏗️ Agencements et installations :	6 à 10 ans
🏗️ Navires :	20 ans
🏗️ Matériel de transport :	5 à 9 ans
🏗️ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
🏗️ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction et la production d'un actif qualifié sont incorporés au coût de l'actif. Les actifs qualifiés sont les navires acquis à neuf, dont la durée de construction excède largement 12 mois.

## 2.6 Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent les créances liées à l'exploitation, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres de participation classés comme disponibles à la vente, les prêts et les dépôts et cautionnements détenus jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés, initialement, à la juste valeur.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs et d'indication objective de perte de valeur, les créances clients font l'objet de dépréciations pour que leurs montants nets reflètent les flux de trésorerie espérés.

Les prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés pour leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charges au moment du versement. Ces prêts sont ultérieurement évalués au coût amorti et des produits financiers, évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont enregistrés pendant la durée de ces prêts, afin que leur montant au bilan soit porté à leur valeur de remboursement à l'échéance.

Les instruments de capitaux propres (titres de participation non consolidés) classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des dépréciations qui sont inscrites en résultat. Les instruments non cotés, dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière sûre, sont évalués à leur coût, diminué le cas échéant du cumul des dépréciations ultérieures. Celles-ci ne sont jamais reprises.

Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de variation de valeur. Ces actifs figurent au bilan à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

## 2.7 Dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification a lieu systématiquement, une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Elle est effectuée pour les autres immobilisations lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des coûts de la vente. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'un plan d'affaires à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif, obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie, puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

## 2.8 Stocks

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables et de marchandises de l'activité restauration. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition et, pour la plupart, valorisés selon la méthode premier entré/premier sorti (FIFO). Les stocks endommagés font l'objet d'une dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

## 2.9 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente), dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par leur utilisation continue, sont classés au bilan comme actifs détenus en vue de la vente. A compter de leur classement sous cette rubrique, ils sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles ne sont plus amorties à compter de leur classement en actifs détenus en vue de la vente.

## 2.10 Impôt sur les bénéfices

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf s'ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global, auxquels cas ils sont comptabilisés en capitaux propres, ou en autres éléments du résultat global.

Des impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporelles, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles et des pertes fiscales reportables et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer. Ils sont examinés à chaque date de clôture et, le cas échéant, réduits à proportion de la partie dont il n'est plus probable qu'elle pourra s'imputer sur des bénéfices imposables futurs.

## 2.11 Avantages au personnel

### Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le Groupe sont constitués par les indemnités de fin de carrière, versées au moment du départ des salariés à la retraite, et dont le montant est fonction de leur dernier salaire et de leur ancienneté. L'engagement correspondant est comptabilisé au passif, au fur et à mesure de l'acquisition des droits, en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement, est déduite du passif. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses ou des différences entre les prévisions et les montants versés ne sont pas immédiatement constatés en résultat et donnent lieu à un étalement selon la méthode dite du "corridor". Selon cette méthode, l'amortissement des écarts actuariels n'est déclenché que lorsque leur montant cumulé excède un seuil égal à 10 % de la dette actuarielle ou de la juste valeur des fonds cantonnés, si celle-ci est supérieure. Il est déterminé linéairement sur la durée moyenne d'activité résiduelle des bénéficiaires du régime.

### Autres avantages à long terme

Le Groupe accompagne l'attribution des médailles du travail à ses salariés de gratifications qui sont comptabilisées, au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évaluées selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements au titre des régimes d'indemnités de fin de carrière et des médailles du travail sont évalués par un actuaire indépendant.

## 2.12 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes financières ainsi que celles engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, nette des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## **Instruments composés**

Certains instruments financiers composés contiennent, à la fois, une composante de dette et une composante de capitaux propres. Les deux composantes sont comptabilisées séparément, la première en dettes, la seconde en capitaux propres, et déterminées de la manière suivante :

### **- Composante de dette**

La composante de dette est évaluée à la date de l'émission sur la base de la juste valeur d'un instrument similaire, présentant les mêmes caractéristiques (maturité, flux de trésorerie) mais non assorti d'une option de conversion ou de remboursement en actions. Celle-ci correspond à la valeur des flux de trésorerie futurs contractuels (incluant le coupon et les remboursements), actualisée au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission).

### **- Composante de capitaux propres**

La composante de capitaux propres représente la valeur de l'option de conversion ou de remboursement en actions. Elle est déterminée par différence entre la valeur de la composante dette, déterminée selon les modalités décrites ci-dessus, et le produit d'émission de l'emprunt.

## **2.13 Instruments dérivés**

Des instruments dérivés sont mis en place par le Groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt lié à son endettement. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Même lorsque l'objectif du Groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IAS 39 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, les variations de valeur ultérieures sont enregistrées en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées comme suit:

- ✚ s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), celles-ci sont inscrites en résultat, sous la même rubrique que les variations de juste valeur de la dette couverte ;
- ✚ s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), celles-ci sont enregistrées comme autres éléments du résultat global, pour la partie efficace de la couverture, et sont, par la suite, transférées en résultat lors de la comptabilisation des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture. La part inefficace est, quant à elle, constatée en résultat.

## **2.14 Provisions**

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le Groupe doit faire face à une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource représentative d'avantages économiques. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

Les provisions pour litiges commerciaux consécutifs à des avaries survenues lors de l'exécution des prestations de transport et de logistique sont évaluées au cas par cas sur la base des réclamations reçues ou connues à la clôture de l'exercice.

## **2.15 Actions propres**

Les montants décaissés par le Groupe pour l'acquisition d'actions STEF-TFE (actions propres) sont présentés en déduction des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, les montants encaissés sont portés en augmentation des capitaux propres. En conséquence, les plus ou moins-values sur cessions d'actions propres sont directement comptabilisées en réserves.

## **2.16 Paiements en actions**

Les options de souscription d'actions attribuées à certains dirigeants de la société STEF-TFE font l'objet d'une évaluation en juste valeur à la date d'attribution. Cette évaluation, non modifiée par la suite, est comptabilisée en

charge linéairement au cours de la période nécessaire pour que l'attribution devienne définitive. Cette charge n'est révisée que si le nombre définitif d'attributaires est différent de celui qui avait été prévu lors de l'évaluation initiale de la charge.

La contrepartie de cette charge est constituée par des crédits dans les capitaux propres au poste réserves, de sorte que le montant global des capitaux propres n'est pas modifié.

## 2.17 Contrats de location

STEF-TFE utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs" et des "semi-remorques", du matériel naval et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est, notamment, le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location, dans des conditions suffisamment incitatives à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a, lors de sa mise en place, les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF-TFE procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

## 2.18 Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondants sont enregistrés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des créances et dettes qui font partie, en substance, des investissements nets dans les filiales étrangères et qui sont comptabilisés directement en autres éléments du résultat global.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères, dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro, sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

## 2.19 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Ils sont enregistrés lorsqu'il est probable que la contrepartie soit recouvrée et lorsque le degré d'accomplissement des prestations et les coûts associés peuvent être mesurés de façon fiable, quel que soit le type d'activité concernée.

Les produits des activités de transport sont reconnus lorsque la prestation est achevée.

Les produits des activités logistiques sont reconnus au fur et à mesure de l'exécution des prestations convenues.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public.



## 2.20 Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe :

- qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des produits et d'encourir des charges, y compris des produits et des charges liées à des transactions avec d'autres composantes du Groupe.
- dont le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par la Direction Générale en vue de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

## 2.21 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter, par nature, les charges opérationnelles au compte de résultat.

La charge de l'exercice au titre des régimes de retraite à prestations définies est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs, liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices.

Le résultat net de change, est présenté en produits financiers (gain net) ou en charges financières (perte nette).

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

En France, la création de la Contribution Économique Territoriale, (C.E.T.), introduite par la loi de finances pour 2010, n'a entraîné aucun changement de présentation dans le cadre de l'arrêté des comptes 2010. Comme la Taxe Professionnelle, à laquelle elle se substitue, la C.E.T. est comptabilisée à la rubrique « Impôts et taxes et versements assimilés » du résultat opérationnel.

## 2.22 Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore applicables

Un certain nombre de normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2010 ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2010, et n'ont pas été appliqués pour la préparation des états financiers consolidés. Le Groupe a commencé à évaluer les impacts éventuels de ses nouveaux textes sur ses états financiers. A ce stade de son analyse, il n'anticipe pas d'impacts significatifs.

## 2.23 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

**EBITDA :** cet indicateur est égal au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations y compris les pertes de valeur des éléments incorporels, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs.

**Endettement net :** cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.



## 3 Périmètre de consolidation

### 3.1 Évolution du périmètre

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION			
	Filiales	Entreprises associées	Total
<b>Nombre de sociétés au 31 décembre 2009 :</b>	<b>223</b>	<b>14</b>	<b>237</b>
- Absorptions et confusions de patrimoine au sein du Groupe	-6		
- SNC PIANA	1		
<b>Nombre de sociétés au 31 décembre 2010 :</b>	<b>218</b>	<b>14</b>	<b>232</b>

### 3.2 Changements intervenus en 2010

#### 3.2.1 Acquisitions, créations, cessions

Au cours de l'exercice, le groupe a :

- ✚ porté de 60,6% à 98,5% sa participation dans la société S.G.F. dont elle avait acquis le contrôle en 2009 et de 51% à 95% sa participation dans la filiale italienne SLF Sicilia.
- ✚ Créé la société SNC PIANA

#### 3.2.2 Opérations internes

Au cours de l'exercice le groupe a :

- ✚ procédé à des transmissions universelles de patrimoine des sociétés CryoLogistic S.A.S. à CryoLogis Développement puis cette dernière, ainsi que la société C.F.F. à STEF-TFE. La société SCI Vendargues Le Serpolet a été apportée à STEF-TFE TRANSPORT ;
- ✚ En Espagne, les SNC IMMOSTEF ALCALA et IMMOSTEF NEW TORREJON ont été apportées à la société IMMOSTEF LOS OLIVOS qui devient IMMOSTEF ESPANA;
- ✚ 12 sociétés à caractère immobilier encore détenues par des filiales ont été transférées à IMMOSTEF moyennant une augmentation du capital de cette dernière.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre figure en note 5.

### 3.3 Changements intervenus en 2009

#### 3.3.1 Acquisitions, créations, cessions

Au cours de l'exercice précédent, le groupe avait :

- ✚ acquis en tout début d'année la société D.P.F., renommée STEF COURCELLES. Cette société exploite une plateforme frigorifique en Belgique (voir note 3.4.2)
- ✚ pris une participation majoritaire dans la société S.G.F. qu'il détenait déjà à hauteur de 31,33%. Le Groupe détenait, dès lors, 60,56% du capital dans cette société, et 66,22% des droits de vote (voir note 3.4.2.)
- ✚ porté à 97,40% sa participation dans C.M.N. dont elle détenait déjà le contrôle
- ✚ cédé une participation d'une société (G.F.M.) sans activité opérationnelle.

### 3.3.2 Opérations internes

Au cours de l'exercice précédent le groupe avait :

- ✚ procédé à des transmissions universelles de patrimoine des sociétés IMMOTRANS 33 et B.V. Participations vers la société STEF-TFE TRANSPORT.
- ✚ continué à rationaliser l'organisation juridique de ses activités espagnoles: la société Prestalog a ainsi été absorbée par SDF Iberica et la société IMMOSTEF Iberica a été liquidée.

## 3.4 Regroupements d'entreprises

### 3.4.1 Exercice 2010

Aucun regroupement d'entreprises significatif n'est intervenu au cours de l'exercice 2010.

### 3.4.2 Exercice 2009 (Rappel)

Noms des entités acquises	Société des Gares Frigorifiques S.G.F.		D.P.F.	
Description	Entreposage et transport frigorifique		Plateforme logistique	
Localisation	Satigny (Suisse)		Courcelles (Belgique)	
Date d'acquisition	2 février 2009		18 janvier 2009	
Pourcentage d'instruments de capitaux propres acquis conférant droits de vote	33,28%		100,00%	
Détail des activités dont le Groupe a décidé de se séparer	Néant		Néant	
Emission d'instrument de capitaux propres	NON		NON	
	En milliers d'euros		En milliers d'euros	
Coût du regroupement	2807		770	
Montant des actifs acquis	645		267	
Goodwill	2162		503	
	du 01/01 au 31/12/09	depuis l'acquisition	du 01/01 au 31/12/09	depuis l'acquisition
Chiffre d'affaires	12 988	11 948	5 539	5 539
Résultat Opérationnel	1 172	1 086	(205)	(205)

## 3.5 Acquisition d'intérêts minoritaires

Le groupe STEF-TFE a porté sa participation au capital de la société S.G.F. de 60,5% à 98,5% au cours de l'exercice 2010 grâce à l'acquisition d'actions sur le marché. Le Groupe avait pris le contrôle de S.G.F. en 2009. Il a également augmenté sa participation dans la filiale italienne SLF Sicilia.

Conformément à IAS27 révisée, ces acquisitions ont été comptabilisées en contrepartie des capitaux propres pour un montant total de 1.621 milliers d'euros.

## 4 Notes explicatives sur les comptes

### 4.1 Information sectorielle

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zones géographiques. L'information sectorielle, fournie ci-dessous, résulte de l'organisation du Groupe et de son mode de « reporting » interne.

Il est rappelé que le Groupe identifie et présente, en application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », quatre secteurs opérationnels basés sur l'information transmise, en interne, à la Direction Générale qui est le principal décideur opérationnel du Groupe, les activités peu significatives étant regroupées dans un secteur « Autres ».

Ces quatre secteurs représentent les quatre principales activités du Groupe qui opère chacune de ses activités en France au travers de 2 entités distinctes, STEF pour la logistique et TFE pour le transport. Le développement international du Groupe se fait sous des bannières locales communes transport et logistique. L'activité maritime est, elle, très distincte.

Les investissements du secteur correspondent aux coûts encourus au cours de la période pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles autres que les écarts d'acquisition.

Les informations concernant les résultats des secteurs sont incluses dans les tableaux ci-après. La performance de chacun des secteurs présentés est évaluée par la direction générale sur la base de leur résultat opérationnel.

#### 4.1.1 Informations par secteurs

						Données
2010	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	consolidées
Chiffre d'affaires des activités	1 061 887	371 236	385 984	87 626	150 704	2 057 437
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>38 878</b>	<b>20 250</b>	<b>10 988</b>	<b>2 432</b>	<b>3 894</b>	<b>76 443</b>
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	389	7 946	(2 369)	(5 221)	3 429	4 174
<b>Résultat opérationnel des activités</b>	<b>39 267</b>	<b>28 196</b>	<b>8 619</b>	<b>(2 789)</b>	<b>7 323</b>	<b>80 616</b>
Charges financières nettes						(11 804)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(13 384)	(5 064)	(4 931)	690	434	(22 254)
Quote-part du résultat net des entreprises associées			61		969	1 030
<b>Bénéfice net des sociétés intégrées</b>						<b>47 588</b>
Actifs des activités	501 110	263 639	389 899	181 799	121 544	1 457 991
Actifs non affectés						-
<b>Total des actifs</b>						<b>1 457 991</b>
<i>dont écarts d'acquisition</i>	50 236	3 992	25 433	8 128	8 450	96 239
<i>dont actifs non courants détenus en vue de la vente</i>					715	715
<i>dont entreprises associées</i>	0	0	2 168	0	9 688	11 856
Passifs des activités	326 747	84 980	155 714	43 848	9 402	620 693
Passifs non affectés et capitaux propres						837 298
<b>Total des passifs</b>						<b>1 457 991</b>
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	25 326	22 210	14 638	10 421	5 249	77 843

						Données
2009	Transport	Logistique	International	Maritime	Autres	consolidées
Chiffre d'affaires des activités	1 041 903	360 644	367 786	87 791	125 841	1 983 965
<b>Résultat d'exploitation courant</b>	<b>30 121</b>	<b>21 041</b>	<b>4 942</b>	<b>4 495</b>	<b>3 805</b>	<b>64 404</b>
<i>Autres charges et produits opérationnels</i>	5 697	819	(5 708)	9 690	297	10 795
<b>Résultat opérationnel des activités</b>	<b>35 818</b>	<b>21 860</b>	<b>(766)</b>	<b>14 185</b>	<b>4 102</b>	<b>75 199</b>
Charges financières nettes						(13 843)
Charges d'impôt sur les bénéfices	(13 608)	(6 645)	(2 992)	1 091	3 879	(18 275)
Quote-part du résultat net des entreprises associées			44		357	401
<b>Bénéfice net des sociétés intégrées</b>						<b>43 482</b>
Actifs des activités	529 393	272 735	376 971	115 479	104 229	1 398 807
Actifs non affectés						-
<b>Total des actifs</b>						<b>1 398 807</b>
<i>dont écarts d'acquisition</i>	50 904	1 792	25 437	8 128	10 650	96 911
<i>dont actifs non courants détenus en vue de la vente</i>					973	973
<i>dont entreprises associées</i>			2 047		9 709	11 756
Passifs des activités	315 051	118 934	137 890	20 293	36 065	628 233
Passifs non affectés et capitaux propres						770 574
<b>Total des passifs</b>						<b>1 398 807</b>
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	25 456	20 065	14 386	10 211	8 194	78 312

Les activités regroupées sous le secteur « Autres » correspondent à l'activité de la holding et à des activités peu significatives (telles que le négoce de vin et les prestations informatiques à destination des clients). Sont également affectés à ce secteur les actifs non courants détenus en vue de la vente.

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du Groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

Le résultat opérationnel du secteur « International » comprenait, en 2009, une dépréciation de l'écart d'acquisition de la société Cavalieri pour 6.525 milliers d'euros. En 2010, il enregistre une dépréciation de 2.630 milliers d'euros d'éléments incorporels divers en Italie.

Le résultat opérationnel du secteur « Maritime » comprenait, en 2009, un produit de 9 734 milliers d'euros consécutif à l'acquisition d'intérêts minoritaires dans la CMN. Il enregistre, en 2010 les frais de la structuration du financement du navire en cours de construction (voir note 4.5).

Le résultat opérationnel du secteur « Autres » inclut, en 2010, des plus-values immobilières pour 11,6 millions d'euros (1,8 millions d'euros en 2009).

#### 4.1.2 Informations par zones géographiques

	France	Autres régions	Données consolidées
<b>2010</b>			
Chiffre d'affaires	1 571 183	486 254	2 057 437
Actifs non courants des zones	752 598	171 981	924 579
<b>2009</b>			
Chiffre d'affaires	1 512 194	471 771	1 983 965
Actifs non courants des zones	625 390	232 996	858 386

#### 4.2 Consommations en provenance des tiers

	2010	2009
Achats hors énergie	161 581	135 113
Achats de gazole et autres carburants	114 095	95 955
Achats d'autres énergies	32 306	32 756
Sous-traitance	597 466	577 761
Loyers et charges locatives	75 466	79 220
Entretien et maintenance	60 501	62 972
Personnels externes et rémunérations d'intermédiaires	116 628	103 084
Assurances et avaries	46 255	45 703
Services extérieurs et divers	33 590	33 765
<b>Total :</b>	<b>1 237 888</b>	<b>1 169 480</b>

Le poste sous-traitance comprend principalement les charges d'affrètement et de traction liées aux activités de transports.

#### 4.3 Charges de personnel

	2010	2009
Salaires et rémunérations	422 296	425 749
Charges sociales	179 222	178 412
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	2 335	2 432
Paiements fondés sur des actions	-	-
Intéressement et Participation des salariés	18 685	17 241
<b>Total :</b>	<b>622 538</b>	<b>623 834</b>

Les charges sociales incluent les versements dans le cadre des plans de retraite à cotisations définies ainsi que, en 2010, la variation des provisions pour charges de retraites pour 1.175 milliers d'euros (en 2009, cette variation figure au poste variation des provisions ci-dessous pour 1.487 milliers d'euros). Les charges nettes d'indemnités de départ à la retraite sont analysées en note 4.21.

## 4.4 Dotations (reprises) nettes aux dépréciations et provisions

	<b>2 010</b>	<b>2 009</b>
Dépréciation des stocks	-	85
Dépréciation des créances clients	-	1 467
Dépréciation d'autres actifs financiers	-	590
Dépréciation d'actifs corporels et incorporels	-	235
Mouvements nets sur provisions	2 204	297
<b>Total :</b>	<b>- 173</b>	<b>671</b>

Les mouvements de provisions sont analysés en note 4.22.

## 4.5 Autres produits et charges opérationnels

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Badwill d'acquisition des intérêts minoritaires CMN		9 734
Récupération RSI/ORGANIC antérieurs		4 688
Plus-value de cessions immobilières	11 607	1 770
Dépréciation de Goodwills (Cavaliere en 2009 ; Tradimar Sète en 2010)	(668)	(6 525)
Dépréciation d'autres éléments incorporels	(2 630)	
Dépréciation d'un logiciel (Voyager)	(964)	
Plus-values de cession d'autres immobilisations corporelles (véhicules et autres)	753	1 146
Commission de montage financement navire	(4 443)	
Profit de cession de société (GFM)		146
Indemnités d'assurances (incendie Feyzin)	209	
Mise au rebut et plus et moins-values sur matériels divers	309	(164)
<b>Montant net</b>	<b>4 173</b>	<b>10 795</b>

En 2010, les plus-values immobilières concernent des terrains et immeubles sis à St Etienne, Avranches, Perpignan, Celles sur Belle, une partie de St Jean de Braye et une opération concernant un immeuble de bureau en région parisienne, en 2009 des terrains en province.

## 4.6 Produits et charges financiers

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits nets perçus des actifs disponibles à la vente	445	83
Dividendes perçus des actifs disponibles à la vente	16	99
Gain de change net	739	25
<b>Charges financières</b>		
Charges d'intérêts sur passifs financiers au coût amorti	(13 217)	(13 219)
Perte de change nette		
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le résultat	234	(447)
Part inefficace des instruments qualifiés de couverture	(21)	(384)
<b>Charges financières nettes</b>	<b>(11 804)</b>	<b>(13 843)</b>

L'amélioration de la charge financière nette, en dépit d'une hausse de l'endettement, provient d'une baisse significative des taux, de variations de juste valeur positives pour les instruments dérivés qualifiés de spéculatifs et d'un profit de change provenant pour l'essentiel de la revalorisation de la livre sterling. La dette du groupe est en majeure partie à taux variable (voir note 4.24).

## 4.7 Charge d'impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Charge d'impôt courant		
- au titre de l'exercice	22 287	26 027
- au titre des exercices précédents		
Sous-total charge d'impôt courant	<u>22 287</u>	<u>26 027</u>
Charge d'impôt différé		
- liée aux différences temporaires	(1 443)	(7 967)
- impôts différés activés sur déficits étrangers	1 237	92
- liée aux reports déficitaires	173	123
Sous-total charge d'impôt différé	<u>(33)</u>	<u>(7 752)</u>
<b>Total charge d'impôt sur les bénéfices</b>	<b><u>22 254</u></b>	<b><u>18 275</u></b>

Analyse de la différence entre la charge théorique d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Bénéfice avant impôt	<u>68 812</u>	<u>61 356</u>
Eléments non soumis	1 386	(3 209)
Eléments soumis comptabilisés en résultat global	736	
Bénéfices soumis à la taxe au tonnage (activités maritimes)	(2 302)	(4 687)
Bases soumises à l'impôt	<u>68 632</u>	<u>53 460</u>
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	34,43% 23 630	34,43% 18 406
(Des)Activation de déficits reportables	(119)	123
Différentiels de taux (sociétés non intégrées fiscalement et étranger)	(191)	(167)
Effet du traitement fiscal des sociétés italiennes	1 538	
Effet du régime spécifique du maritime	(876)	(7)
Impositions non assises sur le résultat	(489)	
Effets de la fiscalité du navire	(2 555)	
Effet des différences permanentes	1 461	
Autres effets d'impôt	(145)	(80)
<b>Impôt effectif</b>	<b><u>22 254</u></b>	<b><u>18 275</u></b>
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>32,34%</b>	<b>29,79%</b>

## 4.8 EBITDA

	<b>31-déc-10</b>	<b>31-déc-09</b>
Bénéfice opérationnel	80 616	75 199
Dotations nettes aux amortissements	77 843	78 312
Reprises nettes sur dépréciations et provisions	(173)	671
Badwill CMN		(9 734)
Pertes de valeur d'éléments incorporels	4 262	6 525
<b>Total EBITDA</b>	<b>162 548</b>	<b>150 973</b>

## 4.9 Écarts d'acquisition

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> janvier	96 911	100 568
Acquisition de filiales		2 665
Écarts d'acquisition précédemment liés aux entreprises associées		170
Variation des taux de change	- 4	
Cessions et régularisations		33
Dépréciations	- 668	- 6 525
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>96 239</b>	<b>96 911</b>

La dépréciation constatée en 2010 concerne l'écart d'acquisition de la filiale Transports Frigorifiques de Sète à la suite de la cession d'une partie substantielle de sa clientèle. La dépréciation est affectée au secteur Transport France.

La ligne « acquisition de filiales » concerne, en 2009, l'écart d'acquisition de D.P.F. (STEF Courcelles) et de S.G.F. La dépréciation de 6.525 milliers d'euros concerne la société Cavalieri et correspond à la perte de valeur de la société.

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2010, conformément à la méthodologie décrite en note 2.7. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) qui correspondent aux quatre secteurs opérationnels du Groupe.

Les valeurs d'utilité des UGT, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>International</u>	<u>Maritime</u>
- Taux d'actualisation	6,7%	6,7%	6,7%	6,7%
- Taux de croissance à long terme	1,5%	2,3%	2,5%	3,0%

Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux tient compte de l'effet d'impôt.

Les hypothèses utilisées en 2009 étaient de 7,5 % pour le taux d'actualisation (après impôt) et identiques à celles utilisées en 2010 pour ce qui concerne les taux de croissance à long terme des unités génératrices de trésorerie.

Pour ce qui concerne l'UGT Maritime, les flux de trésorerie futurs ont été estimés sur la durée résiduelle de la convention de délégation de service public dans le cadre de laquelle la filiale CMN opère (soit 3 ans) tandis que la valeur terminale de l'UGT a été déterminée à partir de la valeur vénale estimée, à dire d'experts, des navires.

### Informations requises par IAS 36 § 134

	<b>Transport</b>	<b>Logistique</b>	<b>International</b>	<b>Maritime</b>	<b>Autres</b>	<b>Total</b>
Écarts d'acquisition et actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée	62 912	6 880	25 727	8 873	12 896	117 288

### Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous indique, pour chacune des unités génératrices de trésorerie, la marge des tests correspond à la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable résultant d'une part d'une variation des taux de croissance (baisse d'1pt), d'autre part d'une variation du taux d'actualisation (hausse d'1pt).

Hypothèses retenues :

- Les taux de croissance normatifs varient de		à	
Transport	1,5%		0,5%
Logistique	2,3%		1,3%
Maritime	3,0%		2,0%
International	2,5%		1,5%

- Le taux d'actualisation (WACC) varie de 6,70% à 7,70%

Résultat des tests :

31/12/2010	marge de résistance à la variation des taux	
	de croissance (baisse de 1pt)	d'actualisation (hausse de 1pt)
Logistique	127	117
Transport	544	519
Maritime *	105	105
STEF-TFE International	99	88
<b>TOTAL</b>	<b>874</b>	<b>829</b>

\* Comparé à la valeur nette de dette des navires

Le taux d'actualisation qui conduirait à des valeurs recouvrables égales aux valeurs nettes comptable se situe à 15,65%.

## 4.10 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>65 181</b>	<b>17 439</b>	<b>82 620</b>
Acquisitions	5 980	1 349	7 329
Autres variations	3 730	506	4 236
Cessions et mises au rebut	( 235 )	( 34 )	( 269 )
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>74 656</b>	<b>19 260</b>	<b>93 916</b>
Acquisitions	6 489	817	7 306
Autres variations	1 562	( 1 234 )	328
Cessions et mises au rebut	( 223 )	( 37 )	( 260 )
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>82 484</b>	<b>18 806</b>	<b>101 290</b>
Amortissements et dépréciations	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>54 575</b>	<b>7 349</b>	<b>61 924</b>
Dotations	5 983	139	6 122
Autres mouvements	2 943	926	3 869
Reprises et cessions	( 696 )	( 974 )	( 1 670 )
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>62 805</b>	<b>7 440</b>	<b>70 245</b>
Dotations	7 273	3 013	10 286
Autres mouvements	43	( 148 )	( 105 )
Reprises et cessions	( 185 )		( 185 )
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>69 936</b>	<b>10 305</b>	<b>80 241</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2009</b>	<b>11 851</b>	<b>11 820</b>	<b>23 671</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2010</b>	<b>12 548</b>	<b>8 501</b>	<b>21 049</b>



## 4.11 Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>720 854</b>	<b>76 096</b>	<b>200 231</b>	<b>343 272</b>	<b>1 340 453</b>
Acquisitions	81 117	5 086	22 926	28 899	138 028
Mouvements de périmètre	19 877	688		7 660	28 225
Cessions et mises au rebut	( 27 268 )	( 8 110 )	-	( 26 147 )	( 61 525 )
Autres variations	( 2 337 )	11 227	-	( 6 272 )	2 618
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>792 243</b>	<b>84 987</b>	<b>223 157</b>	<b>347 412</b>	<b>1 447 799</b>
Acquisitions	38 620	1 926	75 037	33 133	148 716
Mouvements de périmètre					-
Cessions et mises au rebut	( 25 655 )	( 5 607 )	-	( 17 749 )	( 49 011 )
Autres variations	2 158	1 104	-	1 528	4 790
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>807 366</b>	<b>82 410</b>	<b>298 194</b>	<b>364 324</b>	<b>1 552 294</b>

Amortissements et dépréciations	Terrains et constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
<b>Au 1er janvier 2009</b>	<b>270 336</b>	<b>58 964</b>	<b>136 392</b>	<b>224 701</b>	<b>690 393</b>
Augmentations	25 622	7 988	8 921	30 274	72 805
Mouvements de périmètre	10 907	484		6 598	17 989
Cessions et mises au rebut	( 13 443 )	( 5 541 )		( 21 362 )	( 40 346 )
Autres variations	2 111	9 600		( 10 325 )	1 386
<b>Au 31 décembre 2009</b>	<b>295 533</b>	<b>71 495</b>	<b>145 313</b>	<b>229 886</b>	<b>742 227</b>
Augmentations	26 460	5 522	9 812	29 158	70 952
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
Cessions et mises au rebut	( 10 284 )	( 4 533 )	-	( 15 400 )	( 30 217 )
Autres variations	2 959	441	( 135 )	155	3 420
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>314 668</b>	<b>72 925</b>	<b>154 990</b>	<b>243 799</b>	<b>786 382</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2009</b>	<b>496 710</b>	<b>13 492</b>	<b>77 844</b>	<b>117 526</b>	<b>705 572</b>
- des actifs non courants détenus en vue de la vente	( 973 )				( 973 )
<b>- des actifs non courants</b>	<b>495 737</b>	<b>13 492</b>	<b>77 844</b>	<b>117 526</b>	<b>704 599</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2010</b>	<b>492 698</b>	<b>9 485</b>	<b>143 204</b>	<b>120 525</b>	<b>765 912</b>
- des actifs non courants détenus en vue de la vente	( 715 )				( 715 )
<b>- des actifs non courants</b>	<b>491 983</b>	<b>9 485</b>	<b>143 204</b>	<b>120 525</b>	<b>765 197</b>

Au 31 décembre 2010, la rubrique « Valeur des actifs non courants détenus en vue de la vente » comprend un bâtiment situé dans la banlieue d'Orléans. Au 31 décembre 2009, elle comprenait ce même bâtiment dont une partie a été cédée courant 2010.

Les mouvements de périmètre, en 2009, correspondent aux immobilisations provenant de l'acquisition des sociétés SGF et STEF Courcelles.

Le montant des coûts d'emprunts comptabilisés, en 2010, en application d'IAS 23 révisé, dans le coût d'acquisition du navire en construction s'élève à 519 milliers d'euros (175 milliers d'euros en 2009). Le taux de capitalisation utilisé pour en déterminer le montant est celui utilisé par le Groupe pour répercuter aux filiales la rémunération des dettes. Il correspond approximativement au taux moyen d'endettement du Groupe.

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le Groupe, par le biais de contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31-déc.-10	31-déc.-09
- Véhicules	5 863	6 163
- Installations techniques	9 776	18 873
- Plateformes et entrepôts	136 684	137 917
- Terrains attachés	39 150	39 218
<b>Total :</b>	<b>191 473</b>	<b>202 171</b>

Par ailleurs, les valeurs nettes comptables ci-dessus incluent des immobilisations en cours pour un montant de 129 980 milliers d'euros (contre 47 848 milliers d'euros au 31 décembre 2009). Ce montant comprend notamment le coût de revient d'un navire en construction pour environ 113 millions d'euros (38 millions au 31 décembre 2009). L'acquisition de ce navire est assortie de mesures fiscales d'incitation à l'investissement qui seront reconnues lors de la livraison du navire prévue mi-2011.

Les commandes fermes d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2010, non encore exécutées, s'élèvent à 46.718 milliers d'euros dont 37 millions d'euros pour le navire (contre 130.117 milliers d'euros au 31 décembre 2009).

## 4.12 Actifs financiers non courants

	2010	2009
Participations non consolidées	3 866	1 599
Prêts et créances	12 818	11 854
Autres actifs financiers non courants	124	65
<b>Total :</b>	<b>16 808</b>	<b>13 518</b>

Les prêts et créances comprennent principalement les prêts versés dans le cadre de la participation à l'effort de construction (10.221 milliers d'euros en 2010, 8.408 milliers d'euros en 2009). Les autres actifs financiers non courants sont constitués de dépôts divers et de prêts au personnel.

## 4.13 Entreprises associées

Les sociétés, dans lesquelles le Groupe détient des participations mises en équivalence, sont citées au paragraphe 5. Les données issues des états financiers des sociétés dont les titres sont mis en équivalence sont les suivantes :

2010	part du groupe	Total chiffre d'affaires	Total des actifs	Total des passifs	Actif net de la société	Valeur de mise en équivalence	Résultat net	Quote part résultat
FROIDCOMBI	25,50%	9 847	3 061	1 839	1 222	312	( 60 )	( 15 )
TRANSCOSATAL FINANCES	34,34%	59 547	7 897	-	7 897	2 449	870	299
MESSAGERIES LAITIÈRES	38,69%	45 452	29 503	14 004	15 499	6 746	1 810	700
SDR SUD	20,00%	2 265	2 702	855	1 847	369	( 138 )	( 28 )
BRIGANTINE DE NAVIGATION (1)	100,00%	-	24	4	20	20	( 36 )	( 36 )
TOMSA	32,00%	15 082	7 853	5 469	2 384	1 109	317	101
LOGIREST ESP (2)	40,00%	32 807	8 744	8 808	( 64 )	( 26 )	( 64 )	( 26 )
OLANO CAUDETTE	20,00%	2 670	1 341	-	1 341	689	64	13
TOMSA MADRID (2)	32,00%	-	167	( 5 )	172	( 6 )	-	-
STEFOWER TUNISIE	49,00%	245	213	-	213	161	43	21
<b>TOTAL</b>		<b>167 915</b>	<b>61 505</b>	<b>30 974</b>	<b>30 531</b>	<b>11 824</b>	<b>2 806</b>	<b>1 030</b>

(1) sociétés sans activité ou en cours de liquidation

(2) la quote part négative des titres de mis en équivalence est portée au passif du bilan dans le poste "provisions non courantes"

## 4.14 Actifs et passifs d'impôt différé

Les principales natures ou origines d'impôt différé, ainsi que leurs variations au cours de l'exercice sont les suivantes (après compensation des actifs et passifs au sein de chacune des entités fiscales concernées) :

2010	1er janvier 2010	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2010
<b>Actifs d'impôt différé</b>					
FRANCE et autres	1 846	( 210 )			1 636
Italie	3 337	( 1 036 )	108	55	2 464
Espagne	1 693	( 164 )	1		1 530
Différences temporaires	1 055	( 150 )	4 514		5 419
Prêts construction		( 5 )	1 812		1 807
Juste valeur des instruments de couverture		7	114	236	357
Autres		73	144		217
<b>Total actifs d'impôt différé</b>	<b>7 931</b>	<b>( 1 485 )</b>	<b>6 693</b>	<b>291</b>	<b>13 430</b>
<b>Passifs d'impôt différé</b>					
Différences temporaires	4 519		( 4 519 )		-
Amortissements dérogatoires	( 9 746 )	( 1 673 )	( 27 )		( 11 446 )
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corporelles	( 550 )	519			( 31 )
Immobilisations corporelles en location- financement	( 22 282 )	573			( 21 709 )
Amortissement de navires	( 3 278 )	1 165			( 2 113 )
Instruments dérivés	114		( 114 )		0
Réévaluation d'immobilisations	( 4 511 )	402			( 4 109 )
Opérations sur actions propres	( 165 )	( 565 )			( 730 )
OBSAAR	( 1 242 )	344			( 898 )
Impôt de fusion	( 648 )	361			( 287 )
Prêts construction	1 812		( 1 812 )		-
Ecarts de conversion	( 3 )	252		( 252 )	( 3 )
Autres	( 921 )	74			( 847 )
Sous-Total	( 36 902 )	1 452	( 6 472 )	( 252 )	( 42 174 )
Mouvements de périmètre	-				-
<b>Total passifs d'impôt différé</b>	<b>( 36 902 )</b>	<b>1 452</b>	<b>( 6 472 )</b>	<b>( 252 )</b>	<b>( 42 174 )</b>
Imposition différée des actifs cédés	( 335 )	128			( 207 )
<b>Impact net</b>	<b>( 28 971 )</b>	<b>( 33 )</b>	<b>221</b>	<b>39</b>	<b>( 28 744 )</b>

2009	1er janvier 2009	Variations au compte de résultat	Autres variations	Variations du résultat net global	31 décembre 2009
<b>Actifs d'impôt différé</b>					
FRANCE et autres	1 881	( 35 )	-	-	1 846
Italie	1 533	388	1 323	93	3 337
Espagne	3 075	( 237 )	( 90 )	-	2 748
<b>Total actifs d'impôt différé</b>	<b>6 489</b>	<b>116</b>	<b>1 233</b>	<b>93</b>	<b>7 931</b>
<b>Passifs d'impôt différé</b>					
Différences temporaires	5 887	( 1 373 )	5	-	4 519
Amortissements dérogatoires	( 8 542 )	( 1 204 )	-	-	( 9 746 )
Différentiel d'amortissement d'immobilisations corporelles	( 1 411 )	861	-	-	( 550 )
Immobilisations corporelles en location- financement	( 20 612 )	48	( 1 718 )	-	( 22 282 )
Amortissement de navires	( 4 497 )	1 218	1	-	( 3 278 )
Instruments dérivés	( 23 )	23	-	114	114
Réévaluation d'immobilisations	( 6 698 )	2 162	25	-	( 4 511 )
Opérations sur actions propres	( 2 067 )	1 902	-	-	( 165 )
OBSAAR	( 1 643 )	401	-	-	( 1 242 )
Impôt de fusion	( 1 344 )	-	696	-	( 648 )
Autres	55	238	666	( 71 )	888
Sous-Total	( 40 896 )	4 276	( 325 )	43	( 36 902 )
Mouvements de périmètre	-	-	-	-	-
<b>Total passifs d'impôt différé</b>	<b>( 40 896 )</b>	<b>4 276</b>	<b>( 325 )</b>	<b>43</b>	<b>( 36 902 )</b>
Imposition différée des actifs cédés	( 3 360 )	3 360	( 335 )	-	( 335 )
<b>Impact net en résultat</b>	<b>( 34 407 )</b>	<b>7 752</b>	<b>573</b>	<b>136</b>	<b>( 28 971 )</b>

Les autres variations consistent en des reclassements par nature qui sont sans impact sur le résultat ou aux impôts différés nés d'éléments comptabilisés dans les capitaux propres.

Le Groupe n'a pas constaté au 31 décembre 2010 de nouveaux actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables de certaines de ses filiales à l'étranger. Les actifs d'impôts différés en Italie ont été dépréciés de 1.036 milliers d'euros.

L'ensemble des impôts différés activés, au titre des pertes reportables, s'élève en net et toutes sociétés confondues, à fin 2010, à 5.189 milliers d'euros (6.484 milliers d'euros à fin 2009).

Le Groupe estime que, sur la base des plans d'actions engagés localement et des prévisions de résultat qui en découlent et qui ont été établies sur la base d'hypothèses prudentes, les filiales porteuses de ces actifs disposeront dans un avenir prévisible de bénéfices imposables suffisants sur lesquels les actifs d'impôts différés reconnus pourront s'imputer.

## 4.15 Stocks

	2010	2009
Pièces détachées, combustibles	13 466	14 803
Stocks d'en-cours	1 170	1 212
Marchandises	7 932	6 535
<b>Total</b>	<b>22 568</b>	<b>22 550</b>
Dépréciations	(30)	(115)
<b>Coût net des stocks</b>	<b>22 538</b>	<b>22 435</b>

Les stocks de marchandises résultent des activités de négoce pour le compte de certaines enseignes de la restauration et des activités maritimes.

## 4.16 Clients

	2010	2009
Montant brut des créances clients	356 622	347 300
Dépréciations	(10 870)	(12 336)
<b>Net</b>	<b><u>345 752</u></b>	<b><u>334 964</u></b>

Les mouvements de dépréciations des créances clients, constatés en résultat en 2010 et 2009, sont mentionnés en note 4.4.

Il n'y a pas de clients importants au sens d'IFRS 8.

## 4.17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2010	2009
Soldes en banque	45 306	41 930
Caisses	43	68
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b><u>45 349</u></b>	<b><u>41 998</u></b>

## 4.18 Capitaux propres

Le nombre d'actions composant le capital social est de 13.515.649 actions de valeur nominale de 1€ au 31 décembre 2010 ; inchangé par rapport au 31 décembre 2009.

En ce qui concerne l'exercice des options d'achat d'actions en 2010, 18.625 options sur les 36.115 restantes de la dernière tranche du plan de 2003 ont été exercées au prix de 16,28 euros par actions. Les actions correspondantes ont été prélevées sur les actions d'autocontrôle. En 2009, 43 018 options de la première tranche du plan 2 de 2001 avaient été exercées au prix de 13,73 euros par option, et 16 373 options de la deuxième tranche au prix de 16,28 euros par action soit un montant total 857.189,58 euros. Les actions correspondantes avaient été prélevées sur les actions d'autocontrôle.

Le conseil d'administration réuni le 23 mars 2011 a fixé à 1,25 euro par action le dividende à verser au titre de l'exercice 2010 (1,05 euro au titre de l'exercice 2009). Ce dividende n'est pas comptabilisé dans les états financiers consolidés 2010 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'Assemblée Générale des actionnaires.

## 4.19 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF-TFE par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte (i) des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options, (ii) des actions propres acquises par le Groupe qui sont déduites et (iii) des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat.

Les seuls instruments de capitaux propres émis par le Groupe, à effet potentiellement dilutif, sont des options de souscription et d'achat d'action ainsi que des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (BSAAR - voir note 4.20). Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces instruments

Le rapprochement entre les actions existantes au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	exercice 2010	exercice 2009
Nombre d'actions de capital au 1er janvier	13 515 649	13 515 649
- émission d'actions à la suite de l'exercice d'options de souscription	-	-
- annulation d'actions à la suite de réduction de capital	-	-
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	13 515 649	13 515 649
Pondération des mouvements de l'exercice (b)		
Nombre d'actions propres détenues au 1er janvier	607 209	609 121
Achat d'actions au cours de la période	10 731	57 479
- remise d'actions propres à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions et d'annulation d'actions	(18 625)	(59 391)
Nombre d'actions d'actions propres à fin de période (c)	599 315	607 209
Pondération des mouvements de l'exercice (d)	(219)	943
Nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) + (b) - (c) - (d)	12 916 553	12 907 497
Nombre d'options de souscription ou d'achat d'actions	922 466	941 091
Pondération	(917 142)	(905 457)
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué	12 921 877	12 943 131
<b>Résultat par action en Euro (part du Groupe) :</b>		
- Non dilué :	3,66	3,05
- Dilué :	3,66	3,04

## 4.20 Dettes financières

	31 décembre 2010	31 décembre 2009
<b>Dettes financières non courantes</b>		
- Emprunt obligataire OBSAAR	97 391	96 392
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	145 050	130 907
Dettes liées à des locations financement	96 515	95 206
Autres dettes financières diverses	607	-
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2 440	2 022
<b>Total des dettes non courantes</b>	<b>342 003</b>	<b>324 527</b>
<b>Dettes financières courantes</b>		
Part à moins d'un an des:		
- emprunts bancaires et de lignes de crédit spot	121 957	61 595
- dettes liées à des locations financement	11 718	15 944
- dettes financières diverses		491
Intérêts courus non échus	1 086	1 160
Juste valeur des instruments financiers dérivés	213	
Découverts bancaires et crédits à court terme	34 250	60 872
<b>Total des dettes courantes</b>	<b>169 224</b>	<b>140 062</b>
<b>Total des dettes financières</b>	<b>511 227</b>	<b>464 589</b>

En juillet 2008, STEF-TFE avait procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 100 M€ représenté par 452.488 obligations à bons de souscription et/ou d'actions remboursables (OBSAAR), 2 bons (BSAAR) étant attachés à chaque obligation. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 98% par un groupe de banques françaises, le solde par le public. Les banques ont cédé la totalité des BSAAR attachés aux obligations qu'elles ont souscrites à certains actionnaires de la société ainsi qu'à une centaine de cadres du Groupe.

Les obligations ont été admises dès leur émission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Elles sont remboursables in fine le 22 juillet 2013 et portent un intérêt annuel calculé au taux Euribor 3 mois-0,23%. STEF-TFE dispose du droit de procéder à tout moment, partiellement ou en totalité, au remboursement anticipé des obligations au pair majoré des intérêts dus au titre de la dernière période d'intérêt échue. Les porteurs d'obligations disposent du droit de demander le remboursement anticipé des obligations en cas de changement de contrôle de la société ou dans certains cas d'exigibilité anticipée, notamment le non respect de certains ratios financiers.

Chaque BSAAR donnera droit à son porteur de souscrire une action nouvelle ou d'acquérir une action existante STEF-TFE au prix de 51,20 euro. Les bons sont cessibles depuis le 21 juillet 2010 et sont exerçables depuis cette date jusqu'au 20 juillet 2015. Ils sont remboursables au seul gré de STEF-TFE, au prix unitaire de 0,01 euro, à compter du 22 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2015, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 71,69 euros. Les porteurs de bons pourront toutefois éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAAR avant la date fixée pour le remboursement.

Le produit net d'émission s'est élevé à 98,8 millions d'euros. Les composantes de dette et de capitaux propres ont été évaluées respectivement à 95,2 millions d'euros et 3,6 millions d'euros, selon les modalités décrites en note 2.11.

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009 :

<b>2010</b>	Total	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunt obligataire (OBSAAR)	97 391		97 391	
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits	267 007	121 957	89 395	55 655
Location financement	108 233	11 718	47 131	49 384
Autres crédits à court terme	-			
Découverts bancaires	34 250	34 250		
Dettes financières diverses	4 346	1 299	84	2 963
	<b>511 227</b>	<b>169 224</b>	<b>234 001</b>	<b>108 002</b>

<b>2009</b>	Total	Moins d'un an	Échéances Échéances Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunt obligataire (OBSAAR)	96 392		96 392	
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédits	192 502	61 595	95 471	35 436
Location financement	111 150	15 944	44 424	50 782
Autres crédits à court terme	-			
Découverts bancaires	60 872	60 872		
Dettes financières diverses	3 673	1 651	1 575	447
	<b>464 589</b>	<b>140 062</b>	<b>237 862</b>	<b>86 665</b>

L'exposition du Groupe aux risques de change, de taux et de liquidité du fait de son endettement financier sont analysés en note 4.24:

## 4.21 Avantages au personnel

Informations relatives aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite :

Les montants nets comptabilisés au bilan s'analysent comme suit :

	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Indemnités de départ à la retraite	5 383	4 691
- Sociétés couvertes par une assurance (passifnet)	2736	1789
- Filiales Italiennes	2411	2584
- Autres filiales	236	318
Médailles du travail	7 821	7 222
<b>Total</b>	<b>13 204</b>	<b>11 913</b>

Informations relatives aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite :

	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Dette actuarielle (n'ayant pas fait l'objet d'une couverture d'assurance)	2 647	2 833
Dette actuarielle (ayant fait l'objet d'une couverture d'assurance)	32 258	29 083
Juste valeur des fonds cantonnés auprès des compagnies d'assurance	(25 764)	(24 434)
Montant net	9 141	7 482
Ecarts actuariels non reconnus	(3 758)	(2 791)
<b>Montant net comptabilisé au bilan</b>	<b>5 383</b>	<b>4 691</b>

Variation des montants nets comptabilisés au bilan :

	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Montant au 1 <sup>er</sup> janvier	4691	3644
Charge de l'exercice (voir ci-dessous)	2 335	2 432
Regroupement d'entreprises	(2)	89
(Prime versée) / remboursement reçu des compagnies d'assurance	81	38
Prestations payées	(1 722)	(1 512)
<b>Montant au 31 décembre</b>	<b>5 383</b>	<b>4 691</b>

Détail de la charge de l'exercice :

	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Droits acquis au cours de l'exercice	1833	1717
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	1458	1405
Rendement prévu des fonds cantonnés	(987)	(719)
Amortissement des écarts actuariels	31	29
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>2 335</b>	<b>2 432</b>

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Les fonds cantonnés, gérés en euros, sont déposés auprès d'investisseurs institutionnels en France. Ils bénéficient de la garantie en capital et, pour l'essentiel, d'une garantie de rendement minimal. Les fonds recherchent principalement la sécurité et la régularité (capital garanti) ou offrent pour une partie mineure une diversification permettant d'optimiser la performance.

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

	<b>31 décembre 2010</b>	<b>31 décembre 2009</b>
Taux d'actualisation	4,00%	4,75%
Taux prévu d'augmentation des salaires	3 ou 3,5 %	3 ou 3,5 %
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	4,00%	3%
Age de départ à la retraite	De 56 à 62 ans	De 56 à 62 ans
Table de mortalité	TGH 05 et TGF 05	TGH 05 et TGF 05

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu, comme hypothèse, que les salariés quittent le Groupe sur la base d'une demande de départ volontaire. Par conséquent, les indemnités qui leur sont versées sont assujetties à charges sociales conformément à la loi Fillon de 2003 et aux lois ultérieures de financement de la sécurité sociale.



Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation variant de 0,25% par rapport au taux ci-dessus. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2,6% ou à une augmentation de 2,7% selon le sens de la variation du taux d'actualisation.

La comparaison des engagements actuariels au cours des quatre derniers exercices s'établit comme suit :

	2007	2008	2009	2010
Coût des services rendus	1 426	1 596	1 717	1 833
Résultat financier net	- 44	242	686	471
Amortissement des écarts actuariels	16	53	29	31
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>1 398</b>	<b>1 891</b>	<b>2 432</b>	<b>2 335</b>
Engagement à la clôture	29 721	29 362	31 916	34 905
Juste valeur des actifs cantonnés	23 432	24 252	24 434	25 764
Différence (engagement total net)	6 289	5 110	7 482	9 141
Écarts actuariels différés	2 309	1 466	2 791	3 758
<b>Montant net au bilan (actif)</b>	<b>3 980</b>	<b>3 644</b>	<b>4 691</b>	<b>5 383</b>

La réconciliation entre la valeur des actifs de couverture, à l'ouverture et à la clôture des derniers exercices, est présentée ci-dessous :

<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre 2007</b>	<b>23 432</b>
Rendement financier prévu pour 2008	1 109
Ecart actuariel sur rendement financier	(279)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(10)
<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre 2008</b>	<b>24 252</b>
Rendement financier prévu pour 2009	719
Ecart actuariel sur rendement financier	(499)
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(38)
<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre 2009</b>	<b>24 434</b>
Rendement financier prévu pour 2010	987
Ecart actuariel sur rendement financier	424
Remboursements sur prestations reçus des fonds	(81)
<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre 2010</b>	<b>25 764</b>

L'évolution des écarts actuariels, sur l'exercice 2010, s'analyse comme suit :

<b>Écarts actuariels à la clôture du 31 décembre 2009</b>	<b>2 791</b>
Ecart actuariel sur les hypothèses	2 436
Ecart d'expérience en 2010	(1 161)
Ecart sur les données	147
Ecart sur le rendement des actifs	(424)
Amortissement de l'écart actuariel	(31)
<b>Écarts actuariels à la clôture du 31 décembre 2010</b>	<b>3 758</b>

Seules la France et l'Italie sont concernées par des engagements en matière d'avantages au personnel.

## 4.22 Provisions

	Avantages au personnel	Litiges	Autres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	11 914	11 516	6 779	30 209
Mouvements de périmètre				
Autres variations	52	(83)	28	(3)
Dotations	2 939	11 173	3 342	17 454
Reprises	(1 550)	(11 027)	(2 673)	(15 250)
Au 31 décembre 2010	13 355	11 579	7 476	32 410
Non courantes	13 355	2 877	964	17 196
Courantes		8 702	6 512	15 214
Au 31 décembre 2010	13 355	11 579	7 476	32 410
	Avantages au personnel	Litiges	Autres	Total
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009	10 285	11 293	8 154	29 732
Mouvements de périmètre		255		255
Reclassement	89	(8)	10	91
Dotations	2 118	10 149	4 169	16 436
Reprises	(578)	(10 173)	(5 554)	(16 305)
Au 31 décembre 2009	11 914	11 516	6 779	30 209
Non courantes	11 914	2 898	1 119	15 931
Courantes		8 618	5 660	14 278
Au 31 décembre 2009	11 914	11 516	6 779	30 209

La provision pour litiges couvre, pour la part courante, les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, manutention ou entreposage et pour la part non courante la prise en compte de risques dans des contentieux divers.

## 4.23 Instruments dilutifs

Des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'action ont été accordées aux dirigeants et à certains cadres du Groupe depuis 1998. Leur acquisition définitive suppose que les bénéficiaires restent en fonction pendant au moins 5 ans à compter de la date d'attribution.

Dans le cadre de l'opération d'émission d'OBSAAR, 904 976 bons de souscription d'actions ont été émis en juillet 2008, ces bons sont assortis d'une période d'incessibilité jusqu'au 21 juillet 2010. Ils peuvent ensuite être exercés pendant une période de cinq ans. Chaque bon permet d'acquérir une action moyennant un prix d'exercice de 51,20€.

Date d'attribution	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Durée de vie des options à compter de la date d'attribution
10-déc-03	17 490	16,28	8 ans
22-juillet-2008 OBSAAR	904 976	51,20	7ans
	922 466	49,86	

	31/12/2010		31/12/2009	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Nombre d'options existantes en début de période	941 091		1 000 482	
Options exercées pendant la période	18 625	50,54 €	59 391	49,86 €
Options accordées pendant la période				
Options devenues caduques				
Nombre d'options existantes en fin de période	<u>922 466</u>		<u>941 091</u>	
Options exerçables en fin de période	17 490		36 115	
Options non encore exerçables	904 976		904 976	

## 4.24 Gestion des risques

### Risque de crédit

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe, ce qui limite le risque que la défaillance de l'un d'entre eux puisse avoir des effets significatifs sur les résultats du Groupe. Fin 2009, le groupe STEF-TFE a étendu le périmètre de son contrat d'assurance-crédit à tous les pays européens où il est présent afin de se couvrir du risque de défaillance de ses clients.

### Risque de taux

Ainsi que l'indique le tableau ci-dessous, l'endettement financier du Groupe est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées à long terme ou de l'endettement en crédit-bail.

La structure de la dette financière par type de taux, après prise en compte des instruments de couverture en place, est la suivante :

	2010		2009	
	Taux fixes	Taux variables	Taux fixes	Taux variables
Emprunts obligataires		97 391		96 392
Emprunts bancaires	63 909	203 098	64 330	128 172
Dettes liées à des locations financement	30 258	77 975	34 483	76 667
Dettes financières diverses	820	3 526		3 673
Découverts bancaires et crédits à court terme	6 000	28 250		60 872
<b>Total des dettes financières après couverture</b>	<b>100 987</b>	<b>410 240</b>	<b>98 813</b>	<b>365 776</b>

L'endettement financier consolidé du Groupe est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées ou de l'endettement en crédit-bail et en prêt long terme hypothécaire qui constituent les deux modes habituels de financement des immobilisations.

L'objectif du Groupe en termes de gestion du risque de taux d'intérêt est de poursuivre une logique de micro-couverture au fur et à mesure de la signature de nouveaux contrats de financements immobiliers. Cette politique de couverture du Groupe doit permettre à terme d'optimiser l'adossement des instruments de couverture aux dettes sous-jacentes tout en améliorant son efficacité et en respectant les obligations comptables en termes de comptabilité de couverture.

En France, 3 nouveaux swaps de taux d'intérêts représentant un montant d'environ 17 M€ se sont ajoutés aux 8 swaps de taux souscrits entre 2008 et 2009, totalisant un notionnel cumulé de 65 M€. Il s'agit de swaps de taux parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 10 et 12 ans.

En Espagne, la filiale SDF Iberica détient encore un instrument de macro-couverture mis en place en 2006, afin de couvrir un risque de taux inhérent à des contrats de financement de crédit-bail, indexés sur du taux variable. Il s'agit d'un swap représentant un notionnel de 6 M€, qui arrive à échéance en janvier 2011.

En Italie, la filiale Cavalieri dispose d'un swap de taux parfaitement adossé au financement de la plateforme de Tavazzano, pour un nominal de 12 M€ arrivant à échéance en 2022.

	<b>Taux fixes</b>	<b>Taux variables</b>	<b>Dettes totale</b>
Dettes financières avant couverture	17 489	493 738	511 227
Effet de la couverture de taux	83 498	- 83 498	
Dettes financières après couverture	100 987	410 240	511 227

### Analyse de sensibilité au risque de taux :

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêts, à la date de clôture, aurait eu pour conséquence une augmentation (diminution) des capitaux propres et du résultat (avant impôt) à hauteur des montants indiqués ci-dessous. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées constantes.

(-) Débit / (+) Crédit

	<b>Impact sur le Compte de résultat</b>		<b>Impact sur le résultat global</b>	
	<b>Hausse de 50 bps</b>	<b>Baisse de 50 bps</b>	<b>Hausse de 50 bps</b>	<b>Baisse de 50 bps</b>
Charges d'intérêt sur actifs/passifs à taux variable	(1 777)	1 777	0	0
Variation de JV des dérivés	24	(106)	1 935	(1 714)
<b>Impact net</b>	<b>(1 754)</b>	<b>1 672</b>	<b>1 935</b>	<b>(1 714)</b>

### Risque de change

Les activités du Groupe sont essentiellement localisées dans la zone Euro (France, Espagne, Portugal, Benelux, Italie) et elles ne comportent que peu d'échanges avec d'autres zones monétaires à l'exception du Royaume Uni et de la Suisse.

Par ailleurs, les dettes financières du Groupe sont intégralement libellées en euros ou dans la monnaie fonctionnelle des filiales qui les portent, de sorte que le Groupe n'a pas d'exposition au risque de variation des taux de change à raison de son endettement.

### Risque de liquidité

Les besoins de trésorerie du Groupe sont assurés, majoritairement, par les lignes de crédit obtenues au niveau de la société mère. STEF-TFE dispose au 31 décembre 2010, de 19 lignes de crédit confirmées à moyen terme, totalisant 129 millions d'euros. Elles sont utilisées à hauteur de 73 millions au 31 décembre 2010. Les tirages sont effectués pour des périodes comprises entre 10 jours et trois mois et portent intérêt au taux du jour du tirage. L'échéance de ces lignes de crédit s'établit de 3 à 5 ans.

La société STEF-TFE dispose également de crédits spot totalisant 22 millions d'euros, dont 17 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2010 et d'autorisations de découverts, sans échéances convenues, totalisant 54 millions d'euros, dont 6 utilisées au 31 décembre 2010. Les lignes de crédit confirmées, non utilisées, et les autorisations de découvert disponibles et crédits spot, combinées avec une bonne planification des flux, assurent au Groupe une excellente maîtrise de son risque de liquidité.

Certaines lignes et emprunts (y compris l'emprunt OBSAAR) sont assortis d'engagements de la part du groupe, notamment le respect de ratios financiers. Les principaux ratios sont les suivants : EBITDA / Charges financières nettes supérieur à 6 (6,5 pour l'OBSAAR) et Endettement Net / Fonds Propres inférieur à 1,6 ou 1,7 (1,7 pour l'OBSAAR). Au 31 décembre 2010, le Groupe respecte l'ensemble des engagements attachés aux financements dont il dispose.

Les flux de trésorerie attachés aux passifs financiers et aux dettes de locations financement s'analysent comme suit :

	2010		Échéances des flux de trésorerie contractuels		
	Valeur nette comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts obligataires	97 391	102 645	756	101 889	
Emprunts bancaires	267 007	278 492	121 957	94 694	61 841
Location financement	108 233	121 667	14 134	56 131	51 402
Découverts bancaires	34 250	34 250	34 250		
Dettes financières diverses	1 693	3 673	3 673		
Fournisseurs	266 225	266 225	266 225		
Autres dettes courantes	279 657	283 138	283 138		
Passifs financiers dérivés	2 653	4 385	3 622	1 532	- 770
<b>Total</b>	<b>1 057 109</b>	<b>1 094 475</b>	<b>727 755</b>	<b>254 246</b>	<b>112 473</b>

	2009		Échéances des flux de trésorerie contractuels		
	Valeur nette comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts obligataires	96 392	104 932	1 409	103 523	
Emprunts bancaires	192 502	206 958	61 595	103 995	41 368
Location financement	111 150	134 579	18 168	55 295	61 116
Découverts bancaires	60 872	60 872	60 872		
Dettes financières diverses	3 673	3 673	3 673		
Fournisseurs	274 026	274 026	274 026		
Autres dettes courantes	295 663	296 565	296 565		
Passifs financiers dérivés	2 022	1 120	1 785	503	- 1 168
<b>Total</b>	<b>1 036 300</b>	<b>1 082 725</b>	<b>706 503</b>	<b>270 096</b>	<b>106 126</b>

### Risque sur le gazole

En tant que consommateur important de gazole, STEF-TFE qui est exposé aux variations du prix de ce carburant n'envisage pas, pour le moment, de procéder à des achats d'instruments de couverture. Outre les mécanismes de répercussion des variations du prix du gazole et qui résultent de la réglementation en matière de transport, le Groupe privilégie surtout l'optimisation des achats avec des acheteurs dédiés ainsi que la mise en œuvre de mesures visant à réduire les consommations.

## 4.25 Présentation des instruments financiers par catégorie

	Valeur au bilan 31/12/2010		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Actifs non qualifiés de financiers
	Juste valeur							
Titres de participation non consolidés	1 112	1 112		1 112				
Autres actifs financiers non courants	2 901	2 901			2 901			
Prêts et créances des activités de financement	10 045	10 045			10 045			
Titres de placement	2 754	2 754		2 754				
Clients	345 752	345 752			345 752			
Autres débiteurs	119 058	119 058			41 474			77 584
Actifs financiers courants		-						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 349	45 349	45 349					
<b>Actifs</b>	<b>526 971</b>	<b>526 971</b>	<b>45 349</b>	<b>3 866</b>	<b>400 172</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>77 584</b>

	Valeur au bilan 31/12/2010		Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts & Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
	Juste valeur							
Passifs financiers non courants	2 653	2 653	213				2 440	
Dettes des activités de financement	468 345	468 345				371 830		96 515
Fournisseurs	266 225	266 225				266 225		
Autres créanciers	279 657	279 657				23 114		256 543
Passifs financiers courants	40 229	40 229				28 511		11 718
<b>Passifs</b>	<b>1 057 109</b>	<b>1 057 109</b>	<b>213</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>689 680</b>	<b>2 440</b>	<b>364 776</b>

	Valeur au bilan 31/12/2009	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Actifs non qualifiés de financiers
Titres de participation non consolidés	1 599	1 599		1 599				
Autres actifs financiers non courants	65	65						65
Prêts et créances des activités de financement	11 854	11 854			11 854			
Titres de placement	-	-						
Clients	334 964	334 964			334 964			
Autres débiteurs	140 051	140 051			63 014		4	77 033
Actifs financiers courants	-	-						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 998	41 998	41 998					
<b>Actifs</b>	<b>530 531</b>	<b>530 531</b>	<b>41 998</b>	<b>1 599</b>	<b>409 832</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>77 098</b>

	Valeur au bilan 31/12/2009	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts & Créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés qualifiés de couverture	Passifs non qualifiés de financiers
Passifs financiers non courants	2 022	2 022	447				1 575	
Dettes des activités de financement	322 505	322 505				227 299		95 206
Fournisseurs	274 026	274 026				274 026		
Autres créanciers	297 685	297 685				70 074		227 611
Passifs financiers courants	140 062	140 062				124 118		15 944
<b>Passifs</b>	<b>1 036 300</b>	<b>1 036 300</b>	<b>447</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>695 517</b>	<b>1 575</b>	<b>338 761</b>

Les actifs et passifs non qualifiés d'instruments financiers au sens de la norme IAS 39 sont principalement constitués des créances et dettes fiscales et sociales et des dettes de location financement.

### Hiérarchie des justes valeurs au 31 décembre 2010

Les instruments financiers à la juste valeur sont classés selon le niveau de hiérarchie suivant :

- Niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotation sur un marché actif ;
- Niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres non observables.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers disponibles à la vente		3 866	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	45 349		
<b>Actifs</b>	<b>45 349</b>	<b>3 866</b>	
Instruments dérivés		2 653	
<b>Passifs</b>		<b>2 653</b>	

### Méthode de détermination des justes valeurs

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt, et les options reposent sur les cotations effectuées par des intermédiaires financiers. Le groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables en valorisant les swaps par actualisation des flux de trésorerie futurs estimés et les options à partir de modèle de valorisation (type Black & Scholes).

La juste valeur des « dettes fournisseurs » et « créances clients » correspond à la valeur comptable au bilan car l'actualisation des flux de trésorerie présente un impact non significatif compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement

La juste valeur des dettes à taux variables est sensiblement égale à la valeur comptable.

## 4.26 Engagements hors bilan

Les garanties et cautions données par STEF-TFE au titre de divers contrats de location simple de véhicules s'élèvent à 2.594 milliers d'euros au 31 décembre 2010 (7.587 milliers d'euros au 31 décembre 2009).

Par ailleurs, STEF-TFE a délivré une caution bancaire de 3 millions d'euros, pour garantir la bonne exécution de la convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (voir note 4.32). Dans le cadre de cette convention, le Groupe s'est également engagé, par l'intermédiaire de sa filiale Compagnie Méridionale de Navigation (CMN), à remplacer l'un des navires affecté à la desserte de la Corse par un nouveau cargo mixte de grande capacité dont la livraison est prévue à mi-2011, ce navire figure au bilan en immobilisations en cours pour 113 millions d'euros.

Le montant des commandes fermes d'immobilisations corporelles est indiqué en note 4.11.

## 4.27 Locations simples

Les loyers comptabilisés en charge au titre de baux qualifiés, au plan comptable, de locations simples se sont élevés, en 2010, à 17.442 milliers d'euros (16.020 milliers d'euros en 2009).

## 4.28 Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF-TFE sont les entreprises associées, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionnariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 73 % des droits de vote à l'assemblée de STEF-TFE.

Les rémunérations nettes et autres avantages versés aux administrateurs et aux dirigeants ont été les suivants, en euros :

	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Traitements et salaires	1 279 997	1 361 216
Jetons de présence	100 401	88 984
Charge liée aux options sur actions	-	-
<b>Total</b>	<b>1 380 398</b>	<b>1 450 200</b>
Avantages à court terme :	1 380 398	1 450 200
Avantages postérieurs à l'emploi :	Néant	Néant
Avantages à long terme :	Néant	Néant
Indemnités de fin de contrat de travail :	Néant	Néant
Paiements en actions	Néant	Néant

Les contrats de travail de deux dirigeants contiennent des clauses particulières entrant dans le champ des engagements réglementés et conclues antérieurement.

Ils bénéficient, en cas de licenciement, d'une indemnité égale à 18 mois de salaire, en ce comprise l'indemnité conventionnelle. Ils disposent également d'une clause de non concurrence dont le montant est égal à 50% de leur rémunération brute sur trois ans. S'ajoute une clause de conscience qui leur permettrait, en cas de changement actionnarial, de bénéficier d'un licenciement et donc de la mise en œuvre des mesures précédemment décrites. Un des deux dirigeants bénéficie, par ailleurs, d'un préavis de 12 mois en cas de licenciement. Le Président Directeur Général ne bénéficie d'aucune rémunération différée de quelque nature que ce soit.

.Les soldes et transactions avec les entreprises associées s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2010				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Brigantine de Navigation (1)	-	-	-	17	-	-
Transcosatal Finances	53	(244)	-	-	700	(3 109)
Froid Combi	-	-	-	-	-	-
Messageries Laitières	2 112	(36)	-	2 653	19 958	(333)
Tomsa & Tomsa Madrid	1	(4)	-	-	7	(26)
Olano Caudete	2	(2)	-	-	4	(2)
Logirest (2)	507	-	-	-	2 499	(2)
Stefover Tunisie	2	(56)	-	-	523	(380)
CDR (Cavaliere)	-	-	-	-	-	-

	Soldes au 31 décembre 2009				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Prêts	Compte - courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Brigantine de Navigation (1)	-	-	-	417	-	-
Transcosatal Finances	53	-	-	-	574	(1 640)
Froid Combi	-	-	-	-	-	-
Messageries Laitières	1 840	(53)	-	2 444	17 749	(286)
Tomsa & Tomsa Madrid	5	5	-	-	1	(76)
Olano Caudete	-	2	-	-	-	(14)
Logirest (2)	391	-	-	-	2 169	(3)
Stefover Tunisie	332	(29)	-	-	1 840	(311)
CDR (Cavaliere)	-	-	-	-	-	-

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché.

Il n'est pas intervenu de transaction significative, en 2010 et 2009, entre le Groupe, d'une part, et les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

## 4.29 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers, du marché, de soutenir le développement futur de l'activité et d'assurer la liquidité du titre. Pour assurer un certain volume d'échange sur le titre, le Groupe a conclu un contrat de liquidité avec un établissement financier.

## 4.30 Honoraires des Commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2010, les honoraires suivants de commissariat aux comptes sont les suivants:

Mazars	: 841,4 milliers d'euros
KPMG Audit	: 769,8 milliers d'euros
Autres cabinets	: 69 milliers d'euros.

## 4.31 Passifs éventuels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. Au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009, il n'existait aucun litige ou contentieux susceptible d'avoir des incidences significatives sur la situation financière du Groupe et ses résultats futurs.

## 4.32 Convention de délégation de service public

L'activité maritime de STEF-TFE est essentiellement exercée par la CMN qui assure la desserte de la Corse en vertu d'une convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse (OTC). Cette convention a pris effet au 1<sup>er</sup> juillet 2007 pour une durée de six ans et demi. Cette convention autorise la CMN à assurer l'exploitation de trois cargos mixtes rouliers dans le cadre de la continuité territoriale.

En vertu de cette convention, CMN perçoit une indemnisation en contrepartie de sujétions de service public. Cette indemnisation est acquise au fur et à mesure de l'accomplissement des prestations de transport. CMN a toute liberté d'utiliser ses navires pour d'autres activités sous réserve de leur substituer un ou des équivalents. La propriété de ces navires demeure à l'armateur à l'issue de la convention.

## 4.33 Événements postérieurs à la clôture

Il n'est pas survenu d'événement significatif depuis le 31 décembre 2010.



## 5 Liste des sociétés consolidées

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés :

### **SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT:**

Société STEF-TFE – SA (Mère)

	Pourcentage de contrôle	
	31 déc. 2010	31 déc. 2009
■ Agrostar SA	100 %	100 %
■ Atlantique SA (Espagne)	100 %	100 %
■ Chais de la Transat et sa filiale	100 %	100 %
- Magasin de Bord des Paquebots	98 %	98 %
■ Cie Frigorifique Française	-	100 %
■ Cryologis Développement et ses filiales	-	100 %
- Cryologic SAS	-	100 %
- Bretagne Frigo	100 %	100 %
- Cryologic Services SAS	100 %	100 %
- Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (EFNE)	100 %	100 %
- Entrepôts Frigorifiques de Normandie Loire (EFNL)	100 %	100 %
- Entrepôts Frigorifiques du Sud Ouest (EFSO)	100 %	100 %
- FSD SAS	100 %	100 %
■ Entrepôts Frigorifiques du Léon (EFL)	79 %	79 %
■ Immostef SA et ses filiales	100 %	100 %
- Immostef Italia	100 %	100 %
- Frigaurice	100 %	100 %
- Normandie Rapides (Transports Souchet)	100 %	100 %
- SCI des Vallions	100 %	100 %
- SCI Imm'o	100 %	100 %
- SCI Immotrans 49	100 %	100 %
- SCI Immotrans 56	100 %	100 %
- SCI Immotrans 69	100 %	100 %
- SCI PPI 45	100 %	100 %
- SCI BV 18	100 %	100 %
- SNC de la Prairie	100 %	100 %
- SNC La Vesvroise	100 %	100 %
- SNC Adour Cap de Gascogne	100 %	100 %
- SNC Agen Champs de Lasalle	100 %	100 %
- SNC Allonnes-Entrepôts	100 %	100 %
- SNC Atton Logistique	100 %	100 %
- SNC Bondoufle La Haie fleurie	100 %	100 %
- SNC Brignais-Charvolin	100 %	100 %
- SNC Burnhaupt les Mulhouse	100 %	100 %
- SNC Carros La Manda	100 %	100 %
- SNC Cavaillon Le Castagné	100 %	100 %
- SNC Cergy Frais	100 %	100 %
- SNC Cergy Froid	100 %	100 %
- SNC Donzenac La Maleyrie	100 %	100 %
- SNC Donzenac Entrepôt	100 %	100 %
- SNC France Plateforme	100 %	100 %
- SNC Gap Plan de Lardier	100 %	100 %
- SNC Guilberville Bocage Normand	100 %	100 %
- SNC Saint Herblain Chasseloir	100 %	100 %
- SNC La Pointe de Pessac	100 %	100 %
- SNC Les Essarts Sainte Florence	100 %	100 %
- SNC Louverné les Guichérons	100 %	100 %
- SNC Les Mares en Cotentin	100 %	100 %
- SNC Mâcon Est Replonges	100 %	100 %
- SNC Perpignan Canal Royal	100 %	100 %
- SNC Plan d'Orgon sur Durance	100 %	100 %
- SNC Reims La Pompelle	100 %	100 %
- SNC Saran les Champs Rouges	100 %	100 %
- SNC Strasbourg Pont de l'Europe	100 %	100 %
- SNC Toussieu Chabroud	100 %	100 %
- SNC Trangé le Bois Chardon	100 %	100 %

**SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT:****Pourcentage de contrôle**

	<b>31 déc. 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
- SNC Valence Pont des Anglais	100 %	100 %
■ Institut des Métiers du Froid	100 %	100 %
■ Société des Gares Frigorifiques (S.G.F.)	98 %	61 %
■ SCI Bruges Conteneurs	51 %	51 %
■ SNC Navale STEF-TFE	100 %	100 %
■ Sté des Glacières Frigorifiques de Saint-Nazaire (SGN) et sa filiale - SNC Loudéac Froid	100 % 100 %	100 % 100 %
■ SLD Aix	100 %	100 %
■ SLR Benelux	100 %	100 %
■ SLR France	100 %	100 %
■ GIE STEF-TFE Géodis	50 %	50 %
■ STEF BENELUX (EX STEF COURCELLES)	100 %	100 %
■ STEF SAS et ses filiales :	100 %	100 %
- Bordeaux Surgelés	100 %	100 %
- Ile de France Surgelés	100 %	100 %
- SLD Aix en Provence	100 %	100 %
- SLD Allonnes	100 %	100 %
- SLD Atton	100 %	100 %
- SLD Bain de Bretagne	100 %	100 %
- SLD Blanquefort	100 %	100 %
- SLD Cergy	100 %	100 %
- SLD Le Mans	100 %	100 %
- SLD Lesquin	100 %	100 %
- SLD Lorraine Surgelés	100 %	100 %
- SLD Moulins les Metz	100 %	100 %
- SLD Neudorf	100 %	100 %
- SLD Nord Paris	100 %	100 %
- SLD Rouen	100 %	100 %
- SLD Toussieu	100 %	100 %
- SLD Vénissieux	100 %	100 %
- SLD Vitry	100 %	100 %
- SLF Aurice	100 %	100 %
- SLF Givors	100 %	100 %
- SLF Le Plessis Belleville	100 %	100 %
- SLF Niort	100 %	100 %
- SLF Tours	100 %	100 %
- SLS Cergy	100 %	100 %
- SLS Pessac	100 %	100 %
- SLS Saint Dizier	100 %	100 %
- SLS Saint Sever	100 %	100 %
- STEF Alsace	100 %	100 %
- STEF Bretagne Nord	100 %	100 %
- STEF Bretagne Sud	100 %	100 %
- STEF Logistique Santé	100 %	100 %
- STEF Lyon	100 %	100 %
- STEF Méditerranée	100 %	100 %
- STEF Midi Pyrénées Limousin	100 %	100 %
- STEF Montsoul	100 %	100 %
- STEF Nord	100 %	100 %
- STEF Normandie	100 %	100 %
- STEF Pays de Loire	100 %	100 %
- STEF Sud Rhône Alpes	100 %	100 %
- STEF Vitry	100 %	100 %
■ Sofrilim	100 %	100 %
■ S.N.C. PIANA	100 %	-
■ STIM d'Orbigny et ses filiales :	100 %	100 %
- Atlantique Développement	100 %	100 %
- Compagnie Méridionale de Participation (CMP)	98 %	97 %
et sa filiale Compagnie Méridionale de Navigation (C.M.N. La Méridionale)	98 %	97 %

**SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT:**

	<i>Pourcentage de contrôle</i>	
	<b>31 déc. 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
- Cie Méridionale de Manutention (C.M.M.) filiale de C.M.N.	98 %	97 %
- A.M.C. filiale de C.M.N.	98 %	97 %
- Financière Immobilière et Maritime (FIM)	100 %	100 %
- Sata-Minfos	100 %	100 %
■ STEF-TFE Transport et ses filiales :	100 %	100 %
➤ Cavalieri Fin et ses filiales	100 %	100 %
- Cavalieri Trasporti Spa et sa filiale	100 %	100 %
- TFE DA (codétenue avec STEF-TFE Transport)	100 %	100 %
- SLF Sicilia	95 %	51 %
- ST1 Food	51 %	51 %
- SDR Sicilia	51 %	51 %
- Calabria Distribution Logistica (CDL)	46 %	46 %
- Dispack	100 %	100 %
- Etienne Logistique	100 %	100 %
- Express Surgelés	100 %	100 %
- Provence Surgelés	100 %	100 %
- Rhône Alpes Surgelés	100 %	100 %
- SCI Immotrans 35	100 %	100 %
- SCI Vendargues Le Serpolet	-	100 %
➤ SDF Iberica et ses filiales :	100 %	100 %
- SDF Portugal	90 %	90 %
- SDF Los Olivos	100 %	100 %
- Immostef Alcala	-	100 %
- Immostef New Torrejon	-	100 %
- Immostef Espana (ex : Los Olivos)	100 %	100 %
- Immostef Portugal	100 %	100 %
➤ Transports Frigorifiques Spadis et ses filiales :	100 %	100 %
- SCI Immotrans 42	100 %	100 %
- TFE Saint Etienne	100 %	100 %
- Seagull Transport Ltd (U.K.) et sa filiale :	100 %	100 %
- Tradimar Ltd – (U.K.)	100 %	100 %
- SLF Caen	100 %	100 %
- SLT Lyon	100 %	100 %
- Société Logistique de Vannes SLV	100 %	100 %
- Stefover	100 %	100 %
- TFE AG (Bale)	100 %	100 %
- TFE Agen	100 %	100 %
- TFE Alpes	100 %	100 %
- TFE Angers	100 %	100 %
- TFE Atton	100 %	100 %
- TFE Auvergne	100 %	100 %
- TFE Avignon	100 %	100 %
- TFE Benelux	100 %	100 %
- TFE Bordeaux	100 %	100 %
- TFE Bourges	100 %	100 %
- TFE Brive	100 %	100 %
- TFE Caen	100 %	100 %
- TFE Chaulnes	100 %	100 %
- TFE Côte d'Azur	100 %	100 %
- TFE Dijon	100 %	100 %
- TFE Epinal	100 %	100 %
- TFE Eurofrischfracht Logistique France	100 %	100 %
- TFE International Ltd (Grande Bretagne)	100 %	100 %
- TFE International Est	100 %	100 %
- TFE International Ouest	100 %	100 %
- TFE International Paris	100 %	100 %
- TFE International Sud Est (ex N.A.E.)	100 %	100 %
- TFE International Sud Ouest	100 %	100 %
- TFE Investissement	100 %	100 %

**SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT:**

	<u>Pourcentage de contrôle</u>	
	<b>31 déc. 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
- TFE Langres	100 %	100 %
- TFE Languedoc Roussillon	100 %	100 %
- TFE Laval	100 %	100 %
- TFE Le Mans	100 %	100 %
- TFE Lille	100 %	100 %
- TFE Limoges	100 %	100 %
- TFE Logistiek Nederland BV	100 %	100 %
- TFE Lyon	100 %	100 %
- TFE Mâcon	100 %	100 %
- TFE Marseille	100 %	100 %
- TFE Metz	100 %	100 %
- TFE Montigny	100 %	100 %
- TFE Mulhouse	100 %	100 %
- TFE Nantes	100 %	100 %
- TFE Niort	100 %	100 %
- TFE Nord Surgelés	100 %	100 %
- TFE Orléans	100 %	100 %
- TFE Paris	100 %	100 %
- TFE Paris Nord	100 %	100 %
- TFE Quimper	100 %	100 %
- TFE Reims	100 %	100 %
- TFE Rennes	100 %	100 %
- TFE Rouen	100 %	100 %
- TFE St Brieuc	100 %	100 %
- TFE Saint Sever	100 %	100 %
- TFE Strasbourg	100 %	100 %
- TFE Toulouse	100 %	100 %
- TFE Tours	100 %	100 %
- TFE Valence	100 %	100 %
- TFE Vannes	100 %	100 %
- TFE Velaines	100 %	100 %
- TFE Vendée (ex Déramé Vendée)	100 %	100 %
- TFE Vire	100 %	100 %
- Tradimar Arras	100 %	100 %
- Tradimar Bordeaux	100 %	100 %
- Tradimar Boulogne	100 %	100 %
- Tradimar Bretagne	100 %	100 %
- Tradimar Caen	100 %	100 %
- Tradimar Dijon	100 %	100 %
- Tradimar Logistica del Mar Barcelone	100 %	100 %
- Tradimar Lyon	100 %	100 %
- Tradimar Milano – Italie	100 %	100 %
- TFE EST Surgelés (Ex Tradimar Metz)	100 %	100 %
- Trnsports frigorifiques des Alpes (ex Tradimar Nantes)	100 %	100 %
- Tradimar Niort	100 %	100 %
- Tradimar Plan d’Orgon	100 %	100 %
- Tradimar Rennes	100 %	100 %
- Tradimar Rungis	100 %	100 %
- Tradimar Sète	100 %	100 %
- Tradimar Strasbourg	100 %	100 %
- Transports Fréret	100 %	100 %

**SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE :**

	<u>Pourcentage de contrôle</u>	
	<b>31 déc. 2010</b>	<b>31 déc. 2009</b>
<b><u>Participation de STEF-TFE:</u></b>		
- Société Brigantine de Navigation <sup>(1)</sup>	100 %	100 %

**SOCIETE MISES EN EQUIVALENCE (Suite)**

**Pourcentage de contrôle**  
**31/12/2010      31/12/2009**

**Participations de STEF TFE Transport :**

- Froid Combi SA	26 %	26 %
- Logirest (filiale de SDF Iberica)	40 %	40 %
- Messageries Laitières SNC	39 %	39 %
- Olano Caudete Logistica SL (filiale de SDF Iberica)	20 %	20 %
- SDR Sud (filiale de Cavalieri)	20 %	20 %
- Stefover Tunisie (filiale de Stefover)	49 %	49 %
- Transcosatal Finances	34 %	34 %
- Tomsa Péninsule Ibérique	32 %	32 %
- Tomsa Madrid	32 %	32 %

(1) Société sans activité ou en cours de liquidation.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

## Comptes Sociaux 2010

---



## Comptes Sociaux - Actif - En Euros

### BILAN AU 31 DECEMBRE 2010

		<i>(en euros)</i>			
ACTIF		EXERCICE 2010			EXERCICE 2009
		BRUT	AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	NET	NET
	<b><u>Immobilisations incorporelles</u></b>				
I	Logiciels et licences informatiques .....	34 131 590	31 583 707	2 547 883	2 242 901
M	Fonds commercial .....	1 580 393	1 488 069	92 324	92 324
M	Mali de fusion .....	815 661	-	815 661	815 661
O					
B					
I	<b><u>Immobilisations corporelles</u></b>				
L	Terrains .....	15 785 512	334 440	15 451 071	16 511 848
I	Constructions .....	79 293 941	35 307 562	43 986 380	44 217 136
S	Matériel et installations spécifiques.....	49 833 617	38 264 912	11 568 705	10 313 116
A	Matériel de transport .....	320 946	278 029	42 917	83 391
T	Mobilier, matériel et agencements de bureau .....	5 091 866	4 499 676	592 191	817 638
I	Immobilisations en cours .....	1 097 195		1 097 195	953 602
O					
N	<b><u>Immobilisations financières</u></b>				
S	Participations .....	216 472 030	22 141 193	194 330 836	179 408 211
	Créances rattachées .....	914 694		914 694	914 694
	Prêts .....	1 201 300		1 201 300	1 207 513
	Autres titres Immobilisés.....	10 886 961	1 033 193	9 853 768	10 649 022
	Autres immobilisations financières.....	30 332 089		30 332 089	221 407
	<b>Total I .....</b>	<b>447 757 795</b>	<b>134 930 780</b>	<b>312 827 015</b>	<b>268 448 464</b>
A	<b><u>Stocks</u></b>				
C	Matières premières et consommables .....	0		0	0
T	Produits intermédiaires finis.....	0		0	0
I					
F	<b><u>Créances d'exploitation</u></b>				
C	Clients et comptes rattachés .....	6 612 023	1 048 941	5 563 083	9 599 873
I	Autres .....	8 581 578		8 581 578	2 344 845
R					
C	Comptes-courants avec les sociétés du groupe	304 259 191	90 032	304 169 159	368 245 728
U					
L	Valeurs mobilières de placement .....	19 602 780	1 088 445	18 514 334	13 208 931
A					
N	Disponibilités .....	6 173 850		6 173 850	9 008 290
T					
	Charges constatées d'avance .....	354 090		354 090	199 601
	<b>Total II .....</b>	<b>345 583 511</b>	<b>2 227 417</b>	<b>343 356 093</b>	<b>402 607 270</b>
	<b>TOTAL I + II .....</b>	<b>793 341 306</b>	<b>137 158 198</b>	<b>656 183 108</b>	<b>671 055 735</b>



Comptes Sociaux - Passif - En Euros

**BILAN AU 31 DECEMBRE 2010**

P A S S I F	Avant affectation	
	Exercice 2010	Exercice 2009
<b>Capital social</b> .....	13 515 649	13 515 649
Prime d'émission d'apport et de fusion .....	7 257 142	4 283 744
Réserve légale .....	1 396 485	1 396 485
Réserve réglementée .....		
Réserves facultatives.....	16 980 530	16 980 530
Report à nouveau .....	57 554 574	52 228 331
Résultat de l'exercice .....	17 169 935	18 883 315
<b>Sous-Total : Situation nette</b> .....	<b>113 874 315</b>	<b>107 288 054</b>
Subventions d'investissement .....	0	0
Provisions réglementées .....	6 355 187	5 833 256
<b>Total I</b> .....	<b>120 229 501</b>	<b>113 121 309</b>
Provisions pour risques et charges .....	6 386 030	1 704 352
<b>Total II</b> .....	<b>6 386 030</b>	<b>1 704 352</b>
<b><u>Dettes financières</u></b>		
Emprunt obligataire	99 999 848	99 999 848
Emprunts auprès des établissements de crédit.....	118 945 194	136 980 139
Emprunts et dettes financières divers .....	139 573	252 615
	219 084 615	237 232 602
<b><u>Dettes d'exploitation</u></b>		
Fournisseurs et comptes rattachés .....	17 257 124	11 166 556
Dettes fiscales et sociales .....	4 457 300	9 874 048
Comptes-courants avec les sociétés du groupe	288 519 892	274 990 755
<b><u>Dettes diverses</u></b>		
Fournisseurs d'immobilisation et comptes rattachés .....	248 643	22 902 293
Dividendes à payer		
Produits constatés d'avance .....		63 818
<b>Total III</b> .....	<b>529 567 577</b>	<b>556 230 074</b>
<b>TOTAL GENERAL I + II + III</b> .....	<b>656 183 108</b>	<b>671 055 735</b>





## Comptes Sociaux - Compte de résultat 2010 - En Euros

### COMPTE DE RESULTAT 2010

(en euros)

DESIGNATION	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
<b><u>EXPLOITATION</u></b>		
<u>Produits d'exploitation</u>		
Montant du chiffre d'affaires : .....	11 146 223	11 889 471
. Entrepôts prestations de services.....	11 146 223	11 889 471
. Autres prestations de services.....		
. Production vendue biens.....	0	
<b>Production de l'exercice</b>	<b>11 146 223</b>	<b>11 889 471</b>
<u>Charges d'exploitation</u>		
Consommations en provenance des tiers : .....	22 302 659	21 903 438
. Achats consommés (stockés).....		0
. Achats de sous-traitance.....	17 044	3 130
. Achats non stockés.....	208 413	345 039
. Services extérieurs :		
- personnel extérieur.....	934 928	517 342
- Loyers de crédit-bail.....	102 836	345 600
- Autres.....	21 039 439	20 692 326
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>(11 156 436)</b>	<b>(10 013 966)</b>
Charges imputables à des tiers refacturés.....	23 977 543	27 455 348
Impôts, taxes et versements assimilés : .....	1 954 615	1 580 776
Charges de personnel : .....	7 336 101	6 733 439
. Salaires et traitements.....	4 413 401	3 939 638
. Charges sociales.....	2 922 700	2 793 800
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>3 530 391</b>	<b>9 127 166</b>
Reprises sur dépréciations et transferts de charges.....	1 146 065	253 734
Autres produits : .....	3 863 541	3 636 597
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions : .....	8 368 561	8 535 330
. Sur immobilisations.....	7 616 059	7 539 852
. Sur actif circulant.....	0	67 750
. Pour risques et charges.....	752 502	927 728
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>171 436</b>	<b>4 482 168</b>



## Comptes Sociaux - Compte de résultat 2010 (Suite) - En Euros

DESIGNATION	EXERCICE 2010	EXERCICE 2009
<b><u>FINANCIER</u></b>		
<u>Produits financiers</u>	23 136 460	20 233 223
. De participations.....	15 980 141	11 193 974
. Autres intérêts et produits assimilés.....	6 145 319	3 466 496
. Reprises sur provisions et dépréciations.....	1 011 000	5 572 752
. Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<u>Charges financières</u>	12 063 983	5 457 718
. Dotations aux provisions et dépréciations.....	6 760 637	181 866
. Intérêts et charges assimilées.....	5 303 346	5 275 852
<b>Résultat financier</b>	<b>11 072 477</b>	<b>14 775 505</b>
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>11 243 913</b>	<b>19 257 673</b>
<b><u>EXCEPTIONNEL</u></b>		
<u>Produits exceptionnels</u>	5 346 144	1 786 558
. Sur opérations de gestion.....	517 867	728 239
. Sur opérations de capital :		
- produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisés.....	3 982 817	239 071
. Reprises sur provisions et amortissements		
- sur provisions réglementées.....	845 460	819 248
- sur provisions risques exceptionnelles.....		0
<u>Charges exceptionnelles</u>	3 148 359	1 654 095
. Sur opérations de gestion.....	9 751	393 592
. Sur opérations de capital :		
- valeurs comptables des éléments immobilisés cédés.....	1 771 217	232 972
. Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- aux provisions réglementées.....	1 367 391	1 027 531
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>2 197 786</b>	<b>132 464</b>
<b>Participation des salariés aux fruits de l'expansion</b>	<b>0</b>	
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>(3 728 235)</b>	<b>506 823</b>
- Intégration fiscale - charge	19 721 692	24 387 306
- Intégration fiscale - produit	(23 088 872)	(23 519 428)
- Reprise prov impôts fusion	(361 055)	(361 055)
<b>Résultat net</b>	<b>17 169 935</b>	<b>18 883 314</b>



## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

### EXERCICE 2010

#### 1. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice social clos le 31 décembre 2010 a une durée de 12 mois.

Il n'y a pas de modifications substantielles dans les méthodes d'évaluation, les principes et règles comptables ni dans les activités opérationnelles qui altèrent la comparabilité des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent.

#### 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la société ont été établis en conformité avec les dispositions du Code de Commerce (article L123-12 à L123-28) et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Sauf indication explicite contraire, les montants mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en milliers d'euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

##### **2.1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, qui comprennent principalement :

- des licences et logiciels informatiques acquis
- des fonds de commerce
- un mali technique de fusion

sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les licences et logiciels sont amortis sur leur durée d'utilité (maximum 5 ans).

Les fonds de commerce et mali technique de fusion étant des actifs d'une durée d'utilisation indéterminable, les immobilisations incorporelles sont soumises à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

## **2.2. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, à l'exclusion de toutes charges financières.

Les amortissements figurant à l'actif sont calculés, suivant le mode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée pour chaque catégorie d'immobilisations :

Immeuble du siège social : 40 ans

Constructions d'origine : 25 ans sur la base de 90 % de la valeur brute.

Constructions postérieures : 20 ans sur la base de 90 % de la valeur brute.

Installations spécifiques : 10 ans

Installations, agencements, aménagements : 7 à 10 ans

Outillage industriel : 5 ans

Matériel industriel : 4 ans

Matériel de bureau : 8 ans

Matériels informatiques : 3 ou 4 ans

Matériels de transport : 5 ou 7 ans

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

## **2.3. Immobilisations financières**

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition y compris les honoraires et frais d'actes liés à l'acquisition des titres.

A la clôture, une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité des participations est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'utilité est estimée en fonction de la quote-part de capitaux propres de la société ainsi que de ses perspectives d'activité et de rentabilité.

## **2.4. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances clients douteuses et litigieuses sont dépréciées en totalité.

Les autres créances comprennent essentiellement la TVA à récupérer et une créance d'IS.

## **2.5. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement autres que les actions propres sont comptabilisées à leur valeur d'apport ou à leur prix d'acquisition et donnent lieu, le cas échéant, à des dépréciations pour les ramener à leur valeur de marché ou à leur valeur liquidative.

## **2.6. Actions propres**

Les actions de la société, achetées dans le cadre de divers programmes de rachat, sont classées en Autres Titres Immobilisés ou en Valeurs Mobilières de Placement en fonction de leur affectation d'origine ou ultérieure. Les actions explicitement destinées à être attribuées aux dirigeants et cadres dans le cadre des plans d'options ou de bons d'acquisition d'actions en cours sont classées en Valeurs Mobilières de Placement, de même que celles acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité. Les autres sont inscrites en Autres Titres Immobilisés.

Une dépréciation est constatée à la clôture de l'exercice lorsque leur valeur d'inventaire, déterminée par référence au cours de bourse moyen du dernier mois de l'exercice, est inférieure à leur coût d'acquisition, sauf en ce qui concerne les actions destinées à être annulées.

## **2.7. Revenus des participations, des autres titres immobilisés**

Les dividendes sont comptabilisés à la date des décisions des assemblées générales ayant décidé des distributions, étant observé qu'en fin d'exercice sont également pris en compte les coupons détachés avant le 31 décembre et qui seraient effectivement encaissés au début de l'exercice suivant.

## **2.8. Impôt sur les bénéfices**

STEF-TFE, après la fusion de 1997, est devenue tête de groupe fiscal. A ce titre, elle comptabilise, d'une part, le produit d'impôt en provenance des filiales intégrées au groupe fiscal et, d'autre part, la charge d'impôt calculée au niveau du groupe fiscal.

Les impôts différés ne sont pas comptabilisés.

## **2.9. Engagements en matière de départ à la retraite**

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le groupe sont constitués des indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite et dont le montant est fonction du dernier salaire et de l'ancienneté acquise.

L'engagement correspondant est géré dans le cadre d'un contrat groupe, par STEF-TFE, qui verse des fonds auprès de compagnies d'assurances.

Le calcul des engagements est effectué par un actuair indépendant au niveau du groupe en application de la méthode actuarielle et en procédant à l'étalement des écarts actuariels selon la méthode dite du « corridor ».

Les droits acquis à la clôture de l'exercice sont définis par la Convention Collective dont relève chaque société et refacturés à celles-ci par STEF-TFE qui rembourse en contrepartie les indemnités versées. Ces droits sont évalués sur la base du départ volontaire du salarié et sont ainsi calculés charges sociales comprises.

Ils sont en conformité avec les dernières évolutions législatives.

Les principales données actuarielles sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4 % (4,75 % au 31 décembre 2009).
- Profil de carrière égal à 3 % pour la catégorie E.T.A.M et 3.5 % pour la catégorie Cadres.
- Taux de rendement des fonds estimés à 4 %.
- Tables de mortalités séparées – TGH 05 et TGF 05

## **2.10. Médailles du travail**

La provision destinée à couvrir les droits conventionnels des salariés, liés à l'attribution de médailles du travail, est calculée selon les mêmes méthodes et les mêmes hypothèses actuarielles que celles retenues en matière d'indemnités de fin de carrière. Les écarts actuariels sont immédiatement comptabilisés en résultat. Les règles d'attribution des médailles, propres à la société, ont été prises en compte. Le montant de l'engagement, ainsi calculé, figure en provisions, à la clôture de l'exercice.

## **2.11 Provisions réglementées**

Les provisions réglementées comprennent, à la clôture de l'exercice, les amortissements dérogatoires. Les amortissements dérogatoires résultent des différences nées entre les bases et entre les durées d'amortissements fiscales et comptables des immobilisations.

## **2.12 Instruments dérivés**

La société utilise des instruments dérivés de taux pour réduire son exposition à la variation des taux d'intérêts, principalement à raison de ses emprunts bancaires et lignes de crédit à taux variables.

Les produits et charges résultant de l'utilisation de ces instruments sont constatés en résultat, de manière symétrique à l'enregistrement des charges et des produits des opérations couvertes, lorsqu'ils sont comptablement qualifiés de couverture.

Lorsqu'ils ne sont pas qualifiés comptablement de couverture, ces instruments sont évalués de la manière suivante :

- les pertes nettes latentes, calculées sur les instruments négociés de gré à gré sont intégralement provisionnées.
- les gains nets latents sur les instruments négociés de gré à gré sont enregistrés en résultat, uniquement au dénouement de l'opération.
- les gains et pertes latents dégagés sur les instruments négociés sur les marchés organisés sont reconnus directement en résultat.

## **2.13 Frais d'émission d'emprunts**

Les frais liés à l'émission d'emprunts sont comptabilisés en résultat.

### 3. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

#### 3.1. Immobilisations incorporelles

a. Valeurs brutes

	31/12/2009	Mouvements de périmètre	Acquisitions	Sorties	31/12/2010
Fonds commercial	1 580				1 580
Mali de fusion	816				816
Logiciels	32 922		1 211		34 133
<b>Total</b>	<b>35 318</b>		<b>1 211</b>		<b>36 529</b>

#### Amortissements et dépréciations

	31/12/2009	Reprises	Dépréciations	Dotations	31/12/2010
Fonds commercial	1 488				1 488
Logiciels	30 678	(236)		1 142	31 584
<b>Total</b>	<b>32 166</b>	<b>(236)</b>		<b>1 142</b>	<b>33 072</b>

Valeur nettes

**3 152**

**3 457**

#### 3.2. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

	31/12/2009	Acquisitions	Transferts	Cessions/ mises au rebut	31/12/2010
Terrains et aménagements terrains	16 862	133		(1210)	15 785
Constructions	76 215	2 945	278	(144)	79 294
Matériel et installations	48 678	3 420	651	(2916)	49 833
Autres	5 527	55		(170)	5 412
Immobilisations en cours	954	1 073	(929)		1 098
<b>Total</b>	<b>148 236</b>	<b>7 625</b>	<b>0</b>	<b>(4440)</b>	<b>151 423</b>

Les transferts incluent principalement l'activation d'immobilisations en cours.

## Amortissements et dépréciations

	31/12/2009	Dotations	Diminutions	31/12/2010
Terrains et aménagements terrains	351	41	(58)	334
Constructions	31 997	3 440	(129)	35 308
Matériel et installations	38 364	2 672	(2 772)	38 264
Autres	4 627	321	(170)	4 778
<b>Total</b>	<b>75 339</b>	<b>6 474</b>	<b>(3 129)</b>	<b>78 684</b>

Valeurs nettes

**72 897**

**72 739**

### 3.3. Immobilisations financières

Valeurs brutes

	31/12/2009	Augmentations	Diminutions	31/12/2010
Participations	195 858	60 600	(39 987)	216 471
Créances rattachées à des participations	914			914
Autres Titres immobilisés	10 887			10 887
Autres	1 429	30 182	(77)	31 534
<b>Total</b>	<b>209 088</b>	<b>90 782</b>	<b>(40 064)</b>	<b>259 806</b>

Les principales variations des immobilisations financières ont porté sur :

#### Titres de participations :

- Absorption par TUP de Cryologic Development pour 57 212 milliers d'euros en augmentation (valeur comptable des titres détenus par l'absorbée) et 38 979 milliers en diminution (valeur comptable de l'absorbée).
- Achat d'actions SGF pour 3 382 milliers d'euros.

#### Créances rattachées :

- Le montant de 914 milliers d'euros représente le solde d'un prêt à la filiale STIM d'Orbigny.

#### Autres Titres immobilisés

- Ils sont constitués de 256.324 actions Stef-Tfe, auto détenues (voir note 3.5).

Autres

- Montant constitué de prêts au titre de l'aide à la construction (1 194 K€) et du prêt subordonné octroyé en 2010 à la SNC Piana pour 30 millions d'euros.



### 3.4. Tableau des dépréciations et provisions

Les mouvements ayant affecté les provisions au cours de l'exercice s'établissent comme suit :

	Provisions au 31/12/09	Dotations	Mouvements suite Tup	Reprises		Provisions au 31/12/10
				Utilisation	Non utilisation	
- Provisions réglementées (amort dérogatoires)	5 833	1 367		(845)	-	6 355
- Provisions pour impôts sur plus-values fusion	728			(361)	-	367
- Provisions pour Médailles du Travail	15			(6)		9
- Autres provisions pour risques et charges (1)	960	5 049				6 009
<b>Dépréciations</b>						
- Titres de participation (2)	16 450	814	5 888	(1 011)		22 141
- Autres titres immobilisés (3)	238	795				1 033
- Titres de placement (4)	241	847				1 088
- Clients comptes rattachés	1 049				-	1 049
- Autres créances d'exploitation	77	14				91
<b>Total</b>	<b>25 591</b>	<b>8 886</b>	<b>5 888</b>	<b>(2 223)</b>	<b>0</b>	<b>38 142</b>
Exploitation		773		(6)		
Financier		6 746		(1 011)		
Exceptionnel		1 367		(1 206)		

(1) Autres provisions pour risques et charges :

- provision pour engagement d'indemnité de départ à la retraite pour 1 564 milliers d'euros s'analysant comme suit :

en milliers d'euros	2010	2009	2008
valeur actuarielle des engagements	29 368	26 515	24 309
fonds versés aux fonds d'assurances	(24 938)	(23 555)	(23 368)
écarts actuariels différés	(2 866)	(2 106)	(902)
<b>provision à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 564</b>	<b>854</b>	<b>39</b>

- provision pour engagement financier liée au financement du navire « Le Piana » pour 4 290 milliers d'euros.

(2) Dépréciations des titres de participation

- Dépréciations sur Brigantine de Navigation pour 362 milliers d'euros, Société des Glacières de Saint-Nazaire pour 421,8 milliers d'euros, Cryologic Services pour 17,5 milliers d'euros et Chais de la Transat pour 12,6 milliers d'euros .

- Reprises sur SLD Aix pour 567 milliers d'euros, FSD pour 308 milliers d'euros et EFNE pour 136 milliers d'euros.

### (3) Dépréciation des autres titres immobilisés

Dépréciation à hauteur de 795 milliers d'euros sur actions propres Stef-Tfe par application de la comparaison avec le cours moyen de décembre 2010 .

### (4) Titres de placement>>>> dotations sur actions propres

Dotation pour 847 milliers d'euros sur actions propres Stef-Tfe par application de la comparaison avec le cours moyen de décembre 2010.

## **3.5. Capitaux propres**

Les capitaux propres de la société ont évolué, comme suit, durant l'exercice :

	Au 31/12/09	Variation	Affectation du résultat de l'exercice précédent	Dividende versé	Résultat de l'exercice	Au 31/12/10
Capital	13 516					13 516
Prime d'émission et d'apport	4 284	2 974				7 258
Réserve légale	1 396					1 396
Autres réserves	16 981					16 981
Report à nouveau	52 228		18 883	(13 557)		57 554
Résultat	18 883		(18 883)		17 170	17 170
<b>Sous total Situation nette</b>	<b>107 288</b>	<b>2 974</b>	<b>0</b>	<b>(13 557)</b>	<b>17 170</b>	<b>113 875</b>
Provisions réglementées	5 833	522				6 355
Subventions	0	0				
<b>Capitaux propres</b>	<b>113 121</b>	<b>3 496</b>	<b>0</b>	<b>(13 557)</b>	<b>17 170</b>	<b>120 230</b>

Le capital social est composé de 13.515.649 actions de 1 euro. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu en 2010.

Le plan d'option de rachat d'actions accordé aux cadres dirigeants du groupe, par l'A.G. du 13 juin 2001, s'est achevé en décembre 2010.

Le plan d'option accordé par le CA du 10 décembre 2003 est en cours d'exercice. Au 31/12/2010, 17 490 options restent à exercer.

La répartition du capital au 31 décembre 2010 est la suivante:

	Pourcentage
Atlantique Management	29.19%
FCPE des salariés du groupe	15.78%
Union Economique et Financière	5.98%
Société des Personnels de la Financière de l'Atlantique	5.98%
Société Européenne de Logistique du Froid	5.43%
Autres membres de l'action de concert	0.47%
Bestinvest	11.62%
Minosfin	5.53%
Auto-détention	4.43%
Autres (actionnaires détenant moins de 5% du capital)	15.59%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

### Actions propres :

Au 31.12.2010, la société STEF-TFE détenait 599 315 actions propres pour un montant brut de 24 530 milliers d'euros, détaillé comme suit :

Nature de l'opération	Nombre d'actions	Détenion en	
		Autres titres Immobilisés (K€)	V.M.P. (K€)
- Contrat de liquidité	35 763		1445 (1)
- Actions détenues dans le cadre d'un contrat de rachat			
* affectées à des plans déterminés	17 490		196 (2)
* non encore affectées	7 028	79	
- Actions détenues au titre des BSAAR			
* personnes physiques identifiées	252 365		10941 (1)
* non identifiés	249 296	10 808	
- Acquisition de fin 2008 non encore affectées	37 373		1061 (2)
<b>TOTAL</b>	<b>599 315</b>	<b>10 887</b>	<b>13 643</b>
Dépréciation des titres (comparaison au cours moyen de 12/2010 de 39,21 €/action)		1033	1 088

(1) Affectation non dénommée (502-2)

(2) Affectation identifiée (502-1)

### 3.6. Etat des créances et des dettes par échéance

#### 3.6.1 Tableau des créances

	Total	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an	Dont avec les entreprises liées
Créances rattachées à des participations	914		914	914
Autres créances financières	31 533		31 533	30 000
Créances d'exploitation (clients)	6 612	6 612		259
Créances d'exploitation (autres)	8 581	8 581		0
Comptes courants avec les sociétés du groupe	304 259		304 259	304 259
<b>Total</b>	<b>351 899</b>	<b>15 193</b>	<b>336 706</b>	<b>335 432</b>

#### 3.6.2 Tableau des dettes

	Total	Moins d'un an	Plus d'un an moins de cinq ans	Plus de cinq ans	Dont avec les entreprises liées
Dettes auprès des établissements de crédit	118 945	28 877	90 068		-
Emprunt Obligataire	100 000		100 000		-
Dettes financières diverses	139		139		-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 257	17 257			13 731
Dettes fiscales et sociales	4 457	4 457			-
Comptes courants avec les sociétés du groupe	288 520		288 520		288 520
Dettes diverses	249	249			-
<b>Total</b>	<b>529 567</b>	<b>50 840</b>	<b>478 727</b>	<b>0</b>	<b>302 251</b>

Les comptes courants se composent essentiellement d'avances de trésorerie, accordées aux filiales ou consenties par celles-ci et pour lesquelles aucun échéancier n'a été formalisé.

### **3.7 Dettes financières**

	2010	2009
Emprunt Obligataire	100 000	100 000
Emprunt à long terme	17 145	14 187
Tirage sur des lignes de crédit à moyen terme	72 800	88 000
Crédit Spot	17 000	0
Découverts bancaires	11 877	34 793
Autres dettes diverses	263	253
Total des dettes financières	219 085	237 233

#### **Rappel :**

En juillet 2008, STEF-TFE a procédé à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 100 M€ représenté par 452.488 obligations à bons de souscription et/ou d'actions remboursables (OBSAAR), 2 bons (BSAAR) étant attachés à chaque obligation. Ces obligations ont été souscrites à hauteur de 98% par un groupe de banques françaises, le solde par le public. Les banques ont cédé la totalité des BSAAR attachés aux obligations qu'elles ont souscrites à certains actionnaires de la société ainsi qu'à une centaine de cadres du Groupe.

Les obligations ont été admises dès leur émission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Elles sont remboursables in fine le 22 juillet 2013 et portent un intérêt annuel calculé au taux Euribor 3 mois-0,23%. STEF-TFE dispose du droit de procéder à tout moment, partiellement ou en totalité, au remboursement anticipé des obligations au pair majoré des intérêts dus au titre de la dernière période d'intérêt échue. Les porteurs d'obligations disposent du droit de demander le remboursement anticipé des obligations en cas de changement de contrôle de la société ou dans certains cas d'exigibilité anticipée, notamment le non respect de certains ratios financiers.

Chaque BSAAR donnera droit à son porteur de souscrire une action nouvelle ou d'acquérir une action existante STEF-TFE au prix de 51,20 euro. Les bons sont incessibles du 22 juillet 2008 au 21 juillet 2010 et seront exerçables du 22 juillet 2010 au 20 juillet 2015. Ils sont remboursables au seul gré de STEF-TFE, au prix unitaire de 0,01 euro, à compter du 22 juillet 2013 jusqu'au 20 juillet 2015, si le produit du cours de l'action et de la parité d'exercice excède 71,69 euros. Les porteurs de bons pourront toutefois éviter un tel remboursement en exerçant leurs BSAAR avant la date fixée pour le remboursement. Le produit net d'émission s'est élevé à 98,7 millions d'euros.

Les lignes de crédit moyen-terme au 31 décembre 2010 s'élèvent à 72 800 milliers d'euros dont une part non utilisée de 60 800 milliers d'euros. Les dates d'échéance de ces lignes s'échelonnent de 2011 à 2012.

Au 31 décembre 2010, la quasi-totalité des emprunts bancaires et lignes de crédit est à taux variable.

Au 31 décembre 2010 la totalité des dettes financières est libellée en euros.

### **3.8. Instruments dérivés**

La stratégie de couverture opérée par le groupe s'est traduite pour STEF TFE en 2010 par la souscription de 3 swaps de taux d'intérêts représentant un notionnel cumulé de 17 M€. Ces swaps de taux étant parfaitement adossés aux financements longs en termes de durée et de notionnel amortissable. Leur échéance est fonction de la durée du financement sous-jacent, soit entre 10 et 12 ans.

La valeur « Mark to Market » au 31.12.2010 de ces instruments est de – 1.034 K€ .

### **3.9. Charges constatées d'avance**

Elles correspondent principalement à des charges diverses précomptées.

### **3.10. Produits à recevoir et charges à payer**

Les produits à recevoir et charges à payer s'élèvent respectivement à 1 493 et 1 966 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

### **3.11. Chiffre d'affaires**

Activités	2010	2009
Locations matériels et autres	1 776	2 112
Locations immobilières	9 370	9 777
	<b>11 146</b>	<b>11 889</b>

### 3.12. Opérations avec les entreprises liées

<b>PRODUITS</b>	MAIN D'ŒUVRE ET FRAIS DE DEPLACEMENTS	340	
	MISE A DISPOSITION IMMOBILIERE	10 260	
	FACTURATION DE FRAIS COMMUNS DE GROUPE	19 808	
	REDEVANCES DE CONCESSIONS ET DE LICENCES	1 089	
	REVENUS DE TITRES DE PARTICIPATIONS	15 949	
	Intérêts des comptes - courants	3 406	
	AUTRES PRODUITS DONT BONI DE FUSION	2 107	
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>52 959</b>	
	<b>CHARGES</b>	HONORAIRES MANDAT DE GESTION IMMOBILIER	740
		LOCATIONS IMMOBILIERES	35
COUTS INFORMATIQUES METIER		2 133	
PERSONNEL DETACHE		518	
FRAIS COMMUNS DE GROUPE		11 125	
INTERETS SUR COMPTES COURANTS		1 367	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>15 919</b>	

Créances avec les entreprises liées	en milliers d'euros
<i>Travaux et charges à refacturer</i>	
<i>Comptes courants débiteurs</i>	304 259
<i>Créances clients</i>	259
<b>Dettes avec les entreprises liées</b>	
<i>Factures non parvenues</i>	
<i>Comptes courants créditeurs</i>	288 520
<i>Dettes fournisseurs</i>	13 637

Les transferts de charges se composent principalement de transferts de charges de personnel pour 899 milliers d'euros.

La liste des transactions effectuées par la société avec des parties liées (au sens d'IAS 24) n'est pas indiquée car ces transactions sont soit conclues à des conditions normales de marché, soit exclues du champ d'application du règlement n°2010-02.

### **3.13. Résultat financier**

Le résultat financier est positif et s'élève à 11 072 milliers d'euros, il se compose des éléments suivants :

De dividendes encaissés pour 15 980 milliers d'euros.

D'autres produits financiers pour 7 153 milliers d'euros dont 2 107 milliers d'euros correspondant à un boni de fusion, 3 406 milliers d'euros d'intérêts sur les comptes-courants, 629 milliers d'euros de produits financiers facturés à la SNC Piana au titre de la participation au prêt ADF, 1 011 milliers d'euros de reprises de provisions sur les titres SLD Aix, FSD et EFNE .

Une dotation pour dépréciation de 814 milliers d'euros, consécutive à l'écart persistant entre la valeur des titres et la quote-part représentative des fonds propres pour les sociétés Brigantine de Navigation, Société des Glacières de Saint-Nazaire, Chais de la Transat et Cryologic Services.

Une dotation aux dépréciations sur le compte-courant de l'IMF pour 14 milliers d'euros

Une dotation aux dépréciations sur les titres auto-détenus pour 1 643 milliers d'euros.

Les intérêts et charges assimilées passent de 5 276 à 5 298 milliers d'euros.

### **3.14 Résultat exceptionnel**

Les principaux éléments qui composent le résultat exceptionnel sont :

En charges : la valeur nette comptable provenant de la cession d'immobilisations pour 1 313 milliers d'euros, la cession des titres d'Atlantique Développement à la STIM pour 458 milliers d'euros, des charges exceptionnelles pour 9 milliers d'euros.

En produits : le prix de cession d'immobilisations pour 3 983 milliers d'euros, un retour à meilleure fortune pour 218 milliers d'euros provenant de STEF Benelux, d'autres produits exceptionnels divers pour 263 milliers d'euros

Les mouvements sur amortissements dérogatoires sont constitutifs d'une dotation nette de 522 milliers d'euros, dont 358 milliers d'euros au titre des immobilisations corporelles.

### **3.15. Engagements hors bilan.**

#### **3.15.1 En matière de cautions données**

STEF-TFE s'est porté caution de certaines de ses filiales au titre de contrats de financements immobiliers et mobiliers. Ces cautions s'élèvent à 191 204 milliers d'euros au 31 décembre 2010.

Par ailleurs STEF-TFE a délivré une caution bancaire de 3 millions d'euros pour garantir la bonne exécution de la convention de délégation de service public conclue avec l'Office des Transports de Corse.



### **3.16. Situation fiscale**

Depuis 1997, la société est tête de groupe d'intégration fiscale. Le Groupe fiscal se compose de 144 filiales.

Les conventions passées avec les filiales du groupe fiscal d'intégration mentionnent expressément qu'il n'y a pas d'obligation pour la société tête de groupe de reverser, pendant la période d'intégration comme en cas de sortie du groupe d'une filiale, les déficits fiscaux réalisés par cette dernière et utilisés par le groupe. De ce fait, la société n'a constaté aucune provision à ce titre.

Un produit d'impôt de 3 367 milliers d'euros a été constaté au titre de l'intégration fiscale. Le solde de déficits utilisés par la société mère et potentiellement restituable aux filiales s'élève à 79 M€.

### **3.17. Effectifs**

Les effectifs moyens de la société se répartissent comme suit :

	Permanents
Cadres	34
Maîtrises	6
Employés	5
Ouvriers	0
<b>Total</b>	<b>45</b>

Pour l'exercice précédent, les effectifs permanents étaient de 43.

Les droits acquis au titre du DIF (droit individuel à la formation), cumulés au 31 décembre 2010 s'élèvent à 3 222 heures.

### **3.18. Rémunération des organes d'administration**

Les rémunérations totales et les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration se sont élevés à 1 380 milliers d'euros en 2010 contre 1 839 milliers d'euros en 2009.

### **3.19. Evénements post-clôture**

Aucun événement significatif n'est survenu depuis le 31 décembre 2010.



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés 2010**

---



**KPMG Audit**

1, Cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France



**MAZARS**

**MAZARS**

Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France

# STEF-TFE

Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2010

STEF-TFE

Société Anonyme

93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris

RCS Paris B 999 990 005

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société STEF-TFE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicable en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe qui expose les changements de méthodes comptables consécutifs aux nouvelles normes, amendements aux normes publiées et interprétations d'application obligatoire à compter de l'exercice 2010.

## II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Lors de la préparation de ses comptes consolidés, STEF-TFE est conduit à effectuer des estimations et formuler des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables, sur les montants comptabilisés de certains actifs, passifs, produits et charges, dans les domaines indiqués en note 1 de l'annexe. Nous avons, pour l'ensemble de ces domaines, vérifié le caractère approprié des méthodes comptables suivies, examiné la cohérence des hypothèses retenues, leur documentation et leur traduction chiffrée, et nous avons sur ces bases procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III – Vérification spécifique

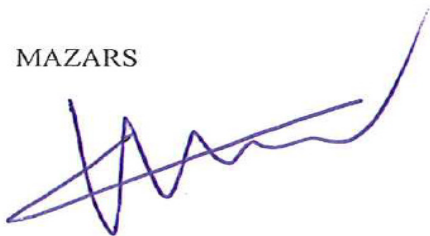
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris La défense et Courbevoie, le 15 avril 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
~~Département~~ de KPMG S.A.  
  
Dominique STIEGLER  
Associé

MAZARS  
  
Xavier CHARTON  
Associé



Société anonyme au capital de 13.515.649 €  
Siège social : 93, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.  
999 990 005 RCS Paris

---

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels 2010**

---



**KPMG Audit**  
1, Cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France



**MAZARS**  
Exaltis  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie  
France

# STEF-TFE

Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2010

STEF-TFE  
Société Anonyme  
93, boulevard Malesherbes – 75008 Paris  
RCS Paris B 999 990 005

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société STEF-TFE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les titres de participation détenus par votre société sont évalués selon les modalités décrites en note 2.3 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des valeurs d'utilité de ces titres et à vérifier les calculs effectués par votre société.
- Les engagements et provisions pour indemnités de fin de carrière des salariés sont évalués et comptabilisés selon les modalités décrites en note 2.9 de l'annexe. Nos travaux ont consisté à nous assurer que ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation par un actuaire externe, à examiner les données et hypothèses utilisées par la société, et à vérifier que les notes 2.9 et 3.4 donnent une information appropriée.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris La défense et Courbevoie, le 15 avril 2011

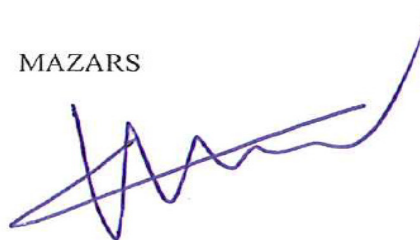
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*



Dominique STIEGLER  
*Associé*

MAZARS



Xavier CHARTON  
*Associé*